

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N°

POUR LE

473

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

PASCAL Joseph-François-Jacques

Né le 1^{er} Mars 1908, à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales)

SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE
ET
EAUX MINÉRALES

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur.

L'EXPANSION SCIENTIFIQUE
FRANÇAISE

23, RUE DU CHERCHE-MIDI - PARIS

1934



**SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE
ET EAUX MINÉRALES**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N° —

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

PASCAL Joseph-François-Jacques

Né le 1^{er} Mars 1908, à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales)

SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE

ET

EAUX MINÉRALES

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur.

L'EXPANSION SCIENTIFIQUE

FRANÇAISE

23, RUE DU CHERCHE-MIDI - PARIS

1934

LE DOYEN : M. ROUSSY.

I. — PROFESSEURS

Anatomie	MM. ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale	PROUST.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	ACHARD.
	BEZANÇON.
	CARNOT.
	Marcel LABBE.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CUNÉO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la tuberculose	Léon BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ALAJOUANINE . Neurologie et Psychiâtrie.
 BÉNARD Henri . Pathologie médicale.
 BERNARD Etienne . Pathologie médicale.
 BOULIN Pathologie médicale.
 BROcq Pathologie chirurgicale.
 BULLIARD . . . Histologie.
 CATHALA . . . Pathologie médicale.
 CHABROL . . . Pathologie médicale.
 CHEVALLIER . Pathologie médicale.
 DOGNON Physique.
 DONZELOT . . . Pathologie médicale.
 FEY Urologie.
 GAILLARD . . . Parasitologie.
 GASTINEL . . . Bactériologie
 GATELLIER . . Pathologie chirurgicale.
 DE GAUDART D'ALLAINES . Pathologie
 chirurgicale.
 GAYET Physiologie.
 GIROUD Histologie.
 HAGUENAU . . Pathologie médicale.
 HALPHEN . . . Oto-rhino-laryngologie.
 HAZARD Pharmacologie.
 HUGUENIN . . . Anatomie pathologique.
 JOANNON Hygiène.
 LABBÉ (Henri) . Chimie biologique.
 LACOMME Obstétrique.
 LANTUÉJOUL . . Obstétrique.

MM.

LAROCHE (Guy) . Pathologie médicale.
 LEMAIRE Pathologie expérimentale.
 LEVEUF Pathologie chirurgicale.
 M^{lle} J. LÉVY . . . Pharmacologie.
 LÉVY-VALENSI . Neurologie et Psychiâtrie
 MOREAU Pathologie médicale.
 MOULONGUET . Pathologie chirurgicale.
 MOUQUIN . . . Pathologie médicale.
 OBERLING . . . Anatomie pathologique.
 PETIT-DUTAILLIS . Pathologie chirurgicale.
 PIÉDELIÈVRE . Médecine légale.
 PORTES Obstétrique.
 QUÉNU Pathologie chirurgicale.
 RICHET Physiologie.
 SANNIÉ Chimie biologique.
 SÉNÈQUE Pathologie chirurgicale.
 SÉZARY Dermatologie et syphiligraphie.
 TROISIER . . . Pathologie expérimentale
 TURPIN Pathologie médicale . .
 VALLERY-RADOT
 (Pasteur) . Pathologie médicale.
 VELTER Ophthalmologie.
 VIGNES Obstétrique.
 WILMOTH . . . Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
 BUSQUET Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT . . Physiologie.

MM.

LEROUX Anatomie pathologique.
 NEVEU-LEMAIRE . . Parasitologie.
 ZIMMERN Physiologie.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT

MM.		MM.	
ABRAMI	Clinique médicale.	GUÉNIOT	Clinique obstétricale.
AUBERTIN		LE LORIER	
BRULÉ.		LÉVY-SOLAL	
CHIRAY		METZGER	
DUVOIR.			
HARVIER.			
LIAN			
	MM.		
	BASSET		Clinique chirurgicale.
	CADENAT.		
	HEITZ-BOYER.		
	MOCQUOT		
	MOURE.		
	SCHWARTZ.		

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. CHAILLEY-BERT, agrégé. .	Éducation physique.
FREY	Stomatologie.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MES GRANDS-PARENTS

A MON PÈRE, A MA MÈRE

Je leur dois tout.

A MA SŒUR, A MON BEAU-FRÈRE

A MA NIÈCE, MARIE

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE :

M. le Professeur LAIGNEL-LAVASTINE

Professeur d'Histoire de la Médecine et de la Chirurgie
à la Faculté de Médecine de Paris
Médecin de l'Hôpital de la Pitié

*Qui nous a fait le grand honneur d'accepter
la présidence de cette thèse.
Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de
notre respectueuse reconnaissance.*

A NOS MAITRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
ET DES HOPITAUX DE MONTPELLIER

A NOS MAITRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
ET DES HOPITAUX DE PARIS

AVANT-PROPOS

Le sujet que nous abordons est singulièrement touffu : arrêts du Conseil, lettres-patentes, déclarations, mémoires, il se dégage de cet ensemble de textes assez mal concordants on ne sait quelle impression d'incertitude, comme si l'objet de nos recherches s'enfuyait toujours davantage vers des régions inexplorées ! Aussi — parce que nous croyons qu'avant tout c'est à la clarté qu'il se faut attacher — avons-nous préféré circonscrire le problème au rôle joué par la Société Royale de Médecine en matière d'eaux minérales. Une contribution plus modeste, mais plus claire nous a paru mieux répondre au but que nous nous étions fixé, qu'un fratrias d'érudition d'où ne se dégagerait aucune ligne générale, aucune charpente solide. Mais si limiter c'est réduire, ce n'est pas élucider, et nous nous sommes efforcé de ne pas donner de la question un aperçu succinct et volontairement abrégé. C'est en manifestant l'espoir que cette modeste étude ne sera pas tout à fait inutile que nous terminerions cet avant-propos, si nous n'avions tenu dès le début à remercier M. Bouvet, vice-président de la Société d'Histoire de la Pharmacie, qui a bien voulu nous seconder de ses conseils et de ses connaissances. Puisse-t-il recevoir ici même l'expression de notre respectueuse gratitude !

HISTORIQUE

LÉGISLATION DES EAUX MINÉRALES AVANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE

La première législation des eaux minérales remonte chez nous à Henri IV. C'est lui qui, par l'édit du mois de mai 1605, créa en effet l'office de surintendant des eaux minérales.

Avant cette date, rien n'avait été tenté. Seuls, les ducs de Lorraine avaient montré quelque intérêt pour les bains de Plombières.

Cet édit du mois de mai 1605 est capital. Le voici :

EDIT DE MAI 1605 : M. DE LA RIVIÈRE PREMIER MÉDECIN DU ROY SUR
INDENDANT DES BAINS ET FONTAINES MINERALLES DE FRANCE.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE A tous présents et advenir salut Entre plusieurs grâces et bénédictions dont Il pleu à Dieu de favoriser notre roiaulme par sus tous les autres Celle qui regarde le restablissement et conservation de la santé des peuples ainsy que font les bains et fontaines mineralles dont Il abonde est lune des principalles que nous avons daultant plus en grande recommandation quelle est familière et communicable a tous nos subjects Néantmoins comme de labondance naist le mespris voire des choses mesmes les plus utiles nos dits subjects peu soucieux non seulement d'augmenter cettte grâce comme Ils le pourroient par la recherche de plusieurs desdicts bains et fontaines incongnues ains de conserver ce qu'ils avoient d'acquit ont tellement laissé dépérir iceulx bains et fontaines et si négligemment recherché le vray cours assiette et la qualité d'iceulx que l'on n'en a jusques à présent à beaucoup près receu le soulagement que l'on en pourroit tirer sans grand travail Aquoy voulans pourvoir aultant que nous sera possible et y apporter ung bon règlement comme à

chose très utile et grandement nécessaire au bien de nosdicts subjects et pour empescher que parmy le nombre desdictes fontaines il ne s'en trouve de vénéneuses qui pourroient causer la perte d'une bonne partie d'iceulx Nous avons jugé qu'il estoit nécessaire d'establiir ung Sur Intendant général desdicts bains pour icelle charge mestre entre les mains de quelque personnage qui s'en peult digne-ment acquiter SÇAVOIR FAISONS que nous deuement asseurez de la suffizance et capacité de notre amé et féal le sieur de la Rivière (1) nostre conseiller et premier médecin (2) et que nous ne sçaurions faire en cela ung plus digne choix que de sa personne Nous avons créé ordonné et estably et par cestuy nostre présent Edit perpétuel et irrévocable créons ordonnons et établissons ung Sur Intendant général desdicts bains et fontaines minerales de notre royaume cette icelle charge ainsy créé l'avons jointe et donné à celle de nostre premier médecin pour en jouir par lesdicts sieur de la Rivière et ses successeurs nos premiers médecins conjointement et inséparablement aux honneurs et droicts qui peuvent appartenir à toute Sur Intendance avec pouvoir de nous nommer ung Intendant et Maître ou plusieurs de capacité et suffizance requise par les provinces de cestuy nostre royaume païs et terres de nostre obéissance esquelles il se trouvera desdicts bains et fontaines pour icelles visiter rechercher les diverses propriétés vray cours et assiette et la qualité d'icelles en communiquer avec ledict sieur Sur Intendant et icelles congnes en faire des traictez pour les divulguer afin que chacung s'en puisse servir et autrement faire ainsy que par ledit sieur Sur Intendant qu'il sera advisé mesmes de les recommander aux magistratz et officiers des lieux et autres qu'il appartiendra pour en avoir le soing et le remonstrer les réparations et entretenement nécessaires à la conservation d'icelles et à la comodité et soulagement de ceulx qui y cherchent guarison à ce qu'ils aient à y pourvoir ainsy qu'ils jugeront estre raisonnable Si DONNONS EN MANDEMENT à noz amés et feault conseillers les gens tenans notre grand Conseil que ces présentes ilz facent lire publier et enregistrer et du contenu en icelles jouir et user lesdicts sieur de la Rivière et ceulx qui sur sa nomination seront par nous pourvus desdictes charges de Maitres et Intendans plainement et paisiblement sans leur faire ne souffrir leur estre faict ou donné ores ny

(1) Bailli connu sous le nom de la Rivière, était né à Falaise en Normandie. D'abord médecin ordinaire du roi Henri IV, il fut ensuite son premier médecin. Il mourut à Paris le 5 novembre 1605.

(2) Le premier médecin du roi était un des grands officiers de la Couronne. Il suivait son maître, dans tous ses déplacements. Il devait chaque matin se trouver dans l'antichambre du roi avec les premières entrées et au diner surveillait l'alimentation. Conseiller d'état il en portait le costume dans les cérémonies et en recevait les appointements. Il ne devait obéissance qu'au roi et prêtait serment entre ses mains. Il avait le titre de comte qu'il transmettait à ses descendants. Par la mort du roi, il perdait sa charge.

pour l'advenir aucun trouble ou empeschement Car tel est nostre plaisir Et afin que ce soit chose ferme et à toujours stable nous avons à ces présentes faict mettre nostre scel Donnè à Fontainebleau au mois de May l'an de grâce mil six cent cinq et de nostre règne le seizième Signé HENRY et sur le reply par le Roy Ruzé Et a costé visa et scelle de cire verd en lacz de soye rouge et verd.

Enregistré en registre du grand Conseil du Roy suivant l'arrest donné en icelluy ce jourd'huy dix septième jour de Juing mil six cent cinq à Paris.

Les premiers médecins du roi (1), qui se succédèrent, furent, à tour de rôle, surintendants des eaux minérales. Pour eux parurent des arrêts les établissant à cet office.

(1) Jean Ribbitz de la Rivière, devenu premier médecin de Henri IV, en remplit les fonctions jusqu'en 1605.

André Dulaurens, qui en 1598 était médecin ordinaire du Roi, et qui devint ensuite premier médecin de la Reine, obtint enfin la place de premier médecin du Roi, qu'il occupa jusqu'à sa mort, arrivée le 16 août 1609. Il était docteur de la Faculté de Montpellier, dont il fut aussi chancelier.

N. Petit de Gien, fut nommé à la place de premier médecin en 1609.

Pierre Milon. On lit dans Riolan, que Petit, natif de Gien et docteur d'Orléans, résigna sa place à Milon, en se réservant le partage des honneurs et des gages. Les deux derniers médecins ne demeurèrent pas longtemps à la Cour, car en 1610 une main parricide trancha les jours du grand Henri, et plongea la France dans la douleur et dans le deuil.

Jean Heroard, docteur de la Faculté de Montpellier, était médecin ordinaire du roi (Henri IV) dès 1598 ; il fut le premier médecin du Dauphin en 1609, et lorsque ce jeune Prince (Louis XIII) parvint à la Couronne, Heroard devint son premier médecin, et il occupa cette place jusqu'à sa mort en 1627.

Charles Bouvart, de Chartres, docteur de la Faculté de Paris en 1606, fut choisi en 1627 pour être premier médecin de Louis XIII, et il en exerça les fonctions jusqu'à la mort du Roi en 1643. Bouvart, retiré de la Cour, mourut en 1658.

Jacques Cousinot, docteur de la Faculté de Paris en 1618, était médecin de M. le Dauphin dès 1638. Lorsque Louis XIV monta sur le trône en 1643, Cousinot devint son premier médecin ; mais il n'occupa cette place de confiance que trois ans, étant mort en 1646.

François Vautier, qui dès 1624 était en grande faveur auprès de la Reine mère (Marie de Médicis, femme de Henri IV), dont il était le premier médecin, succéda à Cousinot en 1646, et mourut en 1652.

Antoine Vallot fut nommé premier médecin en 1652, et mourut en 1671.

Antoine d'Aquin, d'abord premier médecin de la Reine (Marie-Thérèse d'Autriche), devint premier médecin du Roi en 1671 ; il en remplit les fonctions jusqu'en 1693, année où il fut exilé ; il mourut en 1696.

Gui-Crescent Fagon, docteur de la Faculté de Paris, était premier médecin de la Reine dès 1681 ; il remplaça d'Aquin en 1693. A la mort de Louis XIV en 1715, il se retira de la Cour, et mourut au Jardin du Roi en 1718.

Louis Poirier, docteur de la Faculté de Paris en 1676, devint premier médecin de Louis XV à son avènement au trône en 1715. Il mourut le 30 mars 1718.

Claude Jean-Baptiste Dodart, docteur de la Faculté de Paris, était premier médecin de M. le Dauphin (le Duc de Bourgogne) dès 1712. Il fut nommé premier médecin de Louis XV en 1718, place dont il a rempli les fonctions jusqu'en 1730, année où il termina sa carrière.

Vouloir les citer tous, serait vouloir se répéter inutilement.

Aussi nous contenterons-nous de ne parler que de ceux qui nous ont semblé présenter le plus d'intérêt.

Les premiers médecins du roi nommaient les inspecteurs des eaux minérales.

Ils nommaient également, selon les pouvoirs que leur donnaient les lettres patentes, à Paris et dans les grandes villes, des commis qui avaient le droit exclusif de vendre les eaux minérales françaises et étrangères.

Ces commis prêtaient serment d'exercer fidèlement leur commerce.

Il leur était défendu lorsqu'ils dressaient contravention de se pourvoir ailleurs qu'au Grand Conseil (1).

Les lettres patentes délivrées à ces privilégiés devaient être affichées dans la ville.

Les lieutenants généraux, les gouverneurs, les intendants des provinces, les baillis, les senéchaux et tous les autres officiers, à qui ces lettres étaient communiquées, devaient ne pas gêner le commerce du commis.

L'arrêt du 9 juin 1670 déclare « nulles les nominations, permissions et commissions données par le sieur Vallot (2), premier médecin du Roy, à quelques particuliers que ce soit, ensemble toutes provisions, lettres patentes, arrest et ordonnances obtenues sur iceux ».

Louis XIV s'y plaint des trafiquants d'eaux minérales, qui commettaient des « abus et malversations en la vente et distri-

Pierre Chirac, docteur de la Faculté de Montpellier, succéda à Dodart en 1730, et mourut en 1732.

François Chicoyneau, docteur de la Faculté de Montpellier, dont il était chancelier, fut fait premier médecin du Roi en 1732, et mourut en 1752.

Jean Senac, docteur de la Faculté de Reims, et bachelier de celle de Paris succéda à Chicoyneau en 1752, et mourut en décembre 1770. Louis XV ne lui a point donné de successeur, et il n'y a point eu de premier médecin, depuis cette époque, jusqu'à la mort de ce Prince en 1774.

Etat de la Médecine, Chirurgie et Pharmacie en Europe et principalement en France, pour l'année 1777 (Veuve Thiboust, imprimeur, place de Cambray).

(1) Le Grand Conseil : Constitué au début par le Conseil du Roi, renforcé des membres de l'aristocratie féodale, le Grand Conseil finit par devenir aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles une juridiction spéciale (juridiction d'exception) composée d'un personnel fixe, et destinée à suppléer le parlement de Paris au cas où celui-ci se montrerait par trop rebelle aux volontés royales.

(2) Antoine Vallot, né à Reims en 1594 et mort à Paris le 9 août 1671, fut d'abord premier médecin d'Anne d'Autriche et premier médecin du roi en 1654.

bution », ce qui entraînait une « grande incommodité aux particuliers malades qui étaient obligés d'en user ». Aussi « Sa Majesté voulant remédier à ces inconvénients », exige de ceux qui voudront faire le trafic des eaux minérales une nouvelle « permission expresse dudit sieur Vallot de luy signée, scellée et contresignée par son secrétaire ».

Cet arrêt, lui non plus, n'empêcha point la fraude. Le commerce des eaux minérales devenait chaque jour plus important. Aussi Louis XIV crut-il bon de rappeler par les lettres patentes du 19 août 1709, à ceux qui fraudaient ou qui en auraient l'intention, que « très expresses inhibitions et défenses » étaient faites « à toutes sortes de personnes d'entreprendre à l'avenir sous quelque prétexte que ce puisse estre de faire voiturier, vendre ny débiter aucunes Eaux Minérales et Medecinales sans une permission expresse et par escrit dudit sieur Fagon (1) ou de ses successeurs nos premiers médecins, à peine de quinze cents livres d'amende de confiscations et de tous dépens, dommages et interest ».

Par ces lettres patentes, le roi maintenait l'union de la surintendance des eaux minérales du royaume avec la charge de premier médecin, qui avait pouvoir de nommer des « Intendants dans les provinces », d'y établir « des concierges, baigneurs et baigneuses, gardes et autres officiers tant pour la conservation et entretien desdits bains et fontaines que pour la distribution fidèle de leurs eaux ».

Six ans après, dès son avènement, Louis XV à son tour fait paraître l'arrêt suivant :

UNION DE LA SUR-INTENDANCE GENERALE DES EAUX MINERALLES ET
MEDECINALLES A L'OFFICE DE PREMIER MÉDECIN DU ROY, DE DÉCEMBRE 1715.

LOUIS par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre A tous présents et avenir Salut Nostre amé et féal conseiller en nostre

(1) Fagon Guy-Crescent, né à Paris le 11 mai 1638, mort à Paris le 11 mars 1718. Reçu docteur en médecine en 1644 il devint en 1680 premier médecin de Madame la Dauphine et en 1693 premier médecin du roi.

Conseil d'Estat (1) le sieur Poirier (2) nostre premier médecin Nous a représenté que le feu Roy nostre très honoré Seigneur et bisayeul auroit par ses lettres pattentes du dix-neuf Aoust mil sept cent neuf conformément à l'édit du Roy Henry quatre du mois de May mil six cens cinq et à l'arrest de nostre Conseil du neuf Juin mil six cent soixante-dix uny à la charge de son premier médecin celle de Sur-Intendant général des Eaux mineralles et medecinalles de nostre Royaume et ordonné que le sieur Fagon son premier médecin et ses successeurs en ladite charge en jouïroient aux honneurs et droits, qui peuvent appartenir à toute Sur-Intendance, tels et semblables que le sieur Daquin et autres avant luy en avoient jouïy. Mais le sieur Poirier craignant qu'à cause que dans les provisions de nostre premier médecin, que Nous luy avons fait expédier, il n'est point fait mention de ladite charge de Sur-Intendant des Eaux mineralles et medecinalles on ne voulut faire difficulté de le reconnoistre en ladite qualité, il nous a très humblement supplié de vouloir confirmer lesdittes lettres pattentes et le maintenir, luy et ses successeurs nos premiers médecins, en la Sur-Intendance desdittes Eoux minerales et medecinales, A quoy ayant esgard et désirant en mesme temps remédier aux abus, qui se sont introduits dans la distribution des Eaux minerales, que des particuliers s'ingèrent de faire voiturier, lesquelles se trouvent souvent fausses ou corrompuës. A CES CAUSES de l'avis de nostre très cher et très amé oncle le Duc d'Orléans Régent, de nostre très cher et très amé cousin le Duc de Bourbon, de nostre très cher et très amé oncle le Duc du Maine, de nostre très cher et très amé oncle le Comte de Toulouze et autres Pairs de France grands et notables personnages de nostre royaume, et de nostre certaine science pleine puissance et autorité royale, Nous avons dit et déclaré, disons et déclarons par ces présentes signées de nostre main, Voulons et Nous plaist, que conformément à l'édit du Roy quatre du mois de May mil six cent cinq, à l'arrest de nostre Conseil d'Estat du neuf Juin mil six cent soixante-dix et aux lettres pattentes du feu Roy nostre très honoré Seigneur et bisayeul du dix-neuf Aoust mil sept cent neuf, la Sur Intendance générale des Eaux minérales et médicinales de nostre Royaume, demeure unie et annexée pour toujours à la charge ed nostre premier médecin, à l'effet de quoy Nous ordonnons qu'à l'avenir dans les provisions qui seront expédiées pour la charge de nostre premier médecin, il y soit aussi qualiffié Sur-Intendant des Eaux minérales et médicinales de nostre Royaume, Voulons en conséquence que nostre amé

(1) Conseil d'Etat du Roi : conseil des ministres (secrétaires d'état) auxquels étaient adjoints un certain nombre de personnalités de la haute aristocratie (princes du sang) et de hauts fonctionnaires.

(2) Louis Poirier, né en 1650 à Richelieu (Indre-et-Loire), fut reçu docteur de la Faculté de Médecine de Paris en 1676. Doyen de la Faculté, il résigna sa charge étant nommé premier médecin du duc de Bretagne. En 1715 il devint premier médecin de Louis XV. Il mourut en 1718.

et féal conseiller en nostre Conseil d'Estat le sieur Poirier nostre premier médecin et ses successeurs en ladite charge jouissent de ladite Sur-Intendance des Eaux minérales et médecinales, aux honneurs et droits qui y peuvent appartenir tels et semblables, qu'en a joüy ou du joüir le sieur Fagon dernier possesseur d'icelle et autres avant luy, avec pouvoir de Nous nommer des Intendans de la capacité requise dans les provinces de nostre royaume, pays et terre de nostre obéissance, où il se trouvera des bains et fontaines minérales d'y establir des concierges, baigneurs, baigneuses, gardes et autres officiers tant pour la conservation et entretien desdits Bains et Fontaines que pour la distribution fidelle de leurs Eaux, et de commettre de nouveau des personnes de probité et capacité suffisante par brevet signé d'eux et contresigné de leur secrétaire pour faire le transport, la vente et le débit desdites Eaux, tant dans nostre bonne ville de Paris, que dans tout autre lieu de nostre Royaume où besoin en sera ; Faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes sortes de personnes d'entreprendre à l'avenir sous quelque prétexte que ce puisse estre de faire voiturer, vendre et débiter aucunes Eaux minérales et médecinales sans une permission expresse, et de tous dépens dommages et intérêts. Si DONSION expresse et par écrit du dit sieur Poirier ou de ses successeurs nos premiers médecins à peine de quinze cens llvres d'amendes, NONS EN MANDEMENT à nos amez et féaux conseillers les gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à registrer, et le contenu en icelles garder et faire observer selon leur forme et teneur. Car tel est nostre plaisir, et afin, que ce chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre scel à cesdittes présentes. Donné à Vincennes au mois de Décembre l'an de grâce mil sept cent quinze et de nostre règne le premier Signé LOUIS, et au reply est escrit par le Roy le Duc d'Orléans Régent présent. Signé PHELLIPPEAUX avec grille et paraphe et scellées du grand sceau de cire verte.

REGISTRÉES oüy le Procureur Général du Roy pour joüir par l'impétrant de leur effet et contenu et estre exécutées selon leur forme et teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en Parlement le neufviesme de Janvier mil sept cent seize.

En 1718, la surintendance du Jardin royal fut séparée de la charge de premier médecin du roi. Malgré cet allègement, les fraudes n'en continuèrent pas moins.

Le sieur Chicoyneau (1) nommé premier médecin en 1733,

(1) Chicoyneau François, né à Montpellier en 1672, mort le 13 avril 1752. Docteur en médecine le 10 mars 1693 il eut les chaires d'anatomie et de botanique de l'université de Montpellier à la mort de son père, à qui il succéda. En 1731 il vint à Paris pour être médecin des Enfants de France. Membre de l'Académie des Sciences il devint premier médecin du roi.

prit les mêmes précautions que le sieur Poirier en 1715, et le roi, le 28 septembre 1733, conformément aux lettres patentes d'Henri IV, prit les mêmes décisions en ajoutant que Jacques Louis Alleaume et Jean Delage (1) feraient « le transport, vente et débit et distribution des Eaux Minerales et Medecinales tant de France qu'étrangères à l'exclusion de tous autres tant à Paris qu'à Versailles, Saint-Germain et suite de la Cour avec permission de tenir un bureau général à Paris pour la dite distribution et partout ailleurs où il seroit nécessaire d'établir de semblables bureaux » et leur permit « en outre de faire saisir en leur nom en vertu dudit brevet et des lettres patentes successivement accordées par Sa Majesté et les rois ses predecesseurs à

(1) Les sieurs Alleaume et Delage enclins à exagérer, saisirent et confisquèrent en 1764 « dix-neuf bouteilles d'eaux dites Bonnes et quatre caisses contenant chacune vingt-cinq bouteilles de pareilles Eaux » qui appartenaient au sieur Desmottes. Un procès fut engagé. Les premiers demandaient la validité de la saisie, des dommages et intérêts et qu'à l'avenir le sieur Desmottes ne puisse plus exercer son commerce ; le second demandait que la saisie fut déclarée « nulle, injurieuse, tortionnaire et déraisonnable » ; il demandait en outre « la somme de deux cens quatre-vingt-huit livres, prix coûtant des Eaux que lesdits Alleaume et Delage avoient indûment fait saisir et enlever, sçavoir, deux cens trente-cinq livres quatre sols à quoi lui revenoient rendues chez lui les cens bouteilles tirées par la voie de Bordeaux, et cinquante-deux livres seize sols que lui avoient coûté d'achat et de port les vingt-cinq bouteilles venant par Montauban, suivant les quittances et factures jointes au sac (dossier), sans comprendre dans les dites deux parties les faux-frais des deux envois, comme aussi condamner lesdits Alleaume et Delage, à payer au Demandeur les intérêts de ladite somme de deux cens quatre-vingt-huit livres, à compter du jour de la saisie et enlèvement, et pour insulte par eux gratuitement faite au Demandeur, les condamner en trois cens livres de dommages-intérêts, et notamment pour assujettir conformément aux lettres confirmatives du privilège dont-ils excipent, les sieurs Alleaume et Delage, et les Eaux qu'ils distribuent à l'inspection d'un Médecin résidant dans la maison où est établi leur Bureau de distribution ».

Par son arrêt du 27 juin 1764 le Grand Conseil du Roi fut favorable à la requête du sieur Louis-Guillaume Desmottes de Montgaillard.

Alleaume associé avec Barreau eut également maille à partir avec le sieur Tardy intendant des Eaux Minérales de Vichy, qui était autorisé à établir un bureau à Paris pour la distribution des dites Eaux. Tardy prouva en 1771 que depuis le mois d'octobre 1770 il n'avait pas été puisé une pinte d'eau (mesure de Paris, valant deux chopines c'est-à-dire 0 litre 9313) pour le bureau d'Alleaume et Barreau quoique le débit en eut lieu tous les jours. Ceux-ci obligeaient le public à prendre une bouteille de quatre pintes et demie alors que le sieur Tardy vendit les mêmes dès que l'autorisation lui fut donnée à plus bas prix, et n'obligea pas les clients à prendre d'aussi grandes quantités.

Alleaume et Barreau se plaignaient au roi de ce que le Grand Conseil eut permis aux particuliers de recevoir sans brevets pour leur usage personnel des eaux minérales. De ce fait la saisie des eaux irrégulièrement parvenues à Paris était impossible, car il était toujours rétorqué, à moins d'en surprendre le flagrant délit de vente, que ces eaux étaient destinées à l'usage personnel de leurs propriétaires.

leurs premiers médecins les Eaux minerales qui entreront dans Paris ou qui s'y trouveront sans que les particuliers qui en sont saisis ayent une permission expresse et par escript de l'exposant ».

Une Commission Royale de Médecine pour l'examen des remèdes particuliers et la distribution des eaux minerales est établie. Sur la déclaration du 25 avril de cette même année qui en porte l'établissement apparait la preuve du peu d'efficacité de tous les arrêts, édits et lettres patentes et de toutes les mesures prises.

En effet, dit la déclaration, « les inconvénients trop multiples qui résultent au grand détriment de nos sujets, de la témérité avec laquelle un nombre considérable de particuliers sans titre ny qualité, dispensent au hazard dans toute espece de maladies des remèdes pretendus spécifiques, inconvénients d'autant plus funestes que l'interet de ceux qui les distribuent en inspirant une confiance aveugle, est d'écarter les secours que les malades pourroient tirer des maîtres de l'art, nous ont déterminé a arreter les progrès de ces entreprises par un règlement qui ne laissat rien à désirer, soit pour constater d'une manière certaine l'efficacité des remèdes particuliers qui pourroient être découverts, et en fixer l'usage, soit pour prescrire ceux dont les effets pourroient être dangereux. Et comme le commerce des Eaux minerales nous a paru susceptible des mêmes attentions, nous avons cru qu'il étoit de notre prévoyance d'établir sur la distribution de ces Eaux, des règles capables de prévenir les fraudes qui pourroient se commettre sur la qualité et sur le prix (1) d'un remède aussy salulaire ».

(1) Le prix de chaque eau était fixé par le premier médecin du roi et les concessionnaires n'avaient pas le droit de le modifier. Voici le nom et la taxe des eaux « présentement en usage ».

Sainte-Reine, la bouteille	15 sols
Forges, à l'ordinaire	15 —
Forges, par relais 1 livre.....	15 —
Vals, de 4 pintes ou environ 12 livres.....	15 —
Balarue, de 4 pintes ou environ 12 livres.....	15 —
Craussac, de 4 pintes ou environ 12 livres.....	15 —
Vichy, de 4 pintes ou environ 5 livres.....	15 —
Plombières, de 5 pintes ou environ 12 livres.....	15 —
Bourbonne, bouteille de pinte 2 livres.....	15 —
Spa, bouteille de pinte 2 livres.....	15 —
Cauterets, bouteille de pinte 3 livres.....	15 —

Suivent 24 articles qui fixent les statuts et les attributions de cette commission ainsi que le commerce des remèdes et des eaux minérales.

Tous ceux qui ont obtenu la permission de vendre les remèdes ou les eaux minérales sont obligés, dans un délai de trois mois, de se présenter au bureau de la Commission (1) afin d'en obtenir le renouvellement, sauf ceux qui ont obtenu cette autorisation après le premier janvier 1772.

Seltz, bouteille de pinte 2 livres.....	10 —
Baretege, bouteille de pinte 3 livres.....	10 —
Sedlitz, de trois chopines 6 livres.....	10 —
La Motte, de 4 pintes 10 livres.....	10 —

Ces prix baissèrent quelques années plus tard. Nous les donnerons plus loin.

(1) Commission Royale de Médecine.

C'est au zèle et aux représentations de Dodart, premier médecin du feu Roi, qu'est due la création de cet espèce de tribunal.

Il ne voyait qu'avec peine les nombreux progrès du charlatanisme et la protection trop facile que les Grands non prévenus ou mal éclairés, lui accordaient continuellement. Pour remédier à des abus aussi dangereux, ou du moins pour en diminuer le nombre, il proposa l'établissement d'une société qui eut pour objet l'examen des remèdes secrets.

Le roi par arrêt de son conseil du 3 juin 1728 ordonna que sous peine de 500 livres d'amende les propriétaires des brevets devaient les faire vérifier. Le 25 octobre de la même année il intervint par second arrêt du Conseil en nommant cinq médecins, quatre chirurgiens, trois apothicaires pour faire l'examen des remèdes et brevets.

Cet établissement fut confirmé par plusieurs autres arrêts du Conseil du 17 mars 1731, et celui du 13 octobre 1752 qui commit sept médecins, quatre chirurgiens et trois apothicaires ; par un autre du 10 septembre 1754, qui porte le nombre de médecins à 8, celui des chirurgiens et des apothicaires restent le même que dans le précédent arrêt.

Enfin en 1772, la place de premier médecin étant vacante depuis près de deux ans, et les abus se multipliant dans la distribution des remèdes secrets et dans le commerce des eaux minérales par l'absence du chef de la médecine, Louis XV rendit une déclaration le 25 avril de la même année, par laquelle il établit une nouvelle commission, qui devait être composée de huit médecins, d'autant de chirurgiens et de quatre apothicaires.

Sa Majesté par la même déclaration, attribue à cette commission l'inspection du commerce des eaux minérales et lui permet d'établir dans les différentes villes du royaume des bureaux d'eaux minérales.

Ne vaudrait-il pas mieux qu'il ne fut pas nécessaire d'établir un pareil tribunal, qui, contre le vœu de son institution, loin d'arrêter le cours du charlatanisme semble au contraire en quelque sorte l'autoriser, en donnant dans l'étendue du Royaume, à des gens sans aveu, une espèce d'état, qui en impose à la multitude, et dont ils abusent impunément ? Il serait plus aisé sans doute d'éteindre totalement le charlatanisme, que de lui prescrire des lois qu'il saura toujours éluder ou entreprendre.

C'est ainsi que l'Autriche, le Danemark, la Suède et Venise, l'ont pensé et qu'ils viennent de se délivrer de ce fléau redoutable.

(Etat de la Médecine, 1776).

Vingt membres composent la Commission :

le premier médecin du Roi ;

le premier chirurgien du Roi ;

les médecins et chirurgiens ordinaires du Roi ;

le médecin de la Reine ou celui de Madame la Dauphine ;

deux des médecins servants par quartier ;

le Doyen de la Faculté de Médecine de Paris et deux autres docteurs en médecine, au choix de la Faculté ;

le lieutenant du premier chirurgien du roi et le plus ancien prévôt en exercice au collège de chirurgie de Paris ;

le directeur, le vice-directeur, le secrétaire et le commissaire des Correspondances de l'Académie Royale de Chirurgie ;

deux apothicaires nommés par le roi et le premier garde apothicaire au choix des autres membres de la Commission.

La présidence en est donnée au premier médecin du roi ; en son absence le Doyen de la Faculté de Médecine présidera.

Sept membres du bureau doivent être présents pour qu'une décision puisse être prise.

Les commissaires (1) s'assemblent tous les premiers lundis du mois.

(1) *Président* : Lieutand, premier médecin du Roi en Cour.

Membres :

De Lassone, premier médecin du Roi en survivance, en Cour ou aux Tuileries.

De la Martinière, premier chirurgien du Roi, en Cour.

Andouillé, premier chirurgien du Roi, en survivance, en Cour.

Lemonnier, médecin ordinaire du Roi, en Cour.

Boiscaillaud, chirurgien ordinaire du Roi, en Cour.

De Lassaigue, Médecin du Roi par quartier, aux Tuileries.

Raulin, Médecin du Roi, vétérans, rue Bourbon, Ville-Neuve.

Le Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Alleaume.

De Lépine, D. M. P., rue de Cléry.

Belletête, D. M. P., au Collège Louis-le-Grand.

Goursaud, Lieutenant de M. le premier chirurgien du Roi aux Petites-Maisons.

Piet, rue Montmartre, près de la rue de Cléry.

De la Faye, M. C. P., rue Neuve, Saint-Roch.

Bordenave, M. C. P., rue de Touraine.

Louis, M. C. P., rue des Cordeliers, à l'Ecole de Chirurgie.

Habert, Apothicaire du Corps du Roi, en Cour.

Jamart, Apoth. du Corps du Roi, en Cour.

Laborie, M. Apoth. P. rue Saint-Antoine.

Mitouard, M. Apoth. P. rue de Baune.

Secrétaire de la Commision :

Nogaret, rue Saint-Martin, vis-à-vis la rue de Montmorency.

...

Un greffier présenté par les membres de la Commission est nommé par le roi. Ce greffier perçoit les fonds attribués à la Commission et lui rend compte des recettes et des dépenses de l'année, lors de l'assemblée du premier lundi du mois de mars.

La Commission dans ses assemblées reçoit les mémoires et requêtes de ceux qui proposent de nouveaux remèdes, charge certains de ses membres d'analyser et étudier ces remèdes nouveaux. Les délibérations sont enregistrées par le greffier et signées des présents ; les médecins d'abord sur une colonne, ensuite les chirurgiens sur une seconde, enfin les apothicaires sur une troisième.

Ces remèdes nouveaux ne pourront être appliqués que pour les maladies qu'autorise la Commission. Il est délivré à chaque remède approuvé un extrait en parchemin de la délibération qui les a admis. Cet extrait étant signé du premier médecin, du Doyen, du premier chirurgien et contresigné par le greffier qui y oppose le sceau de la Commission.

D'autre part le bénéficiaire du brevet paye un droit de cinquante livres. Le renouvellement en est nécessaire trois ans après. Il sera accordé si les bons effets du médicament se sont produits. Les officiers de police permettront la vente sur le vu des brevets où que ce soit. Si des réclamations sont à faire par les médecins et chirurgiens du lieu, c'est à la Commission qu'elles seront adressées. Les brevets ne peuvent être cédés à d'autres personnes sans son autorisation.

Les propriétaires des brevets ne pourront avoir des commissionnaires qu'après permission et ceux-là ne pourront prescrire les remèdes que sous la direction d'un médecin ou d'un chirurgien à moins évidemment qu'ils ne soient eux-mêmes médecins ou chirurgiens. Défense est faite aux propriétaires de brevets et à leurs commissionnaires « de prendre des habits étrangers, n'y aucun autre déguisement que ce soit pour distribuer les dits remèdes, et à tous colporteurs de vendre et trans-

On le trouve depuis trois heures de relevée jusqu'à cinq, excepté les Fêtes et Dimanches.

Les Assemblées Ordinaires se tiennent actuellement au Vieux Louvre, appartenement de l'Infante, le premier Lundi du mois, à quatre heures après-midi. (Etat de la Médecine et de la Chirurgie en 1776).

porter dans les provinces aucunes drogues excepté les drogues simples et autres permises par les reglements ».

En période d'épidémie ou dans des cas extraordinaires les médecins et chirurgiens traitants sont invités d'aviser le bureau de la Commission des résultats de leur thérapeutique.

Toutes les branches du Corps médical se doivent de dénoncer ceux qui violent les règlements, dont le matériel en entier et leur personne seront saisis sur l'ordre des procureurs généraux et de leurs substituts.

Les articles 19, 20, 21, 22, 23 sont uniquement consacrés aux eaux minérales. Nous les reproduisons tels quels.

Article 19

« Et d'autant que la vente et la distribution des Eaux Minérales rentre essentiellement dans les vues que nous nous sommes proposées par le présent règlement d'établir la juste confiance de nos sujets sur la bonté et la sûreté des différens remèdes particuliers qui leur sont offerts, que le commerce des dites Eaux Minérales mérite d'autant plus notre attention qu'il est plus facile d'y commettre des fraudes très préjudiciables au public soit en dénaturant ou falsifiant la qualité de ce remède souvent de première nécessité, soit en le portant à un prix excessif, nous avons jugé à propos d'attribuer, comme par ces présentes nous attribuons la Surintendance et l'Inspection générale dudit commerce des Eaux Minérales au bureau de la Commission Royale de Médecine établie par le présent règlement. Accordons en conséquence à ladite Commission le droit de commettre par adjudication dans toute l'étendue du Royaume telles personnes qu'elle avisera bon être pour ladite distribution icelle interdisant à tous autres sans préjudice néanmoins du droit de propriété des bains, sources, fontaines des dites Eaux Minérales appartenans aux propriétaires des fonds où les dites sources et fontaines sont situées et qui en sont en possession, à l'égard desquels nous n'entendons rien innover ; comme aussi sans préjudice du bureau établi par nos lettres-patentes du treize Juillet mil sept cent soixante et onze pour la distribution des Eaux de Vichy lequel continuera d'avoir lieu jusqu'à l'expiration du bail actuel, à la charge néanmoins que les dites Eaux de Vichy seront soumises d'ailleurs à l'inspection de la Commission et à la police établie par les présentes concernant l'examen de leur nature et qualité, il sera libre au surplus à tous particuliers de se procurer directement les dites Eaux pour son usage personnel.

Article 20

La ditte Commission tiendra un registre exact de la quantité des dittes Eaux qui arriveront à Paris, soit des différentes provinces de notre Royaume, soit des pays étrangers, et à cet effet il sera par nous nommé deux de ses membres choisis parmi les médecins pour assister à la décharge des voitures, ouverture des caisses et vérification de la qualité desdites Eaux, dont sera dressé procès-verbal, duquel extrait sera attaché à chacune des bouteilles auxquelles sera de plus apposé le cachet de la Commission et le tarif du prix de chacune des dittes Eaux sera affiché dans chaque bureau de distribution. Nous réservons pareillement de nommer l'un des apothicaires de la Commission pour faire l'analyse des dittes Eaux, en cas de besoin.

Article 21

Sera tenu un autre registre par celui qui sera chargé de la vente des dittes Eaux, contenant par ordre de date les noms surnoms qualités et demeures de ceux à qui elles auront été distribuées, la date du jour qu'elles auront été vendues sera également marquée sur les bouteilles à mesures qu'elles sortiront du dépôt dans lequel lesdits commissaires se transporteront autant de fois qu'il sera jugé nécessaire pour examiner l'état des Eaux, rejeter celles qui seroient trop anciennes ou qui auroient autrement dégénéré de leur première qualité, et seront lesdits registres cotés et paraphés par première et dernière feuilles par le Président de la Commission.

Article 22

La ditte Commission prendra de semblables précautions pour établir la même police dans les autres villes de notre Royaume où se fera la même distribution ; comme aussy pour la nomination des médecins et chirurgiens nécessaires à la visite et au soin des sources fontaines et dépôts des dittes Eaux dans les provinces, nous réservant néanmoins de confirmer les dittes nominations par nos brevets.

Article 23

Nous nous réservons pareillement de commettre spécialement par pareils brevets trois des commissaires dudit bureau pour veiller, en qualité d'inspecteurs généraux des Eaux Minérales sur toutes les dittes Eaux déjà connues, faire les recherches nécessaires pour en découvrir de nouvelles s'il y a lieu, en faire faire l'analyse pour en déterminer les vertus et propriétés, en donner le précis au public, après toutefois en avoir fait leur rapport à la Commission et que le tout y aura été examiné et approuvé. »

Désormais le premier médecin du roi n'est plus le maître absolu de tout ce qui a trait aux eaux minérales. Malgré l'influence que lui confère la première place dans la Commission, l'autorité est partagée entre lui et tous les autres membres.

Les commissaires peuvent prendre des résolutions en vue d'améliorer ces règlements, résolutions qui seront appliquées après approbation du roi sur les conclusions de son procureur général.

A la fin du règne de Louis XV, peu de temps avant la mort de ce monarque, des mesures plus draconiennes furent prises. Les particuliers pouvaient se faire envoyer les eaux minérales pour leur usage personnel. Prenant prétexte des abus qu'entraînait cette faveur, de Maupeou, chancelier de France, la leur supprima le 1^{er} avril 1774.

L'année suivante, le 12 mai, paraît un arrêt du Conseil concernant le débit et la distribution des eaux minérales hors de la source.

L'autorité royale semble à ce moment-là devoir se faire sentir davantage.

Néanmoins nous arrivons à la fin de la période qui a précédé l'établissement de la Société Royale de Médecine sans que des progrès notables soient venus récompenser l'action contre la fraude entreprise sous les rois de France, d'Henri IV à Louis XVI.

ÉTABLISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE

SON STATUT JURIDIQUE

SES FONCTIONS

Au cours des épidémies qui en 1775 et 1776 dévastèrent les provinces méridionales de la France, un médecin, M. Vicq d'Azyr (1), un physicien et un chimiste furent chargés par l'Aca-

(1) Félix Vicq d'Azyr, né à Valognes, le 23 avril 1748, mort à Paris, le

démie des Sciences de se rendre sur les lieux afin d'étudier les moyens capables d'endiguer le fléau. Le résultat de leurs recherches fut qu'il était impossible de prévenir et arrêter de tels désastres, tant que les médecins des provinces ne disposeraient que de leurs propres ressources et seraient laissés dans l'ignorance des progrès de la médecine et que leurs travaux ne seraient pas réunis en un tout.

M. de Lassone (1) à qui ils firent part de leurs observations, les communiqua à MM. Turgot et Malesherbes (2). Il leur présenta les avantages d'une assemblée de médecins qui s'occuperait spécialement de correspondre avec ceux des provinces et de l'étranger sur tout ce qui avait trait aux maladies épidémiques et épizootiques. Le roi fut convaincu de l'utilité (3) d'une telle assemblée et une « commission de médecins à Paris pour tenir correspondance avec les médecins de Provinces, pour tout ce qui peut être relatif aux maladies épidémiques et épizootiques » fut établie par arrêt du Conseil d'Etat le 29 avril 1776.

20 juin 1794. Anatomiste. Membre de l'Académie des Sciences en 1774 dont il fut en 1776 le secrétaire perpétuel, Premier médecin de France en 1789.

En 1775 la plus désolante épizootie dévastait le midi de la France ; Turgot, voulant réunir toutes les ressources que pouvaient offrir dans cette circonstance les sciences physiques et médicales, demanda à l'Académie des Sciences un médecin, un physicien, et un chimiste, pour les envoyer promptement mettre des bornes au progrès de la contagion, Vicq d'Azyr fut chargé seul de remplir les intentions bienfaisantes du ministre. Il part, il arrive dans un pays où le mal était presque au dernier degré ; s'instruit des causes de l'épizootie et en connaît la nature ; des moyens de conduite pour combattre et prévenir la maladie sont prescrits et circulent dans tous les villages ; les communications entre les troupeaux à peine soupçonnés de la peste sont interrompues, des hospices vétérinaires construits, les établissements espacés, etc, etc... ; et bientôt Vicq d'Azyr revient à Paris, riche d'observations et heureux du bonheur qu'il a vu renaître dans un pays où il n'avait trouvé que l'image de la douleur et du désespoir.

Alors il touchait à sa vingt sixième année.

Eloge historique de Vicq d'Azyr présenté à l'institut par J. L. Moreau an VI

(1) Lassonne Joseph, naquit à Carpentras, le 3 juillet 1717 et mourut à Paris le 8 décembre 1788. Agrégé de la Faculté de Médecine. Membre de l'Académie des Sciences en 1742. Il devint en 1751 premier médecin de la Reine, puis de Marie-Antoinette et de Louis XVI.

(2) Malesherbes. Ministre de Louis XVI, il défendit le roi devant la Convention et mourut sur l'échafaud (1721-1794).

(3) Nous verrons plus loin que l'on prêta à M. de Lassone d'autres mobiles que le bien de l'humanité.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, DU 29 AVRIL 1776, QUI ÉTABLIT UNE COMMISSION DE MÉDECINS A PARIS, POUR TENIR UNE CORRESPONDANCE AVEC LES MÉDECINS DE PROVINCES, POUR TOUT CE QUI PEUT ÊTRE RELATIF AUX MALADIES ÉPIDÉMIQUES ET ÉPIZOOTIQUES.

(Extrait des registres du Conseil d'Etat)

LE ROI s'étant fait rendre compte, en son Conseil, des précautions anciennement prises et des moyens qui ont été employés pour porter des secours à ses sujets et veiller à leur conservation, lorsque des maladies épidémiques ont affligé quelques provinces, ou se sont répandues dans les campagnes ; Sa Majesté a reconnu qu'il étoit digne de sa bienfaisance de pourvoir à cet objet important, par des institutions plus efficaces et capables de remplir plus sûrement leur objet ; qu'une longue expérience prouve que les épidémies, dans leur commencement, sont toujours funestes et destructives, parce que le caractère de la maladie étant peu connu, laisse les médecins dans l'incertitude sur le choix des traitemens qu'il convient d'y appliquer : que cette incertitude naît du peu de soin qu'on a eu d'étudier et de décrire les symptômes des différentes épidémies, et les méthodes curatives qui ont eu le plus de succès : que si quelques médecins habiles ont écrit et conservé leurs observations sur les épidémies qu'ils ont vu régner, ces ouvrages isolés sont demeurés sans utilité, faute d'être rassemblés, et de concourir, par leur réunion et leur comparaison, à la formation d'un corps complet de doctrine : que cependant, la véritable et la plus sûre étude de la médecine consistant dans l'observation et dans l'expérience, le véritable code des médecins seroit dans le recueil de tous les faits que les hommes les plus instruits de l'art ont observés, et des traitemens dont ils ont éprouvés, dans les épidémies, les bons ou les mauvais succès : que pour encourager les médecins habiles à conserver leurs observations, et pour parvenir à les réunir et les comparer ensemble, rien ne seroit plus utile que l'établissement d'une Commission, composée de médecins choisis par Sa Majesté, et qui seroient par Elle spécialement chargés de s'occuper de l'étude et de l'histoire des épidémies connues ; de se ménager des correspondances avec les meilleurs médecins des provinces et même des pays étranger ; de recueillir et de comparer leurs observations, de les rassembler en un seul corps ; enfin, de se transporter toutes les fois qu'il leur seroit ordonné, dans toutes les parties du royaume, où des maladies épidémiques requerroient les secours de leur art : l'objet essentiel de ceux qui l'exercent, étant surtout de ne négliger aucuns moyens de se rendre utiles à l'humanité ; Sa Majesté a droit d'attendre du zèle de ceux qu'Elle aura choisis, qu'à l'exemple des plus grands médecins de l'antiquité, ils ne dédaigneront point d'étudier pareillement les maladies des animaux et les remèdes qui leur

conviennent. Ces considérations ont déterminé Sa Majesté à faire choix de plusieurs médecins, qui sous la conduite de l'inspection d'un chef, s'occuperont spécialement du soin d'étudier l'histoire et la nature des différentes épidémies, de demander et de réunir les observations des médecins des provinces ; de faire des recherches d'anatomie, en joignant à la dissection du corps humain celle des animaux, et rassemblant ainsi toutes les notions qui peuvent être utiles pour prévenir ou pour arrêter les ravages que les maladies contagieuses font parmi les hommes ou parmi les animaux, qui partageant avec eux les travaux de l'agriculture, deviennent une partie intéressante de leur richesse. A quoi voulant pourvoir : Ouï le rapport du Sieur Turgot, conseiller ordinaire au Conseil Royal, contrôleur général des finances ; Le Roi étant en son Conseil a ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Il se tiendra à Paris, au moins une fois par semaine, dans le lieu qui sera désigné par le sieur contrôleur général des finances, une assemblée qui sera composée d'un inspecteur-directeur général des travaux et de la correspondance relatifs aux épidémies et épizooties ; d'un commissaire général, premier correspondant avec les médecins des provinces et de six docteurs en médecine, lesquels se consacreront principalement à l'étude des maladies épidémiques et épizootiques, à faire des dissections et autres opérations propres à remplir l'objet auquel ils seront destinés ; à se livrer aux travaux de la correspondance qui sera établie avec les médecins des provinces, lesquels seront invités par le commissaire-correspondant, qui sera nommé ci-après, à concourir à l'utilité des travaux de la dite assemblée, par leurs observations et leurs expériences.

II

Sa Majesté choisit et nomme pour chef de cet établissement, le sieur de Lassone, son premier médecin en survivance : il présidera aux assemblées, et il en fixera les jours, les heures et la forme.

III

Sa Majesté nomme commissaire général, et premier correspondant avec les médecins des provinces le sieur Vicq d'Azyr, médecin de la faculté de Paris, de l'Académie royale des sciences, lequel sera tenu de se trouver aux assemblées, d'y présider en l'absence du sieur de Lassone ; de distribuer à chacun des six médecins, le travail nécessaire pour entretenir une correspondance générale, sur tout ce qui peut concerner les maladies épidémiques et épizooti-

ques ; de rendre compte au sieur contrôleur général des finances, des recherches, des observations et des faits de pratique, et de se transporter partout où sa présence sera jugée nécessaire.

IV

Le sieur Vicq d'Azyr sera tenu de faire un cours d'anatomie humaine et comparée, dans lequel on s'occupera principalement de la description et de la comparaison des parties propres à fournir des conséquences utiles à la pratique ; auquel cours assisteront les six médecins agréés et les docteurs ou étudiants en médecine, dont il sera parlé ci-après, article vu : Sa Majesté nomme pour cet effet le dit sieur Vicq d'Azyr, professeur d'anatomie humaine et comparée de cette nouvelle institution.

V

Les six docteurs en médecine, dont il est fait mention dans l'article premier, seront nommés par le sieur de Lassone, et agréés par le sieur contrôleur général des finances ; ils seront tenus de se transporter, en conséquence des ordres du dit sieur contrôleur général, dans les provinces où ils seront jugés nécessaires pour le soulagement des hommes ou des bestiaux.

VI

Lorsqu'un ou plusieurs des dits médecins, seront envoyés dans les provinces, il leur sera remis par le médecin-inspecteur et directeur général ou par le médecin nommé commissaire du Roi en cette partie, un plan de conduite, qui sera approuvé par le sieur contrôleur général des finances, auquel ils seront tenus de se conformer, à peine de privation de leurs places.

VII

Pour étendre le plus qu'il sera possible l'utilité que le public et les médecins doivent retirer de cet établissement, Sa Majesté ordonne, que par le sieur de Lassone, et sur le rapport du sieur Vicq d'Azyr, il sera admis à la dite assemblée pour en suivre les instructions et exercices, des docteurs ou étudiants en médecine, faisant leur cours à Paris, même des chirurgiens, ou des élèves en chirurgie, qui, par leurs talents, mériteront cette admission : et pour les engager à s'y rendre exacts et attentifs, veut Sa Majesté, qu'il soit accordé des encouragements proportionnés à leurs talents, à ceux qui se seront distingués par leur application et leur amour pour le travail ; le tout sur le rapport qui en sera fait au sieur contrô-

leur général des finances par le sieur de Lassone, d'après le témoignage du sieur Vicq d'Azyr (1).

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-neuvième jour du mois d'avril mil sept cent soixante-seize. *Signé* : DE LAMOIGNON.

A Paris, de l'Imprimerie royale, MDCCLXXVI.

Dans le Mémoire instructif sur l'établissement fait par le Roi d'une Commission ou Société et Correspondance de Médecine (qui parut en 1776 et dont l'auteur était Vicq d'Azyr), il était dit que les lettres et observations devaient être envoyées à M. Vicq d'Azyr, rue du Sépulcre, avec une double enveloppe à l'adresse de M. le contrôleur général auquel cet établissement devait son existence, et qui en était le protecteur.

La première assemblée de la Commission qui se fit bientôt appeler Société (2) et Correspondance Royale de Médecine, eût lieu le Mardi 13 août 1776. Les assemblées se tenaient dans la grande salle du Collège Royal de France, place de Cambray, tous les mardis de chaque semaine ; celles d'émulation tous les jeudis, et le cours d'anatomie humaine et comparée, commençait tous les ans le 1^{er} février ; il était annoncé par des affiches.

L'historien de la Société (Vicq d'Azyr) nous raconte dans le

(1) Dans le Mémoire instructif sur l'établissement fait par le Roi d'une Commission ou Société et Correspondance de Médecine (Paris, 1776), Vicq d'Azyr donne les notes explicatives suivantes :

Note explicative de l'article IV

Le premier correspondant sera chargé de ce soin, dans lequel il pourra être suppléé par un des six médecins ordinaires. C'est dans ce seul sens et pour cette seule raison que leur présence y est jugée nécessaire par l'article IV de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi.

Note explicative de l'article VI

L'objet de leur mission sera de se joindre à leurs confrères déjà employés, d'agir de concert avec eux pour la guérison des malades et pour empêcher les progrès de l'épidémie et de correspondre avec la Société dont les avis, rédigés d'après ses assemblées leur seront transmis avec exactitude. Ils se conformeront en tout aux ordres de la Cour ; c'est dans ce sens que doit être entendu l'article VI sans qu'il puisse être appliqué aux secours médicaux dont l'emploi doit être libre et dépendre absolument du génie et des connaissances de celui qui les met en usage.

(2) Vicq d'Azyr, dans son Mémoire instructif sur l'établissement de la Société, raconte que si elle prit le nom de Société et Correspondance Royale de Médecine, c'est afin qu'elle ne fut pas confondue avec la Commission qui était au Louvre, c'est-à-dire avec la Commission Royale de Médecine créée le 25 avril 1772.

premier volume qu'elle fit paraître, qu'à ses débuts quatorze membres (1) (huit d'après l'article I des lettres patentes du 29 avril 1776), deux officiers et douze associés, composaient la Commission. Ce nombre augmenta avec ses occupations qui chaque jour devenaient plus considérables.

1776), deux officiers et douze associés, composaient la Commission. Ce nombre augmenta avec ses occupations qui chaque jour devenaient plus considérables.

D'abord les associés furent portés, avec la permission du ministre, au nombre de vingt-quatre. Six furent nommés au mois d'octobre 1776 ; six au moins de février 1777. Puis une classe de huit associés libres, dont les places étaient « remplies par des savants versés dans les différentes parties de la physique relative à la médecine, fut établie — six associés libres furent élus en avril 1777 et le mois de février suivant deux autres associés occupèrent les deux places vacantes. »

Les confrères, qui arrivaient dans la capitale, d'après l'historien, ne trouvaient parmi les associés que des amis, qui les recevaient avec empressement, qui leur demandaient ou leur donnaient des conseils. Les associés leur offraient une place à côté d'eux dans les séances et sollicitaient pour eux les faveurs du ministère, s'ils s'en étaient rendus dignes.

La Faculté de Médecine, se sentant lésée dans ses attributions entra en lutte avec la commission. (Nous en donnerons plus loin les détails). Les lettres patentes du mois d'août 1778, qui transformaient la Commission en Société Royale de Médecine, donnaient la victoire à cette dernière.

(1) Les membres de la Commission étaient :

Pour les médecins consultants : MM. Bouvart, Docteur régent de la Fac. Méd. de Paris ; Poissonnier, Conseiller d'état, Doct. rég. de la Fac. Méd. Paris, Inspecteur général des médecins de la Marine et des Colonies ; Lorry, Doct. rég. Fac. Méd. Paris ; Maloet, Doct. Rég. Fac. Méd. Paris, Médecin de L. A. R. Mesdames de France ; Desperrières, Doct. en Méd., adjoint à M. Poissonnier. A.-L. Jussieu, D.R.F.M.P., Membre de l'Académie Royale des Sciences ; Caille, D.R.F.M.P., Membre de la Société de Médecine d'Edimbourg ; Paulet, D.M.F. Paris et Montpellier ; Jeanroy, D.M.F. Paris et Nancy ; Thouret, D.M.F. Paris et Caen ; De Lalouette, D.R.F. Paris.

Chargé du soin des livres : M. de Fourcroy, étudiant en médecine.

Employés au service des Epidémies et à celui de l'amphithéâtre : MM. Le Breton et Tessier.

Commis au bureau de Correspondance : M. Descot.

Voici ces lettres patentes :

LETTRES PATTENTES DU ROY DU MOIS D'AOUT 1778
PORTANT ÉTABLISSEMENT D'UNE SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE.

LOUIS, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Quelques considérables que soient les avantages que notre chère et bien aimée fille aînée de l'Université de Paris, et à son exemple les autres universités de notre royaume, aient procuré dans tous les tems à nos sujets par les lumières que leur enseignement n'a cessé de répandre sur toutes les sciences, cependant les rois nos prédécesseurs ont pensé qu'il étoit utile aux progrès des lettres et des Beaux-Arts de former des sociétés particulières des personnes les plus savantes et les plus recommandables pour tenir des conférences pour la communication de leurs découvertes et de s'enrichir même de celles qui pourroient être recueillies dans les païs étrangers où les Sciences et les Beaux-Arts ne sont pas cultivés avec moins de succès. Loin que la formation de ces compagnies particulières ait pu blesser les droits et prérogatives de nos universités ou de quelques unes des facultés qui les composent, nous en avons au contraire toujours considéré leur établissement comme ajoutant à la gloire et à la splendeur de ces corps destinés de toute ancienneté à l'instruction publique, puisque la plus grande partie de ceux qui composent ces sociétés ont reçu les premiers élémens de la Science dans les universités et que plusieurs membres des dites universités reçus avec éloge dans le sein de nos académies en ont fait un des principaux ornemens. Persuadé que tous ces établissemens continueront de répondre à nos vues par la sagesse avec laquelle leurs travaux seront dirigés vers le bien public, nous aurons non seulement à cœur de les maintenir et de les protéger, mais nous saisirons encore tous les moyens qui s'offriront à nous pour accroître l'émulation des talens en tout ce qui pourra intéresser le bonheur de nos sujets. Conduits par de telles considérations, nous avons composé une société de personnes expérimentées dans la Science propre au traitement des maladies de toute espèce et nous leur avons ordonné de s'assembler dans la vue de parvenir à former une collection, tant des observations que leur expérience personnelle leur permettoit de réunir, que de celles qui leur seroient procurées par les correspondances que nous les avons excitées à entretenir avec les médecins les plus célèbres des provinces et même des païs étrangers ; le zèle avec lequel ceux que nous avons honorés de notre choix se sont empressés d'entrer dans un plan si propre à jeter des lumières nouvelles sur les causes des épidémies dont nous avons la douleur de voir quelquefois nos provinces affligées, nous présage des secours heureux que nos sujets

peuvent en recevoir et nous ne pensons pas pouvoir donner à ceux qui se dévouent à de si utiles découvertes un témoignage plus signalé de notre satisfaction et qui puisse autant leur fournir de nouveaux motifs d'encouragement que de rendre stable et permanent un établissement qui remplit si dignement nos espérances ; par suite des vues qui nous engagent à favoriser cette société et à ouvrir une vaste carrière à ses recherches, il nous semble naturel de lui attribuer l'examen des remèdes prétendus spécifiques et autres de quelque espèce qu'ils puissent être pour la vérification desquels notre très honoré seigneur et ayeul avoit déjà cru nécessaire d'établir une commission particulière en mil sept cent soixante-douze. Un plus grand nombre d'objets de même genre réunis entre les mains des mêmes personnes exciteront entre elles une plus grande émulation et nous parviendrons d'une manière plus simple à faire cesser les inconvénients trop multipliés de la distribution des remèdes inconnus et nuisibles pour la plus part à la santé de nos sujets. Les eaux minérales et médicinales qui sont en grand nombre dans notre royaume nous ont paru encore former un objet qu'il étoit intéressant de soumettre aux observations de la même Société. Nous nous sommes fait rendre compte des réglemens intervenus à cet égard, nous avons reconnu que pour publier avec discernement les propriétés des dites eaux et pour établir l'ordre de leur distribution Louis quatorze avoit annexé à la charge de son premier médecin la surintendance des eaux minérales et médicinales de tout le royaume par lettres patentes du dix neuf aoust mil sept cent neuf registrées en notre cour de parlement le quatre de septembre de la même année et comme par le choix que nous avons fait de notre premier médecin et de ses successeurs en ladite charge pour présider à perpétuité la Société que nous avons résolu d'établir elle se trouvera à portée de travailler sous ses yeux à approfondir de plus en plus la nature et la propriété des eaux déjà connues et de celles qui pourroient être découvertes par la suite, nous nous sommes déterminé à manifester nos intentions par rapport à l'exécution des dites lettres patentes afin de rendre les eaux minérales et médicinales encore plus salulaire. Nous avons lieu d'espérer d'autant plus de fruits des observations qui résulteront des assemblées de cette société sur tous ces objets que le poid de ses travaux journaliers tombant sur des membres qui seront pour la plus grande partie docteurs de la faculté de médecine en l'université établie en notre bonne ville de Paris, ils seront à la source des lumières de cette école sçavante à laquelle ils se feront honneur de porter les résultats de leurs réflexions particulières, afin de s'éclairer à leur tour et de diriger avec plus d'assurance la marche de leurs recherches et de leurs observations. A ces causes, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, institué et établi, instituons et établissons sous le titre de Société royale de Médecine, l'assemblée et conférence des

médecins qui se sont déjà réunis par nos ordres depuis le mois d'avril mil sept cent soixante seize pour s'occuper du soin d'étudier l'histoire et la nature des différentes épidémies, en conséquence nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit.

ARTICLE 1^{er}

La Société Royale de Médecine sera sous notre protection spéciale.

II

Elle sera présidée à perpétuité par notre premier médecin et ses successeurs en ladite charge, lesquels en leur qualité de président seront inspecteurs généraux pour épidémies et autres objets que nous soumettons aux recherches et aux observations de laditte société. Nommons dès à présent pour remplir lesdittes places de président et d'inspecteur général les sieurs de Lieutaud (1) et de Lasonne nos premiers médecins, pour en jouir pendant leur vie.

III

La Société sera composée de trente associés ordinaires tous docteurs en médecine, résidents à Paris et dont vingt seront toujours choisis dans la faculté de médecine de notre université de laditte ville ; lesdits associés éliront parmi eux chaque année au scrutin, un directeur et un vice-directeur, lesquels seront suppléés en leur absence par le plus ancien de leur ordre, suivant le rang de leur réception ; la place de secrétaire perpétuel sera également occupée à l'avenir par un desdits associés ordinaires et néanmoins avons nommé et confirmé le sieur Vicq d'Azir pour continuer à remplir laditte place. Seront aussi admis douze associés libres résidents à Paris pour concourir avec les associés ordinaires aux fins de l'établissement de la ditte Société.

III

Indépendamment des associés mentionnés en l'article précédent, seront choisis soixante associés regnicoles nationaux domiciliés

(1) Joseph Lieutaud né à Aix en Provence le 21 janvier 1703, mort le 6 décembre 1780. Médecin de l'hôpital royal de Versailles, il fut successivement premier médecin de Louis XV et de Louis XVI. Il fut aussi le créateur, en France, de l'anatomie pathologique.

dans les provinces et un nombre égal d'associés étrangers, lesquels associés regnicoles et étrangers perdront ce titre au bout d'une année de résidence à Paris. Outre ces membres qui feront partie de laditte société, elle pourra désigner et élire au scrutin, dans les différentes villes de notre royaume et des païs étrangers ceux avec lesquels elle croira utile d'établir une correspondance habituelle et pourront les personnes ainsi élues se qualifier correspondants de la société royale de médecine, tant et si longtems qu'ils se rendront utiles aux travaux de la Société, à l'effet de quoi il sera formé chaque année une liste de ceux auxquels la Société jugera à propos de conserver ce titre.

V

La société procédera par scrutin à l'élection du secrétaire perpétuel, des associés ordinaires, libres, regnicoles et étrangers et elle nous présentera le sujet qui lui paroitra le plus propre à remplir la place vacante ; voulant néanmoins que lesdittes places d'associés soient et demeurent remplies par ceux qui les occupent présentement dont nous connoissons le zèle l'expérience et la capacité, nous les avons confirmés et confirmons dans lesdittes places conformément à l'état annexé sous le contrescel de nos présentes.

VI

La Société tiendra des assemblées particulières et publiques dans les lieux, aux jours et heures qui lui ont été ou seront indiqués par les réglemens que nous nous proposons de lui donner incessamment.

VII

Le doyen en charge et le doyen d'age de la faculté de médecine en l'université de Paris auront droit d'assister à toutes les séances de la Société ; leurs noms seront inscrits entre ceux des officiers de la ditte Compagnie et ceux des associés ordinaires et ils jouiront des prérogatives qui appartiendront aux dits associés.

VIII

Pour favoriser encore plus la communication des lumières et faciliter les succès que nous nous promettons du présent établissement, la société nommera tous les ans deux commissaires qui se transporteront deux fois l'année en l'assemblée de laditte faculté à laquelle ils feront part des découvertes, recherches et observations de la société sur les objets qui pourront être relatifs au progrès de la Science.

IX

La Société s'occupera de tous les faits de médecine théorique et pratique, et essentiellement de tout ce qui peut avoir rapport aux maladies épidémiques et autres qui se répandent quelquefois dans nos provinces, sans discontinuer néanmoins les recherches que nous lui avons ordonné de faire sur les maladies contagieuses des bestiaux et sur les remèdes et moyens propres à les prévenir ou à les arrêter.

X

Attribuons à laditte société l'examen des remèdes nouveaux tant internes qu'externes, de quelque nature qu'ils puissent être pour lesquels on nous demanderoit des brevets ; voulons qu'aucun des dits remèdes ne puisse être vendu et distribué sans une délibération de la Société qui les aura admis et sur laquelle il sera expédié par le Secrétaire d'Etat ayant le département de notre maison, des brevets en la forme ordinaire. Révoquons en tant que de besoin la déclaration du vingt-cinq avril mil sept cent soixante-douze et toute autre commission relative à ces objets demeurera supprimée à compter du jour de la publication des présentes. Ne pourront le lieutenant général de police de notre bonne ville de Paris et tous autres juges ou officiers quelconques de nos provinces, donner des permissions de vendre et débiter aucun remède sans s'être fait représenter ledit brevet dont il sera fait mention dans les permissions qu'ils accorderont. Comme aussi supprimons et révoquons tous brevets et permissions précédemment accordés, sauf à ceux qui les auront obtenus à se pourvoir par devant la ditte Société en la forme prescrite par le présent article.

XI

Voulons que pour ce qui concerne l'examen des remèdes externes et chirurgicaux qui seront présentés pour demander des privilèges, il soit formé un comité particulier qui sera tenu le premier lundi de chaque mois dans la salle d'assemblée de laditte Société, lequel comité sera composé du président de la ditte Société ou, à son défaut, du directeur ou du vice-directeur, du secrétaire perpétuel, du doyen de la faculté de médecine de Paris et de quatre autres membres de la société, que cette compagnie choisira toujours parmi les docteurs de la Faculté, de notre premier chirurgien et de cinq autres chirurgiens à son choix. Seront renouvelés chaque année les membres de ce comité particulier à l'exception des officiers de la société, du doyen de la faculté et de notre premier chirurgien.

XII

Avons confirmé et confirmons les lettres patentes du dix neuf aoust mil sept cent dix neuf enregistrées en notre cour de parlement de Paris le quatre septembre de la même année et icelles interprétant et expliquant en tant que de besoin, nous avons ordonné et ordonnons que tout ce qui concerne la distribution des eaux minérales et médicinales de notre royaume mentionnées es dites lettres patentes sera soumis à l'examen de la dite société. Notre premier médecin, comme président de cette compagnie, continuera de se dire et qualifier surintendant des eaux minérales et médicinales de notre royaume ; il nommera les intendants particuliers de ces eaux auxquels les brevets seront expédiés gratis ; les dits intendants seront tenus d'instruire de tout ce qui pourroit être relatif à leurs fonctions, ladite société qui choisira parmi ses membres des commissaires pour faire les analyses nécessaires et se transporter sur les lieux où leur présence sera jugée utile.

XIII

Pourra au surplus ladite société prendre telle délibération qu'elle jugera convenable, nous donner tels mémoires et proposer tels projets de réglemens qu'elle avisera nécessaires ; sur lesquels mémoires et projets il sera par nous statué et toutes lettres nécessaires expédiées et adressées à notre cour de parlement pour y être enregistrées en la manière accoutumée.

XIIII

N'entendons par les présentes déroger aux honneurs, émolumens, privilèges et prérogatives dont jouissent la faculté de médecine en l'université de Paris et les autres facultés de médecine de notre royaume : les avons maintenues et gardées dans tous leurs droits. En conséquence déclarons très expressément que les associés ordinaires, libres, regnicoles et étrangers et les correspondants de ladite société ne pourront, à raison desdites qualités, enseigner ou exercer la médecine dans notre bonne ville de Paris ou dans notre royaume, à moins qu'ils n'en aient d'ailleurs le droit conformément aux ordonnances. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris que ces présentes ils aient à faire registrer et le contenu en icelles garder et donner selon sa forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements ; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre seel à ces dites présentes.

Donné à Versailles, au mois d'aoust, l'an de grâce mil sept cent

soixante dix huit et de notre règne le cinquième. Signé : LOUIS, et plus bas : Par le Roy : AMELOT, et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées ouï et ce requérant le procureur général du Roy, pour être exécutées selon leur forme et teneur, et copie collationnée envoyée au Châtelet de Paris pour y être lues, publiées et registrées ; enjoint au substitut du procureur général du Roy d'y tenir la main et d'en certifier la cour dans le mois, suivant l'arrêt de ce jour à Paris en Parlement, les Grand-chambre et Tournelle assemblées, le premier septembre mil sept cent soixante dix huit. Signé : DUFRANC.

TABLEAU

DES MEMBRES QUI COMPOSENT LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE

LE ROY, protecteur

Messieurs : LIEUTAUD, conseiller d'Etat, premier médecin du Roy, de l'Académie royale des Sciences, etc., président de la Société ; DE LASSONE, conseiller d'Etat, premier médecin de la Reine et du Roy en survivance, de l'Académie royale des Sciences, etc., président de la Société ; VICQ D'AZYR, docteur, régent de la Faculté de Médecine de Paris, de l'Académie royale des Sciences, etc., secrétaire perpétuel de la Société ; M. le DOYEN en charge de la Faculté de Médecine de Paris ; M. le DOYEN d'âge de la Faculté de Médecine de Paris.

*Associés ordinaires suivant l'ordre de leur réception
et dont le nombre est fixé à trente par les lettres patentes*

Messieurs : BOUVARD, docteur, régent de la Faculté de Paris, de l'Académie des Sciences, etc. ; POISSONNIER, conseiller d'Etat, docteur régent de la Faculté de Paris, de l'Académie royale des Sciences ; GEOFFROY, docteur régent de la Faculté de Paris ; LORRY, docteur régent de la Faculté de Paris, premier médecin de S. A. S. Monseigneur le Prince de Condé, directeur de la Société ; MALOET, docteur régent de la Faculté de Paris, premier médecin de Mesdames et médecin de la Charité ; POISSONNIER DES PERRIÈRES, docteur en médecine, médecin consultant du Roy ; DE JUSSIEU (Antoine-Laurent), docteur régent de la Faculté de Paris, professeur de botanique, de l'Académie royale des Sciences ; CAILLE, docteur régent de la Faculté de Paris ; PAULET, docteur de la Faculté de Paris et de celle de Montpellier ; DELALOUETTE, fils, docteur régent de la Faculté de Paris ; JEANROY, docteur régent des Facultés de Paris et de Nancy ; THOURET, docteur régent des Facultés de Paris et de Caen ; MAUDUIT DE LA VARENNE, docteur régent de la Faculté de Paris, vice-directeur de la Société ; ANDRY, docteur régent de la Fa-

culté de Paris; ROUSSILLE DE CHAMSERU, docteur régent de la Faculté de Paris; SAILLANT, docteur régent de la Faculté de Paris; DE LA PORTE, docteur régent de la Faculté de Paris et de celle de Montpellier; l'Abbé TEISSIER, docteur régent de la Faculté de Paris; d'ARGET, docteur régent de la Faculté de Paris, professeur de chimie au Collège Royal; GUENET, docteur régent de la Faculté de Paris, BUCQUET, docteur régent de la Faculté de Paris, professeur de chimie, de l'Académie royale des Sciences; COQUEREAU, docteur régent de la Faculté de Paris, médecin de Son A. S. Monseigneur le Prince de Condé; LA FISSE, docteur régent de la Faculté de Paris; DESBOIS DE ROCHEFORT, docteur régent de la Faculté de Paris, censeur royal.

N.-B. — Il y a six places vacantes à l'élection desquelles la Société procédera lorsque Sa Majesté l'aura ordonné.

*Associés libres suivant l'ordre de leur réception
et dont le nombre est fixé à douze par les lettres patentes*

Messieurs : POULLETIER DE LA SALLE, maître des Requêtes; DE MONTIGNY, président des Trésoriers de France, de l'Académie des Sciences; MACQUER, docteur régent de la Faculté de Paris, de l'Académie royale des Sciences, professeur de chimie au Jardin du Roy; DAUBENTON, l'ainé, docteur en médecine, garde et démonstrateur du Cabinet d'histoire naturelle du Roy, de l'Académie royale des Sciences, etc., etc.; LE ROY, docteur régent de la Faculté de Paris, ancien professeur émérite en l'Université de Montpellier; DELASSONNE, fils, docteur en médecine de la Société royale des Sciences de Montpellier, médecin ordinaire de la Reine et médecin de l'hôpital de Versailles; le Comte DE LA BILLARDERIE D'ANGIVILLER, directeur et ordonnateur des Bâtiments du Roy, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandeur de l'ordre de Saint-Lazare, de l'Académie royale des Sciences, intendant en survivance du Jardin royal des Plantes; WATELET, receveur général des finances, de l'Académie Française, de celle de Berlin, de l'Institut de Bologne, associé libre de l'Académie royale de peinture et honoraire de celle d'architecture, etc.

N.-B. — Il y a quatre places vacantes à l'élection desquelles la Société procédera lorsque Sa Majesté l'aura ordonné.

*Associés regnicoles suivant l'ordre de leur réception
et dont le nombre est fixé à soixante par les lettres patentes*

Messieurs : LARMURE, doyen et professeur de l'Université, à Montpellier; BARTHEZ, chevalier-adjoint de l'Université, à Montpellier; VITET, ancien professeur de chimie et de pharmacie, à Lyon; XAVIER, docteur en médecine, correspondant de l'Académie royale des Sciences, Châlons-sur-Marne; MARET, secrétaire perpétuel de

l'Académie de Dijon, à Dijon ; RAZOUX, docteur médecin, correspondant de l'Académie royale des Sciences, à Nismes ; LE PECQ DE LA CLOTURE, agrégé à la Faculté de Médecine, à Caen ; CUSSON, docteur en Médecine à Montpellier ; AMOREUX, fils, docteur médecin, bibliothécaire de la Société royale des Sciences, à Montpellier ; BONAFOS, doyen de la Faculté de Médecine, à Perpignan ; le P. COTTE, curé de Montmorency, correspondant de l'Académie royale des Sciences, à Montmorency ; RICHARD DUPLESSIS, docteur en médecine, ancien recteur de l'Université, à Nantes ; DU BERNARD, doyen et professeur de médecine, à Toulouse ; GASTELIER, docteur en médecine, à Montargis ; GONTARD, médecin pensionné de la ville, à Villefranche en Beaujolais ; CHIBOURG, agrégé à la Faculté de Médecine, à Caen ; LE CANUT, professeur de médecine, à Caen ; AUBRY, intendant des eaux minérales, à Luxeuil ; DOUZAN, docteur en médecine, à Bordeaux ; BETBIDER, professeur de médecine, à Bordeaux ; ROUGNON, professeur de médecine, à Bezançon ; GUILBERT, docteur régent de la Faculté de Paris, ancien médecin des camps et armées du Roy, au Mesnil près Montlhéry ; BRUNYER, médecin consultant de Monsieur et médecin de l'hôpital de Versailles ; LA SERVOLLE, père, docteur en médecine, à Beaupuy près Montignac ; LA SERVOLLE, fils, médecin consultant de Monseigneur le Comte d'Artois, à Versailles ; DE VICQ, père, docteur en médecine de l'Université de Montpellier, à Valognes ; BONTÉ, docteur en médecine de Montpellier, à Coutances ; DE BRIEUDE, docteur en médecine, à Aurillac ; DE VERCHÈRES, fils, intendant des eaux, à Bourbon-Lancy ; ERMANN, doyen perpétuel de la Faculté de Médecine, à Strasbourg ; SPIELMANN, professeur public de chimie, de botanique et de matière médicale, à Strasbourg ; BOUCHER, doyen du Collège de Médecine, à Lille ; BERNARD, doyen de la Faculté de Médecine, à Douay ; BAUX, doyen du Collège de Médecine, à Nismes ; MENURET, docteur en médecine, demeurant à Montélimart ; RAYMOND, docteur en médecine, de l'Académie des Sciences de Marseille, à Marseille ; BARBERET, premier médecin de la Marine, à Toulon ; NICOLEAU, docteur en médecine, à Marennes en Saintonge ; FÉRET, docteur régent de la Faculté de Paris et chanoine, à Cambray ; DUPUY, docteur régent de la Faculté de Paris, premier médecin de la Marine, à Rochefort ; GIROD, inspecteur pour les épidémies de la Franche-Comté, à Bezançon ; VACHER, docteur régent de la Faculté de Paris, médecin en chef des armées du Roy, à Bastia en Corse ; DELARSÉ, médecin de l'hôpital militaire, à Arras ; FRANCE, médecin pour les épidémies, à Bezançon ; CHARLES, médecin pour les épidémies, à Bezançon ; DURANDE, inspecteur des hôpitaux de Bourgogne, à Dijon ; BOURDOIS DE LA MOTTE, médecin employé pour les épidémies, à Joigny ; READ, premier médecin de l'hôpital militaire, à Metz ; JOYEUSE, fils, premier médecin de la Marine, à Marseille ; JOANNIS, doyen de la Faculté, à Aix ; DARLUC, professeur de médecine, à Aix ; DUPICHARD, médecin employé pour les épidémies, à Tours ; JADE-

LOT, professeur de médecine, à Nancy ; THOUVENEL, intendant des eaux minérales, à Contrexéville en Lorraine ; BARAILLON, docteur en médecine, à Chambéry ; WARNIER, docteur régent de la Faculté de Paris, à Caen ; HECQUET, doyen du Collège de Médecine, à Abbeville ; MAHON, médecin de l'hôpital général, à Chartres.

N.-B. — Il y a deux places vacantes à l'élection desquelles la Société procédera lorsque Sa Majesté l'aura ordonné.

*Associés étrangers suivant l'ordre de leur réception
et dont le nombre est fixé à soixante par les lettres patentes*

Messieurs : FRANKLIN, de l'Académie royale des Sciences, de la Société royale de Londres, président de la Société de Philadelphie, à Passy ; PRINGLE, baronnet, médecin de la Reine, président de la Société royale, à Londres ; GAUBIUS, médecin du Stadthouder, à Leyde ; CLIFFTON WINTRINGHAM, baronnet, médecin du Roy d'Angleterre, à Londres ; CULLEN, professeur de médecine, à Edimbourg ; BOECK, premier médecin du Roy de Suède ; BACKER, docteur en médecine de la Société royale, à Londres ; FORTHERGHILL, docteur en médecine, de la Société royale, à Londres ; HEBERDEN, docteur en médecine, membre du Collège royal, à Londres ; TURTON, médecin de la maison de la Reine, de la Société royale, à Londres ; VANDOEUVREN, professeur de médecine, à Leyde ; LIND, associé au Collège royal d'Edimbourg, médecin de l'hôpital, à Hastard près Portsmouth ; SERAO, premier médecin du Roy, à Naples ; VIVENCIO, médecin de la chambre du Roy, directeur et surintendant général des hôpitaux, à Naples ; QUIN, professeur de médecine, à Dublin ; MACBRIDE, docteur en médecine, à Dublin ; COTUNNI, professeur d'anatomie, à Naples ; CLERGHORN, professeur d'anatomie, à Dublin ; CAMPER, professeur honoraire d'anatomie et de chirurgie à Amsterdam, à Gronningue ; SALICETTI, premier médecin de Sa Sainteté, à Rome ; RONNOW, ancien premier médecin du Roy de Pologne, à Stockholm ; GLASS, docteur en médecine, à Excester ; STROCK, premier médecin de Leurs Majestés Impériales, à Vienne ; Dom MUCIOZONA, premier médecin du Roy, à Madrid ; BONNEL, docteur en médecine, à Madrid ; AMARD, vice-président de l'Académie de Médecine, à Madrid ; GOMEZ, secrétaire ordinaire de l'Académie de Médecine, à Madrid ; Dom Casimir ORTEGA, secrétaire de l'Académie de Médecine pour la correspondance, à Madrid ; PERCIVAL, docteur en médecine, à Manchester ; DE SILLING, conseiller d'Etat, médecin de l'Impératrice, à Pétersbourg ; DE KRONSE, conseiller d'Etat, médecin de l'Impératrice, à Pétersbourg ; TISSOT, docteur en médecine, à Lausanne ; STRACK, docteur en médecine, à Mayence ; CALDANI, professeur d'anatomie, à Padoue ; ALLIONI, docteur en médecine, à Turin ; TARGIONI TOZETTI, docteur en médecine, à Florence ; DUMONT, premier médecin du Prince Charles,

à Bruxelles ; BURTIN, médecin du même prince, à Bruxelles ; MOLJNELLI, docteur et professeur en médecine, à Bologne ; BONZI, docteur et professeur en médecine, à Bologne ; AZZOGUIDI, docteur et professeur en médecine, à Bologne ; FATTORINI, docteur et professeur en médecine, à Bologne ; SIMMONS, membre du Collège de Médecine, à Londres ; TODDE, secrétaire de la Société de Médecine, à Copenhague ; LIMBOURG, l'ainé, médecin des eaux minérales, à Spa ; TRIBOLET DE LA LANCE, médecin des hôpitaux, secrétaire perpétuel de la Société Œconomique, à Berne ; HERRENSCHWAND, docteur médecin, à Morat en Suisse ; HYRIARD, docteur médecin, à Saint-Sébastien en Biscaye ; DUNCAN, membre du Collège royal de Médecine à Edimbourg ; COTHENIUS, premier médecin du Roy de Prusse, à Berlin ; HUNTER (Guillaume), docteur en médecine, de la Société Royale, accoucheur de la Reine, à Londres ; SANCHES (Antoine-Ribeiro), ancien médecin du corps de l'Impératrice de Russie, à Paris ; PRIESTLEY, membre de la Société Royale, à Londres ; ZIMMERMANN, premier médecin du Roy d'Angleterre dans l'Electorat d'Hanovre, à Hanovre ; D'ALBERG, médecin du Roy, à Stockholm.

N.-B. — Il y a cinq places vacantes desquelles la Société procédera lorsque Sa Majesté l'aura ordonné.

Fait et arrêté au Conseil d'Etat du Roy tenu à Versailles le vingt neuf aoust mil sept [cent] soixante dix-huit ; Signé : LOUIS, et plus bas : AMELOT.

Registré oui et ce requérant le procureur général du Roy pour être exécuté selon sa forme et teneur et copie collationnée envoyée au Châtelet de Paris pour y être lu, publié et enregistré, enjoint au substitut du procureur général du Roy, d'y tenir la main et d'en certifier la Cour dans le mois suivant l'arrêt de ce jour à Paris, en Parlement, les Grand-chambre et Tournelle assemblées, le premier de septembre mil sept cent soixante dix-huit. Signé : DUFRANC.

Universités, Facultés, Collèges de Médecine et Académies avec lesquels la Société a contracté une association de correspondance suivant l'ordre alphabétique :

L'Université de Médecine de Montpellier.

Facultés de Médecine de :

Aix	Douay	Poitiers
Angers	Nancy	Reims
Bourges.	Nantes	Strasbourg
Caen	Perpignan	Toulouse

Collèges de Médecine

Abbeville	Grenoble	Moulins
Amiens	La Rochelle	Nancy (Collège royal)
Béziers	Le Mans	Rouen
Bordeaux	Lille	Orléans
Clermont-Ferrand	Limoges	Nismes
Dieppe	Lyon	Rennes
Dijon (Comité de médecine formé dans le sein de l'Académie des Sciences, arts et belles lettres de cette ville).	Marseille	Troyes (le corps des médecins de)
	Montauban	

Les médecins nommés pour représenter ces différents corps, jouissent dans les assemblées de tous les droits attachés aux places d'associés regnicoles.

M. Pierres, rue Saint-Jacques, était l'imprimeur de la Société; M. Didot-le-jeune, quai des Augustins, en était le libraire; M. Fossier, le dessinateur, et M. Descot, le commis au bureau.

D'après l'article XII de ces lettres patentes, la Société devait recevoir un Règlement pour son régime intérieur et la tenue de ses assemblées. Il lui a été donné sous la forme de lettres patentes du 1^{er} février 1780.

Règlement pour la Société Royale de Médecine, donné par le Roi, sous la forme de Lettres Patentes du 1^{er} février 1780, registrées le 25 avril de la même année.

ART. I^{er}. — La Société Royale de Médecine recevra les ordres qu'il nous plaira lui donner, par ceux de nos ministres ou secré-

« La Société à laquelle Sa Majesté a permis, par l'article II des lettres patentes de 1780, de se choisir elle-même son président, qui doit être renouvelé tous les trois ans, a élu, le 9 mars 1781, M. de Lasonne pour occuper cette place.

La durée de la vice-présidence étant aussi de trois années, et ce temps ne devant expirer qu'en 1782, M. Lorry a été continué dans cet office, M. Poissonnière a été nommé directeur, le 11 avril 1780, et M. Geoffroi a été choisi pour être vice-directeur dans la même séance. La durée de ces deux offices étant d'un an chacune, M. Geoffroi a été nommé directeur le 6 mars 1781; et la place de vice-président a été conférée à M. Desperrières dans la même séance. M. de Sussien a été élu trésorier le 23 novembre 1779, et il a été continué dans cet office le 13 mars 1781.

Sa Majesté a confirmé ces différentes élections. »

Tome III Histoire et Mémoires de la Société Royale de Médecine.

taires d'état dans le département desquels se trouveront les objets dont nous lui avons attribué l'examen par nos lettres patentes du mois d'août 1778.

ART. II. — Les officiers de la Société seront un président, un vice-président, un directeur, un vice-directeur et un secrétaire perpétuel. Le président sera choisi parmi les associés ordinaires ou libres : il sera renouvelé tous les trois ans ; le vice-président, le directeur et le vice-directeur ne pourront être tirés de la classe des associés ordinaires ; le vice-président sera renouvelé tous les trois ans ; le directeur et le vice-directeur le seront tous les ans, et le vice-directeur passera de droit à la place du directeur ; le président, le vice-président et le vice-directeur, seront choisis dans l'assemblée après la séance publique du carême.

ART. III. — Toutes les élections seront faites au scrutin, à la pluralité des voix : chacun des associés présens écrira sur un carré de papier le nom du sujet qu'il voudra élire ; le secrétaire recueillera les billets et les portera dans une salle voisine, où ils seront examinés en présence des officiers de la Société et d'un associé choisi au sort ; le nombre des billets sera comparé avec celui des signatures de la feuille sur laquelle chaque associé inscrit son nom en entrant à la séance ; on y procédera pour chacun à la manière ci-dessus énoncée. Les billets seront brûlés aussitôt après la décision du scrutin. Le sujet élu pour occuper une place soit d'officier, soit d'associé de la Société, nous sera présenté pour être par nous confirmé : les concurrents ne feront point de visite aux associés pour demander leurs suffrages ; il suffira qu'ils aient notifié leur désir de vive voix ou par écrit à un des officiers de la Société, lequel certifiera qu'ils aspirent à la place vacante.

ART. IV. — Notre premier médecin, en qualité de commissaire pour ce qui concerne l'examen des remèdes au sujet desquels on demande des brevets ou permissions, et de surintendant des eaux minérales, aura droit d'assister avec les officiers ci-dessus, à toutes les assemblées particulières qui seront convoquées extraordinairement pour l'examen des objets qui exigeront une attention spéciale ; et jouiront dès à présent les sieurs Lieutaud et de Lassone, de ce privilège.

ART. V. — Lorsque la Société le jugera nécessaire, elle enverra un ou plusieurs de ses membres sur les lieux où elle croira leur présence utile ; elle nommera des commissions pour les expériences dont elle croira pouvoir tirer des résultats intéressans ; elle publiera un recueil de ses mémoires et des observations qui lui auront été communiquées.

ART. VI. — Elle tiendra dans le lieu que nous lui indiquerons, deux séances par semaine, l'une le mardi, l'autre le vendredi depuis quatre heures et demie jusqu'à six heures et demie du soir ; lorsqu'un de ces jours sera un jour de fête, la séance se tiendra la veille. Chaque associé, en entrant dans la salle d'assemblée, écrira son nom sur une feuille placée sur le bureau ; à cinq heures précises, le président de la séance tirera une barre au-dessous des signatures ; à six heures, il fera distribuer un jeton à chacun de ceux dont les noms seront inscrits au-dessus de la barre.

ART. VII. — Nul étranger ne sera admis aux assemblées, s'il n'est présenté par un officier et s'il n'en obtient l'agrément de l'officier qui présidera.

ART. VIII. — Le secrétaire lira au commencement de chaque séance le plumitif de l'assemblée précédente, lequel sera signé par lui et par le président de la séance ; il rendra compte des envois qui auront été faits ; ensuite, on procédera à la lecture des rapports, mémoires et observations dont la Société jugera à propos de prendre connaissance. Toutes les élections et délibérations étrangères aux sciences, n'auront lieu qu'à la fin des assemblées, et les associés ayant droit de suffrage pourront y assister. Les mémoires des savans étrangers, lus ou présentés dans les séances, seront examinés chacun par deux commissaires au moins, chargés d'en faire le rapport ; ceux des seuls associés ordinaires ou libres, seront discutés dans les séances ; ces différens ouvrages seront paraphés par le secrétaire, aussitôt après leur annonce ou lecture : le jour où elle aura lieu sera marqué par lui sur les dits ouvrages et sur son plumitif, et les auteurs compteront de cette époque la date de leurs découvertes ou observations.

ART. IX. — Les fonctions du président, du vice-président, du directeur et du vice-directeur, seront de proposer les matiè-

res qui devront être traitées dans chaque séance ; de veiller au maintien du bon ordre, de nommer des commissaires pour l'examen des observations, mémoires et ouvrages présentés à la Société, de mettre les affaires en délibération, de recueillir les avis, de prononcer les décisions à la pluralité des voix, de tenir un plunitif de ce qui se passera dans les séances et de présider aux assemblées particulières convoquées extraordinairement ; notre intention étant d'ailleurs qu'ils ne jouissent d'aucune autre prérogative que de celle énoncée dans cet article ; ils se suppléeront les uns au défaut des autres dans ces fonctions, et seront remplacés, en leur absence, par le plus ancien des associés ordinaires présents. Dans les délibérations, le président de la séance, après avoir demandé l'avis de notre premier médecin et ceux du doyen et de l'ancien de la Faculté de Médecine de Paris, prendra les voix, suivant le rang où chaque associé se trouvera placé, pour le moment dans le cas d'égalité d'avis, sa voix sera prépondérante.

ART. X. — Les fonctions du secrétaire seront de tenir un plunitif dans les assemblées, de porter sur un registre les délibérations et les décisions de la Société, de conserver avec soin les différentes pièces qui lui seront remises, de recueillir les observations et faits intéressans qui seront communiqués verbalement dans les séances, de signer tous les actes émanés de la Société, de rédiger tous les ans l'histoire de ses travaux, et d'être chargé de la correspondance. Dans le cas où il sera forcé de s'absenter, il prévendra la Société et lui présentera un associé ordinaire qui, s'il est agréé par elle, remplira ses fonctions pendant son absence ; si la Société n'est pas prévenue, un associé ordinaire, nommé par le président de la séance, remplacera pour le moment le secrétaire.

Art. XI. — Lorsque les associés ordinaires seront retenus par des affaires qui les forceront de s'absenter quelque temps des séances, ils en prévendront la Société ; si des raisons quelconques les empêchent de remplir leurs fonctions, leurs noms seront inscrits dans une classe d'associés vétérans, à la suite de celle des associés libres, après que la délibération que cette Société aura prise aura été par nous confirmée ; ils auront voix délibérative en matière de science seulement.

ART. XII. — Les affaires qui demanderont une attention spéciale, seront traitées dans des assemblées particulières convoquées extraordinairement et dont les officiers de la Société seront toujours les membres. Il y en aura constamment une pour revoir et arrêter tout ce qui devra être lu dans les séances publiques et publié par la voie de l'impression ; il y en aura aussi une pour l'examen des prix, et une pour tous les objets de la trésorerie. Afin que la Société soit instruite de tout ce qui aura déterminé dans ces différentes assemblées, il en sera rendu compte par le plus ancien de ceux dont elles auront été composées, pour qu'elle y donne son approbation.

ART. XIII. — Les assemblées particulières dans lesquelles on reverra et examinera tout ce qui devra être lu dans les séances publiques, et publié par la voie de l'impression seront composées des officiers de la Société et de quatre associés ordinaires ou libres, nommés au scrutin, dont deux seront renouvelés tous les ans dans la seconde séance après l'assemblée publique de carême : ces assemblées particulières auront lieu autant de fois que les fonctions dont elles seront chargées l'exigeront ; chacune des délibérations sera recueillie par le secrétaire, et signée par lui et par le président de l'assemblée particulière. Ces assemblées particulières reverront sans exception, tous les mémoires qui auront été lus, et décideront, soit d'après leur propre révision, soit d'après le jugement antérieur de la Société, s'ils seront imprimés avec changemens ou sans changemens. Le secrétaire avertira les auteurs de faire les corrections demandées et rapportera les mémoires corrigés à une autre de ces assemblées particulières. On aura égard aux rapports qui auront été lus dans les séances de la Société, et on ne sera dispensé d'en suivre les indications, qu'après avoir consulté à ce sujet, soit les commissaires rédacteurs du rapport, soit la Société réunie. Les observations abrégées et les faits isolés feront partie de l'histoire dont le secrétaire sera chargé ainsi que de l'impression du volume, de la préface et de la table. Rien ne sera imprimé dans l'histoire du volume et dans le recueil des mémoires de la Société, que les assemblées particulières convoquées extraordinairement ne l'aient décidé à la pluralité des voix. Dans le cas d'égalité d'avis, le plus ancien commissaire prendra l'avis et la décision de la Société réunie.

ART. XIV. — Lorsqu'un associé ordinaire ou libre désirera prendre ce titre en tête des ouvrages qu'il voudra publier, il ne pourra le faire sans qu'auparavant les dits ouvrages aient été approuvés par la Société, d'après le rapport des commissaires qu'elle aura nommés pour les examiner.

ART. XV. — Il y aura aussi des assemblées particulières convoquées extraordinairement et destinées à rédiger les programmes des prix, et à juger les mémoires qui y concourront ; elles seront composées des officiers de la Société et de quatre commissaires choisis au scrutin, et qui seront renouvelés tous les ans dans la seconde séance après celle publique de carême : ces assemblées particulières porteront leurs décisions à la pluralité des voix ; et dans le cas de partage des avis, la Société réunie jugera d'après les rapports respectifs des commissaires.

ART. XVI. — La Société s'assemblera toute l'année, excepté le vendredi de la Semaine sainte, les mardis des fêtes de Pâques et de la Pentecôte, et le mardi ou vendredi compris dans les fêtes de Noël. Dans la séance qui précédera les vacances, le président nommera deux commissaires pour traiter conjointement avec le secrétaire les affaires pressées qui pourront survenir.

ART. XVII. — Afin de faire connaître plus promptement ses recherches, la Société tiendra chaque année deux séances publiques : l'une aura lieu le premier mardi après la fête de Saint-Louis : le secrétaire y annoncera les programmes et la distribution des prix ; il lira les éloges des associés morts que la Société aura cru devoir être entendus en public ; ces éloges et ces programmes seront auparavant examinés par les commissaires des assemblées particulières, convoquées extraordinairement.

ART. XVIII. — La Société entretiendra une correspondance avec les médecins et les physiciens ; elle choisira parmi eux soixante associés regnicoles hors de Paris, au moins à la distance de 4 lieues, et soixante associés étrangers résidant hors de notre royaume, desquels il sera dressé une liste suivant l'ordre de leur réception : ces associés devront être connus par leurs succès dans la pratique de la médecine, ou par les ouvrages qu'ils auront publiés, ou enfin par les mémoires qu'ils auront envoyés à la Société. Lorsqu'il y aura une ou plusieurs places

vacantes dans ces deux classes, l'élection sera indiquée un mois d'avance : le secrétaire et deux commissaires nommés à cet effet par le président, feront la liste de ceux qui pourront concourir, laquelle, après avoir été lue et approuvée par la Société, restera exposée dans la salle d'assemblée pendant le temps désigné pour l'expectation des dits associés. Les associés regnicoles et étrangers auront, comme membres de la Société, droit d'assister à ses séances, et d'y prendre place parmi les associés. Ils ne recevront point de jetons, et n'auront point droit de suffrages dans les élections ; ils perdront leur titre et leurs droits d'associés après un an de séjour à Paris. En conséquence nul étranger résidant dans cette ville avec une qualité qui l'y attache, ne pourra être proposé pour ces élections. Les dits associés seront tenus de concourir aux travaux de la Société, de lui envoyer des mémoires et de lui communiquer les observations qu'ils auront occasion de faire.

ART. XIX. — Dans le nombre de médecins et physiciens qui auront envoyé des mémoires, la Société distinguera ceux qui auront montré le plus de zèle et d'exactitude à l'instruire de tout ce qui est relatif à ses travaux ; elle leur donnera des lettres de correspondant signées du président et du secrétaire, dans lesquelles il sera fait mention des observations qu'ils auront envoyées, ou des services qu'ils auront rendus. Nul ne pourra être nommé correspondant, s'il ne réside au moins à quatre lieues de Paris. Ceux qui désireront ce titre seront proposés par un associé ; si la proposition est admise, on ne procédera à la nomination qu'un mois après. Deux commissaires seront chargés par la Société de s'instruire du mérite du proposé, et d'en faire leur rapport le jour de l'élection qui sera indiquée une semaine auparavant. Le nombre des correspondants sera indéterminé ; ils assisteront aux séances et n'auront aucune voix dans les délibérations. Après une année de séjour à Paris ils perdront leur titre et leurs privilèges. Les associés regnicoles et étrangers seront choisis de préférence dans la classe des correspondants.

ART. XX. — Lorsque les circonstances exigeront qu'un ou plusieurs membres de la Société fassent des voyages, la Société nommera au scrutin celui ou ceux qui devront être chargés de cette commission.

ART. XXI. — Pour encourager les médecins et physiciens qui rempliront les vues de la Société, il sera dressé chaque année un état de ceux qui auront rendu des services importants, soit à nos sujets dans le traitement des épidémies, soit à la médecine par des observations ou par des expériences intéressantes pour l'humanité : cet état sera consigné dans les registres de la Société, et il en sera fait une mention honorable dans les volumes qu'elle publiera.

ART. XXII. — Les fonds dont la Société pourra disposer, seront remis entre les mains d'un trésorier choisi au scrutin parmi les associés ordinaires, lequel sera élu tous les ans dans la seconde séance après l'assemblée publique de carême, et pourra néanmoins être continué pendant quatre années ; il rendra ses comptes tous les trois mois aux officiers de la Société, et une fois tous les ans à la Société réunie. La place ne l'excluera d'aucun des offices annuels de la Société.

ART. XXIII. — Les registres et papiers concernant toutes les affaires de la Société, seront déposés entre les mains du secrétaire, lequel sera tenu de les remettre sous les yeux des officiers de la Société toutes les fois qu'ils le demanderont. Il en sera fait chaque année un inventaire par le vice-président et le directeur sortant d'exercice. Les titres et autres objets essentiels, seront renfermés dans une armoire à deux serrures, dont le vice-président et le secrétaire auront chacun une clef.

ART. XXIV. — Lorsque la Société aura un nombre suffisant de livres pour en former une bibliothèque, elle en confiera la garde à un des associés ordinaires, qui sera élu au scrutin et renouvelé tous les trois ans.

ART. XXV. — La Société fera célébrer chaque année, le lendemain de la fête de Saint-Louis, une messe à laquelle tous ses membres assisteront ; et à la fin de chaque année, elle fera faire dans telle église qu'il lui plaira de choisir, un service pour ceux des associés ordinaires ou libres qui seront décédés dans le courant de l'année.

ART. XXVI. — Afin que tous les articles de ce règlement soient plus présents à la mémoire des membres de la Société, il en sera fait lecture chaque année dans la première séance

après Pâques ; et lorsque la Société fera une élection ou quelque autre fonction importante, le secrétaire lira auparavant l'article des règlements qui y aura rapport.

ART. XXVII. — Quant aux objets qui ne sont pas prévus par ce règlement, la Société y suppléera par ses délibérations ; et si l'objet est assez important, il y sera par nous pourvu ainsi qu'il appartiendra.

ART. XXVIII. — Voulons au surplus que le présent règlement soit lu dans la prochaine assemblée de la Société Royale de Médecine, et inséré dans les registres pour être exécuté selon sa forme et teneur.

En 1790, l'Assemblée Nationale invita les différentes organisations de France à renouveler leurs règlements.

Nous citons ici l'exposé des motifs qui déterminèrent la Société à présenter un nouveau plan. Du plan lui-même nous ne citerons que la partie intéressant les eaux minérales dans le chapitre que nous avons intitulé : la lutte contre la fraude.

ADRESSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« La Société Royale de Médecine s'est empressée d'obéir au décret du 20 août en rédigeant sur sa correspondance et sur son administration intérieure, un nouveau projet de règlement, dont elle a fait hommage à l'Assemblée Nationale le 19 du mois de septembre 1790 ; mais si elle s'était bornée à ce travail, on aurait pu lui reprocher de ne s'être occupée que d'elle-même ; un sujet plus vaste a fixé son attention. Elle a vu que depuis plusieurs siècles l'art de guérir manque, dans les branches principales qui le composent, de cette unité, sans laquelle il ne peut ni faire tout le bien dont il est capable, ni s'élever au degré de perfection dont il est susceptible ; elle a vu que l'enseignement public de la médecine est presque partout vicieux ou nul ; que les Corps chargés de conférer les grades sont trop nombreux pour qu'ils puissent conserver cette vigueur, sans laquelle ils doivent nécessairement dépérir ; que la manière dont les Professeurs sont admis au concours, et celle dont les Elèves sont

reçus dans les Ecoles, favorisent par-tout, sinon l'ignorance, au moins la médiocrité ; que dans la distribution des études, les Elèves sont astreints à des formalités, et gênés par des entraves qui n'ont aucun but utile ; elle a vu que les parties les plus essentielles de l'enseignement médical sont absolument oubliées, et que les Hôpitaux ne sont, nulle part, organisés, de manière à rendre l'instruction facile, et à faire servir aux progrès de l'Art, les établissements qu'on destine au soulagement de l'humanité. Elle a vu que les Sages Femmes sont dépourvues, presque par-tout, des connoissances qui leur sont indispensables, et que la Médecine elle-même n'a rendu jusqu'ici presque aucun service aux habitants des campagnes, qui sont abandonnés à l'ignorance et à l'empirisme ; que l'exercice de l'art de guérir est soumis à des Réglemens locaux, à des privilèges vraiment exclusifs, qui répugnent à l'esprit de la Constitution Française ; que les drogues les plus universellement employées dans les provinces, sont altérées dans leur composition, ou dans leur mélange, et que les charlatans ont continué, malgré des défenses multipliées, de répandre leurs dangereux poisons ; elle a vu que la Médecine du Barreau avait besoin d'une réforme, et les tables de mortalité, d'une addition importante ; ces differens sujets sont traités dans l'ouvrage qu'elle présente aujourd'hui (1) à l'Assemblée Nationale. La Société de Médecine propose des moyens pour remédier aux abus qu'elle dévoile. Dans la nouvelle Constitution Médicale dont elle offre le projet, on trouve partout les principes de cette liberté et de cette égalité, que toutes les possessions doivent s'empresser d'accueillir, et dont l'Empire Français donne l'exemple au monde. »



La Faculté de Médecine, avons-nous dit plus haut, se sentit lésée dans ses attributions par la Commission. Un conflit ne tarda pas à éclater entre elles. Quelles en furent les causes ?

L'Assemblée qui porta le nom de Société Royale de Médecine n'était en son principe qu'une Commission de huit médecins,

(1) En novembre 1790.

établie par l'arrêt du 29 avril 1776 « pour tenir une Correspondance avec les médecins de Provinces, pour tout ce qui peut être relatif aux maladies épidémiques et épizootiques ». La Commission jugeant son champ d'action trop étroit, étendit ses investigations, tant et si bien qu'elle empiéta sur le domaine de la Faculté et s'arrogea des droits qu'elle n'avait pas, en se faisant appeler « Société Royale et Correspondance de Médecine ». Bien moins eût suffi pour déchaîner une tempête de protestations de la part de la Faculté, qui jalouse de ses attributions, n'entendait pas qu'une autre qu'elle tint des cours aux étudiants et s'occupât de ce dont elle seule devait s'occuper. Il va sans dire que la Commission prétendit le contraire. Des propos aigres-doux furent échangés au début, qui allèrent s'envenimant par la suite. On en arriva aux insultes et il fallut toute l'autorité du roi pour imposer silence.

Nous allons ici donner la parole à un anonyme (membre de la Faculté sans doute ou pour le moins un fervent partisan) qui raconte les péripéties de la lutte dans le « Précis (1) historique de la Société Royale de Médecine de Paris de sa conduite et de ce qui s'est fait à ce sujet dans la Faculté de Médecine de Paris ». Il nous suffira de le résumer.

Une épidémie dévastait les provinces méridionales de la France. Pour arrêter la contagion le contrôleur général des Finances, selon les conseils de la Faculté, s'était résigné, on conçoit avec quelle peine, mais néanmoins avec quelque espoir, à donner l'ordre d'égorger les animaux atteints ou menacés de la maladie. Entre temps Vicq d'Azyr était de retour des provinces du Sud avec un rapport que Lassone, premier médecin du roi, soumit au jugement de Malesherbes et Turgot.

Ce rapport concluait « qu'une longue expérience prouve que les épidémies, dans leur commencement, sont toujours funestes et destructives, parce que le caractère de la maladie étant peu connu, laisse les médecins dans l'incertitude sur le choix

(1) Nous ignorons tout à la fois le nom de l'auteur, de l'éditeur et la date à laquelle il parut.

des traitements qu'il convient d'y appliquer : que cette incertitude nait du peu de soin qu'on a eu d'étudier et de décrire les symptômes des différentes épidémies, et les méthodes curatives qui ont eu le plus de succès : que si quelques médecins habiles ont écrit et conservé leurs observations sur les épidémies qu'ils ont vu régner, ces ouvrages isolés sont demeurés sans utilité faute d'être rassemblés, et de concourir, par leur réunion et leur comparaison, à la formation d'un corps complet de doctrine ». La Faculté pourtant ne méritait pas ces reproches, car elle avait fourni une multitude de recueils sur ces maladies.

C'est alors que sous l'instigation de gens intéressés et qui visaient plus haut, la Commission fut établie pour endiguer le fléau.

Le Gouvernement ne pensait pas à ce moment-là nommer nommer autre chose qu'une Commission s'occupant de maladies épidémiques et épizootiques. Il suffit pour s'en convaincre de lire les sept articles de l'arrêt :

« De cet Arrêt, premier et unique acte émané de l'autorité Royale jusqu'au mois de juin 1778 sortent trois vérités capitales :

1° que le Roi n'a établi qu'une Commission de correspondance ;

2° que cette Commission ne devait être composée que de huit médecins ;

3° que son objet spécial, sa véritable occupation, étoient l'étude et le traitement des maladies épidémiques et épizootiques. »

Le Ministre en établissant cette institution n'avait donc pas l'intention d'en faire une académie qui s'occupât de tous les objets de médecine pratique et théorique, mais seulement un bureau dépendant absolument de lui, et aux ordres du Gouvernement.

M. de Lassone chef de cette Commission depuis qu'il s'était cru assuré d'être un jour premier médecin du roi, avait vu avec chagrin que pendant la vacance de cette place on lui avait enlevé deux attributions bien précieuses à ses yeux, le droit de donner les brevets aux distributeurs de remèdes prétendus spécifiques et l'inspection des eaux minérales (lettre du 25 avril

1772) dont le rapport avait été d'un produit considérable. Il avait donc pris la résolution de tout tenter, pour se rétablir dans la jouissance de ces deux objets et « comme rarement le désir d'avoir connoît des bornes ; il avait conçu l'espérance de devenir Inspecteur et Maître général de la Médecine en France ».

M. de Lassone avait déjà essayé quelques tentatives. L'historien de la Société nous apprend (page 3 de cette histoire) qu'en 1775 « MM. les Intendants avaient été invités par M. le Contrôleur général des Finances, à distribuer aux Médecins et Physiciens de France différentes questions sur la température et la Constitution des années 1772, 1773, 1774 et 1775 », et que les « Mémoires envoyés ont été réunis à la Société dans sa première assemblée ».

M. de Lassone se promettait bien de réussir dès qu'un établissement quelconque, dont il serait le chef, serait nommé.

Voici l'histoire dressée suivant l'ordre des temps.

Première Epoque. — L'arrêt nommant la Commission est d'avril et celle-ci ne s'assemble pour la première fois que le 13 août. L'arrêt n'est rendu public qu'en septembre. La Société se qualifie alors de Société et Correspondance Royale de Médecine, — ce qui étonne la plupart des médecins, — et d'autre part se livre à des travaux qui ne sont pas de son ressort. Le sentiment général devient que cette Commission va porter atteinte à la Faculté. MM. Lorry et Maloet menacent de quitter sur le champ la Société si l'on veut entreprendre contre les droits et prérogatives de la Faculté.

Le 8 octobre 1776, quatre commissaires sont nommés pour conférer avec M. de Lassone, qui accepte une communication réciproque de travaux deux fois l'année mais on attend vainement, alors qu'il l'avait promis, qu'il avertisse la Commission de cette décision. La Commission accumule les usurpations et se fait appeler « Société Royale de Médecine établie pour entretenir sur tous les objets de médecine pratique une correspondance suivie avec les Médecins les plus habiles du Royaume et même des pays étrangers ». La Faculté ordonne à ses Commissaires de voir incessamment M. de Lassone et de s'expliquer avec lui. M. de Lassone qui avait refusé de les voir et avait nom-

mé des représentants à sa place ayant pour tout droit et devoir d'écouter ce que la Faculté proposerait, reçoit, avec de grandes manifestations d'amitié les Commissaires qui ont pris la décision d'aller le chercher à Versailles.

Mais finalement M. de Lassone, par une lettre au Doyen, brise tout moyen d'entente et s'occupe de faire rédiger des lettres-patentes qui légitimeront ses usurpations. La Faculté fait opposition et décide de présenter une requête au roi.

Deuxième période. — Le samedi 17 avril 1777, la Faculté est assemblée à la demande de MM. Geoffroy, Lorry, Mauduyt et Coquereau, tous quatre membres de la prétendue Société. M. Lorry fait un discours où il propose que la Faculté casse et annule le décret qui ordonne de présenter une requête au Roi et à son Conseil. Cette proposition n'est pas acceptée. Le 19, le Roi, par le Garde des Sceaux, ordonne à la Faculté de ne pas présenter la requête. Ces ordres sont sacrés pour la Faculté, qui se défend avec la plus grande modération.

L'inspection des eaux minérales était confiée à une commission (1) tenue par le Doyen en charge, deux anciens Doyens, deux médecins ordinaires du Roi, le premier chirurgien du Roi, d'autres chirurgiens célèbres, deux des premiers apothicaires du Roi et le premier garde des apothicaires de Paris. M. de Lassone décide d'anéantir cette commission des eaux minérales et de faire adroitement subroger la Société à ses droits et émoluments (Les distributeurs payent vingt-deux à vingt-trois mille livres par an). Mais la destruction était difficile. Pour arriver à ses fins, la Société produit une liste d'une foule de charlatans, de distributeurs de remèdes, que la commission avait charge de réprimer et dont à dessein elle exagère le nombre. Les membres de la commission protestent contre les calomnies de la Société et veulent confondre l'imposture par le relevé fidèle des registres où l'on voit tous les efforts infructueux faits pour arrêter le charlatanisme. Mais l'anéantissement de la commission est résolu. C'est ainsi que plus de vingt mille livres par an seront perçues par la Société.

La Faculté de Médecine, indignée des agissements de la

(1) Notre chroniqueur semble oublier que le premier médecin du Roi était le président de cette Commission.

Société et du fait que des billets 1) portant invitation de Messieurs de la Société Royale de Médecine avaient été distribués à certains de ses membres, décrète le 22 juin 1778 :

« La Faculté de Médecine a arrêté d'une voix unanime que ceux de ses membres qui le sont aussi d'une nouvelle Commission de Médecins, établie pour tenir une Correspondance avec les médecins regnicoles et étrangers sur les maladies épidémiques et épizootiques seront avertis qu'ils se sont dénoncés eux-mêmes comme ayant pris des titres qui ne leur ont jamais été donnés, et faisant des fonctions qui ne leur ont point été attribuées et sont contraires aux droits de la Faculté, que malgré la connoissance certaine qu'ils ont de la juste et indispensable réclamation de la Faculté leur mère contre les entreprises, ils osent annoncer qu'ils vont tenir une séance publique dans laquelle ils s'occuperont d'objets de médecine, et pour laquelle ils distribuent des billets ; et qu'en conséquence ils seront privés des droits, privilèges et honneurs académiques, si sous sept jours, fidèles enfin à leur serment, ils ne se rendent à la voix de la Faculté et ne renoncent à une Commission qui fausement et injustement se qualifie de Société Royale de Médecine, et s'ils ne certifient le Doyen qu'ils sont entrés dans leur devoir avant les sept jours révolus, c'est-à-dire, avant le mardi trente du présent mois de juin ».

Ce n'est qu'un simple avertissement de la Faculté, car par arrêt du premier tribunal du Royaume, un prononcé de la Faculté ne peut être réputé jugement et en avoir la force, qu'après avoir été confirmé par deux autres assemblées.

M. de Lassone porte l'arrêt de la Faculté aux ministres et le présente comme un attentat contre l'autorité du Roi, comme une rébellion à ses volontés. Il obtient du Conseil l'arrêt du 26 juin, qualifié par le sieur Vicq d'Azyr dans le commencement de l'histoire de la Société Royale de Médecine « de monument qui assuroit à cette Société la protection du gouvernement ».

(1) Messieurs de la Société Royale de Médecine ont l'honneur de vous inviter à la Séance publique, qu'ils tiendront pour la distribution de leurs prix, dans la grande Salle du Collège Royal de France, place de Cambray, le mardi 27 juillet 1778 à quatre heures et demie très précises.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 26 juin 1778

« Le Roi ayant, par arrêt rendu en son Conseil le 29 avril 1776 établi une Société de Correspondance de Médecine pour s'occuper principalement de l'étude et de l'histoire des maladies épidémiques et épizootiques, se ménager des correspondances avec les meilleurs médecins des Provinces et même des pays étrangers, recueillir et comparer leurs observations, les rassembler dans un corps, et réunir toutes les notions qui peuvent être utiles, pour prévenir ou arrêter les ravages que les maladies contagieuses font parmi les hommes et les bestiaux, et Sa Majesté étant informée que les succès de cet Etablissement paroissent exiger qu'il fut plus particulièrement autorisé et que même l'on étendit l'objet de ses travaux, il auroit dressé en conséquence un projet de lettres patentes qui a été communiqué à la Faculté de Médecine, mais que la Faculté, au lieu de délibérer sur ce projet, auroit, dans une assemblée tenue le 22 du présent mois, et convoquée seulement quelques heures auparavant rendu un décret, portant que les membres de la dite Faculté qui le sont en même temps de la Société de Correspondance établie par ledit arrêt du 29 avril 1776, seront dépouillés de tous leurs droits, privilèges et honneurs, si dans les sept jours ils ne renoncent à ladite Société, et n'en certifient le Doyen avant le mardi 30 du présent mois ; et Sa Majesté considérant qu'un pareil décret est tout à la fois une atteinte à l'arrêt qui a établi ladite Société, une injure pour les membres qui la composent, et une entreprise d'autant plus indécente et inexcusable que la Faculté par la communication qu'on a bien voulu lui donner du projet de Lettres-Patentes concernant cet Etablissement, se trouve à portée de faire telle observation qu'elle croira convenable.

« Le Roi étant en Son Conseil a ordonné et ordonne que la Faculté de Médecine sera tenue de donner incessamment ses observations sur le projet des lettres patentes concernant la Société Royale de Médecine dans une assemblée qui sera convoquée au moins deux jours d'avance, à laquelle seront invités tous les membres de la Faculté, même ceux qui sont membres de ladite Société.

« Entend Sa Majesté que ladite assemblée soit tenue avec décence et la tranquillité convenables sans confusion ni tumulte, et que ses observations relatives au dit projet dont on y conviendra soient incessamment adressées à M. le Garde des Sceaux; et Sa Majesté a cassé et annullé, casse et annulle ledit décret du 22 du présent mois, fait défenses à la Faculté de Médecine d'y donner aucune suite, et d'en rendre à l'avenir de semblables.

« Comme aussi jusqu'à ce qu'il ait été par Sa Majesté statué définitivement sur le projet des Lettres-Patentes et sur les observations de la Faculté de Médecine, aucune délibération ni conclusion, et de faire directement ni indirectement aucune démarche, ni acte de procédure tendans à troubler, suspendre ou empêcher les assemblées publiques ou particulières de ladite Société, à peine de désobéissance.

« Ordonne Sa Majesté que le présent Arrêt sera signifié de son ordre exprès au Doyen de la Faculté, et qu'en sa présence, l'Huissier qui fera ladite signification, rayera ou biffera du registre des délibérations ledit Décret du 22 du présent mois, de laquelle radiation ledit Huissier dressera procès-verbal.

« Enjoint Sa Majesté au dit Doyen de se conformer au présent arrêt et de tenir la main à son exécution, à peine d'être personnellement responsable des contraventions qui pourroient y être commises. »

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant. Tenu à Versailles ce juin 1778.

La Faculté s'assemble le 30 juin et demande à ses avocats la conduite à tenir dans ces circonstances, qui ne contreviendra en rien aux ordres du Roi. Une deuxième lecture des lettres patentes est faite. Des observations et un mémoire explicatif sont présentés au mois de juillet à M. le Garde des Sceaux. Mais celui-ci porte le 29 août les lettres patentes au Conseil, et le 31 elles sont adressées à M. le Procureur général et enregistrées le 1^{er} septembre. Le 18, le ministre Amelot en avise le Doyen.

Troisième époque. — Le 22, la Faculté entend dans un morne silence la lecture de ces lettres et confère à vingt-quatre com-

missaires les pleins pouvoirs pour agir en son nom promettant de ratifier tout ce qu'ils feraient.

Ce soir du 22, la Société Royale de Médecine s'assemble, mais le Doyen en charge et le Doyen d'âge sont absents et d'autre part elle apprend la démission de MM. Bouvart, Maloet, d'Ariet et Guenet. M. le Doyen, le 29 novembre reçoit :

« 1^o Ordre d'envoyer à M. le Garde des Sceaux copie de tous les Décrets portés par la Faculté de Médecine depuis l'enregistrement des lettres patentes ;

« 2^o Défense de rien faire sur les objets de ces Décrets jusqu'à ce que Sa Majesté eut manifesté Ses Intentions ».

Les décrets de la Faculté ayant rapport avec la Société étaient au nombre de deux. Celui du 22 septembre porté à la lecture des lettres patentes et celui du 19 octobre suivant, qui créait un comité chargé d'examiner les Mémoires et Observations de Médecine communiqués à la Faculté.

En conséquence, le 15 décembre, la Faculté se juge dans une véritable interdiction et forcée de suspendre ses fonctions.

Seul le service des pauvres fonctionne. A cet effet, six de ses membres s'assemblent tous les samedis.

Grâce à l'équité du Garde des Sceaux, la Faculté est rétablie dans toutes ses fonctions. Là se termine le récit de notre chroniqueur. De quel côté était le droit ? Nous ne saurions trop le dire. Nous nous bornons à déplorer cette lutte fratricide. D'ailleurs les divergences ne cessèrent d'exister entre les deux rivales.

Le combat cessa faute de combattants, lorsque le 8 août 1793 la Convention en supprimant toutes les corporations et sociétés savantes, mit un terme à l'existence de la Société Royale de Médecine (1) et à celle de la Faculté qui eut cependant la

(1) Des 20.000 livres que recevait la Société, 9.000 en étaient attribuées à M. Vicq d'Azyr et 1.500 à chaque médecin ordinaire correspondant. Les autres associés n'avaient aucun gratification, excepté M. Mauduyt, à qui revenaient 1.200 livres pendant trois ans pour ses expériences d'électricité. Quelques autres avaient des gratifications pour des expériences ou des voyages extraordinaires.

Nous avons trouvé ces renseignements dans le « *Précis historique de l'établissement de la Société Royale de Paris*, de sa conduite et de ce qui s'est fait à ce sujet dans la Faculté de Médecine de Paris ». Ce qui veut dire qu'ils sont quelque peu sujets à caution, cet ouvrage étant celui d'un partisan.

satisfaction de n'être dissoute que quinze jours plus tard (1).

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ :

HISTOIRE ET MÉMOIRES

La Société fit paraître dans dix volumes (1), in quarto, les résultats de ses travaux. Ils avaient comme titre : « Histoire et Mémoires de la Société Royale de Médecine ». Le tome I pour l'année 1776 ; le tome II pour 1777 et 1778 ; le tome III pour 1779 ; le tome IV pour 1780 et 1781 ; le tome V pour 1782 et 1783 ; le tome VI, consacré à l'étude de la rage, parut en 1783 ; le tome VII pour 1784 et 1785 ; le tome VIII pour 1786 ; le tome IX pour 1787 et 1788 ; le tome X pour 1789. Ce dernier volume fut publié par l'Ecole de Santé à Paris par Didot le Jeune en l'an VI. Les autres furent imprimés soit par Phillippe-Denys Pierres, soit par Didot. Ils étaient mis en vente selon les années chez Théophile Barrois le Jeune, quai des Augustins, ou chez Didot.

Immédiatement après le titre de l'ouvrage, se trouve dans le premier volume une gravure du sculpteur J.-B. Tilliard.

« Appollon, Dieu de la Médecine, attache le médaillon du Roi à une Colombe, sur laquelle on lit ces mots : Rex salus populi. Trois figures allégoriques qui représentent le zèle du bien public, l'observation et l'étude, contemplant le portrait de sa Majesté et lui rendent hommage comme au Fondateur et au Protecteur de la Société Royale de Médecine. »

(1) Le premier volume parut le 24 décembre 1778.

2 exemplaires allaient à la Bibliothèque publique ; 1 dans celle du château du Louvre ; 1 dans celle de de Maupeou ; 1 dans celle de Hue de Miroménil (Chancelier de France de 1774 à 1787).

8 exemplaires devaient être remis à la chambre royale et syndicale des libraires et imprimeurs de Paris.

A cette gravure fait suite la dédicace au Roi.

Au Roi

Sire,

L'établissement d'une Société Royale de Médecine est un nouveau trait de cette bonté paternelle, qui dirige toutes les vues de Votre Majesté. La faveur spéciale dont vous daignez, Sire, honorer cette Compagnie naissante, lui assure l'existence la plus flatteuse et devient la source d'une émulation également avantageuse à la correspondance très étendue qu'elle entretient, aux progrès de la Médecine et à l'utilité publique. Nous vous supplions, Sire, d'agréer le premier hommage de nos travaux, dont Votre Majesté a bien voulu tracer Elle-même le plan dans la sagesse de ses Conseils ; assez de monuments annonceront à la Postérité la gloire et la Splendeur de Votre Règne ; les motifs qui ont déterminé Votre Majesté dans cette nouvelle institution, sont un gage de Votre bien-

dont le but est leur conservation.

faisance pour Vos peuples et de la protection que vous accordez à une Science

Nous sommes avec un très profond respect, Sire, de Votre Majesté, les très humbles, très obéissants et très fidèles sujets et serviteurs.

Les Membres de la Société Royale de Médecine.

Puis vient la préface, qui après quelques considérations générales nous explique dans quel but a été fondée la Société ; elle contient en outre le plan de l'ouvrage.

Elle nous apprend tout à la fois sur quels objets portaient les travaux de la Société et comment celle-ci envisageait qu'ils fussent entrepris.

C'est après avoir rapporté l'essentiel de cette préface que nous terminerons ce chapitre.

PREFACE

« Si la communication des lumières est **nécessaire** aux progrès de toutes les sciences, il n'y en a aucune pour laquelle ce besoin soit plus pressant que pour la Médecine.

« En la considérant depuis les temps les plus reculés jusques à nos jours, il est facile de se convaincre que la richesse a toujours consisté dans les expériences qu'elle a rassemblées, et que par conséquent elle ne peut se perfectionner qu'en recueillant de nouveaux faits.

« Pour remplir ces vues, il était nécessaire d'établir une compagnie qui, étant uniquement occupée de cet objet important, fût le centre d'une correspondance suivie sur tout ce qui concerne l'avancement de la Médecine ; mais comme l'observation est la

source de tout ce qu'elle peut découvrir d'utile, en la chargeant du soin de donner des instructions et d'administrer des secours dans les épidémies régnantes, d'examiner les remèdes nouveaux et de veiller à la distribution des eaux minérales et médicinales dans tout le Royaume, c'étoit la mettre à la portée de rendre des services à la Nation et d'acquérir en même temps des lumières intéressantes pour l'art de guérir. L'émulation qui doit en résulter, produira sans doute ce double avantage.

« La Société Royale de Médecine a été établie d'après ces principes. Elle se propose de rendre compte, dans cette préface, des moyens qu'elle a employés pour rédiger ses travaux et de ceux qu'elle désire que l'on mette en usage pour les seconder.

Volumes : I^o L'ordre dans lequel ce volume est publié, servira de modèle pour tous les autres. Il est divisé en deux parties, comme ceux de l'Académie Royale de Sciences, l'Histoire et les Mémoires.

Histoire : II^o L'histoire, dont le secrétaire sera le rédacteur ; contiendra les observations qui ne seront point assez considérables pour trouver place dans les Mémoires. Elles seront distribuées en différentes sections, relativement aux objets qui y seront traités.

« La Société a arrêté qu'elle ne donnera point, dans son Histoire, l'extrait des Mémoires imprimés ; elle évitera ainsi des répétitions qui, surtout en Médecine, grossiroient le Volume sans le rendre plus intéressant.

Article Premier. — Détails des deux séances publiques de chaque année ; Programme des Prix annoncés ; Distribution des prix remportés ; changemens sur la Liste ; Eloges des Associés morts ; Notice des Médecins et Physiciens qui auront envoyé des Mémoires ou Observations ; Extraits des ouvroiges des Associés ; Délibérations et Règlements relatifs au régime de la Société.

Article II. — Observations météorologiques faites dans les diverses provinces de la France et dans les peys étrangers.

Article III. — Description topographique des différentes villes et cantons, avec des notes sur le tempérament de leurs habitants.

Article IV. — Description des maladies qui sont particulières aux hommes, ou même aux animaux, dans certains climats, et que l'on connoît sous le nom de *Maladies endémiques*.

Article V. — Maladies épidémiques observées dans les campagnes, dans les villes, dans les hôpitaux et dans les prisons.

Article VI. — Maladies épizootiques qui attaquent les bestiaux de toute espèce.

Article VII. — Observations de Médecine pratique, relatives à la nature ou au traitement de certaines maladies aiguës ou chroniques qui ont présenté des particularités dignes d'attention.

Article VIII. — Maladies chirurgicales.

Article IX. — Observations anatomiques ; Ouvertures de cadavres ; Descriptions de différentes parties qu'il est essentiel de connoître pour le traitement des maladies des hommes ou des bestiaux.

Article X. — Chimie médicale ; Analyse de différentes substances alimentaires ou médicamenteuses ; Analyse des eaux minérales.

Article XI. — Botanique et Histoire naturelle des substances végétales qui servent d'aliment ou de médicament.

Article XII. — Observation de Physique générale applicables à la Médecine.

Il est facile de voir que les Observations de toute espèce qui nous ont été ou qui nous seront envoyées pourront trouver place dans ces différentes sections, où celles de même nature seront ensemble sans aucune confusion.

Mémoires : III^e La seconde partie du volume contiendra des Mémoires sur différents sujets de Médecine pratique ou Physique médicale, faits, soit par les Membres de la Société résidens à Paris, soit par les Médecins et Physiciens regnicoles ou étrangers et qui, après avoir été lus dans les assemblées de la Société, seront jugés dignes d'être imprimés en entier. Ces Mémoires seront distribués, dans le même ordre adopté pour l'Histoire, c'est-à-dire que l'on commencera par ceux qui sont relatifs à la topographie des différents cantons, aux maladies endémiques et épidémiques ; et que ceux qui concernent la Physique médicale, seront placés les derniers.

« On trouvera à la fin les mémoires qui auront remporté les Prix : on ne les publiera point dans des volumes particuliers, parce qu'alors l'impression en seroit trop retardée, et d'ailleurs parce que ces Mémoires étant destinés à des recherches du même genre, on ne trouveroit aucun avantage à les faire imprimer séparément.

IV° Observations météorologiques.

V° Topographie.

5° Quelle est la qualité des eaux qu'on y boit ; leur sources sont-elles abondantes, profondes ou superficielles Y en a-t-il de minérales et quel usage en fait-on ?

VI° Botanique.

VII° Analyse des Eaux Minérales.

VIII° Manière de rédiger une observation de médecine pratique.

IX° Maladies endémiques.

X° Epidémies.

XI° Epizooties.

N. B.

1° Quoique ce volume soit annoncé pour l'année 1776, il renferme cependant plusieurs Observations et Mémoires qui ont été lus dans les années suivantes. La Société a arrêté qu'elle ne suivrait la date de ces volumes que pour les objets qui doivent être présentés suivant la succession des temps, tels que les Observations météorologiques, l'histoire des constitutions et la description des épidémies : elle ne s'écartera jamais de cette règle. Pour ce qui est de ses autres travaux, l'époque à laquelle ils paraîtront est assez indifférente, pourvu qu'il soit fait une mention exacte de la Séance dans laquelle ils auront été communiqués.

2° Les Auteurs des Mémoires et Observations que la Société a reçus en grand nombre et qui ne sont pas insérés dans ce Volume, peuvent être assurés que leurs Ouvrages sont conservés avec soin et qu'ils seront publiés en entier ou par extraits dans les Volumes suivans. »

APPENDICE

Dans le manuscrit (1) de Joly de Fleury, qui se trouve à la Bibliothèque Nationale, abondent des documents sur la Société Royale de Médecine. Nous avons fait un tri de ceux qui ont rapport au différent qui divisa la Faculté et la Société Royale. La plupart sont des lettres adressées au procureur général, où sont formulés leurs griefs. Certains de ces écrits sont totalement dépourvus d'aménité. L'aigreur, l'acrimonie de quelques libelles témoignent d'une lutte opiniâtre. Nous ne les avons point insérés dans notre récit afin de ne pas l'alourdir. D'ailleurs ils se passent aisément de commentaires. Nous avons préféré les grouper dans un appendice en suivant l'ordre du manuscrit.

Nous ne pouvons malheureusement pas les citer tous et en entier. Certains passages sont reproduits tels quels, mais le plus souvent, nous ne donnons que de pâles résumés de ces écrits si vivants.

196. Signification à M. le Procureur général d'une opposition à la requête du Doyen et des docteurs régents de la Faculté de Médecine.

199. Lettre de de Lassone, le 18 juin 1778, au procureur général, où il lui fait savoir que le roi a jugé préférable que ce soit la Société Royale de Médecine, et non plus désormais la Commission, qui s'occupe des brevets et des eaux minérales, sur lesquelles d'ailleurs le premier médecin a toujours eu des droits.

201. Lettre de la Faculté de Médecine portant plainte contre la Commission de correspondance qui se fait appeler Société Royale de Médecine. Juin 1778.

(1) Manuscrit Joly de Fleury, Bibl. Nat., n° 499.

204. Demande d'audience auprès du Procureur général par M. Vicq d'Azyr.

208. « Observations de M. le premier chirurgien du Roi sur le projet de la suppression de la Commission Royale de Médecine (du 25 avril 1772) et de sa réunion à la Société Royale de Médecine.

« Cette Commission existoit depuis 1731, mais par suite des entreprises qui par suite avaient dégénéré en excès détestable, elle résidoit toute dans le pouvoir arbitraire du premier médecin qui en faisoit contre l'esprit de l'établissement un objet de Finance, en conférant à quiconque offroit de l'argent la trop dangereuse liberté d'empoisonner le public par des remèdes dangereux ou du moins suspects. Pour remédier à ces abus que toutes les réclamations des trois corps de la médecine (médecins, chirurgiens, pharmaciens) n'avoient pu arrêter, le feu Roy jugea à propos de donner à la Commission Royale de Médecine un nouveau régime qui plus exact que ceux qui l'avoient précédé, a paru plus propre à produire le bien qu'on s'y proposait et à réprimer l'avarice et la cupidité de ceux qui pourroient y être employés.

Comme la distribution et le commerce des eaux minérales rentre nécessairement dans la classe des remèdes particuliers, que cette partie est encore plus que toute autre susceptible de fraudes, de contrefactions ou de malversations, qu'il étoit prouvé qu'il en étoit au moins commis un grand nombre sous l'administration des premiers médecins, Sa Majesté voulut que l'examen et l'inspection sur le commerce des eaux, fussent également confiés à la Commission qu'elle établissoit par sa Déclaration du 25 avril 1772 ».

Le premier chirurgien ajoute que déjà M. Lieutaud et la Faculté de Médecine s'étaient successivement attaqués à cette Commission. Ils avaient été tous les deux déboutés par le Conseil du roi. M. Lieutaud le 22 décembre 1775.

Il a confiance qu'il en sera de même cette fois-ci.

212. Observations à M. le Procureur général de la part des Pharmaciens qui font observer combien serait détestable une société, dont ils ne feroient pas partie, qui aurait dans ses attributions le commerce des remèdes et celui des eaux minérales.

215. Etat des particuliers à qui la Commission Royale de Médecine a accordé des permissions tacites depuis son établissement pour le débit de différents remèdes qu'elle n'a pas jugé susceptibles d'une approbation authentiques.

217. Etat des particuliers à qui elle a refusé des permissions tacites.

220. Etat des particuliers qui ont obtenu des brevets.

215, 217 et 220 sont des pièces justificatives tirées de ses registres que la Commission soumet au jugement du procureur général.

222. Mémoire de la Commission Royale de Médecine qui fait suite à 215, 217 et 220 où d'après ce mémoire se manifeste la bonne gérance de la Commission.

224. Second mémoire du Collège de Pharmacie en réponse à celui de la Société académique de Médecine tendant à anéantir la Commission Royale.

Dans ce mémoire, il est dit que la Société fait des efforts pour détruire la Commission et s'en approprier les revenus. Voilà le grand et l'unique motif de ses entreprises.

La Société croit-elle absorber toutes les connaissances et refusera-t-on à chacune des classes de la Commission les lumières dont elle est censée pourvue

226. Société de Médecine : Projet de lettres patentes le 31 mars 1778.

L'essentiel de ces lettres patentes est la mainmise du premier médecin du roi sur les eaux minérales, qui lui avait échappée pendant la vacance de cette place. Elles comportent six articles.

231-232. « Versailles, le 30 août 1778. Je vous envoie Monsieur les lettres patentes du présent mois d'août portant établissement d'une Société Royale de Médecine. J'y joins les ordres du Roy renvoyer. — Amelot. »

244. Lettre de remerciements de M. de Lassone, du 7 septembre 1778.

257. Lettre d'un sociétaire pensionné à un correspondant de province, écrite le jour même de l'installation de la Société Royale de Médecine.

Quando Civitas plena... facta est quasi vidua...

Lamentations de Jérémie, 1778.

Première lettre.

On peut y lire les passages suivants :

« Nous étions, mon ami, dans la sécurité la plus entière, lorsque la séance commença Notre Directeur M. Lorry, avec un air plus pensif que de coutume, développe une lettre. On écouitoit déjà, même avant qu'il lut; quel coup de foudre ! C'est la démission de M. Bouvart. Peignez-vous le silence le plus morne celui de la consternation, il faudroit dire celui de l'anéantissement. Autre lettre, c'est la démission de M. Maloet. Troisième lettre : c'est la démission de M. d'Uriét. Quatrième lettre : c'est la démission de M. Guénet. Outre cette lettre du Doyen de la Faculté de Médecine qui annonce qu'il ne peut ni ne doit venir. Autre lettre du Doyen d'âge de la Faculté qui nous apprend qu'il appartient à un siècle où l'on savoit respecter l'honneur et la loi des sermens, et qu'en conséquence il ne peut prendre séance parmi nous. M. Lieutaud premier médecin et qui vu la qualité de premier président que nous lui avons donnée, auroit du ne pas manquer, ne jugea pas à propos de se trouver à notre assemblée... il (M. Lieutaud) a un côté repoussant, celui d'une probité inattaquable; et l'intérêt n'a jamais pu lui arracher une fausse démarche... Nous avons de si grandes vues sur le bien public ! Nous mettions en valeur les eaux minérales ; nous forçons les charlatans à être ce qu'ils doivent être, des bêtes de somme, faites pour traîner le char de notre grandeur. Ils auroient exercé la médecine pour nous, nous eussions reçu l'argent pour eux...

« Il falloit nous laisser faire : nous avions annoncé que nous enrichirions la Médecine, nous n'y pensions guères ; nous faisions mieux, nous enrichissions les médecins. »

Etc...

P. C. C. Un membre de la Faculté de Médecine.

258. M. Mallouin ayant légué à la Faculté de Médecine, dont il étoit membre, une somme annuelle, aux conditions qu'elle tiendra chaque année une séance publique pour y faire l'exposé de ses travaux relatifs aux progrès de l'Art, et l'éloge de ses Membres décédés.

La Faculté tiendra la première de ces séances le jeudi cinq du mois de novembre 1778, dans les Ecoles extérieures de Sorbonne, à quatre heures et demie précises.

J. C. Des-Essarts, Doyen.

259. Observations sur le Comité nouvellement établi par la Faculté de Médecine de Paris et sur les droits que ce comité s'arroe.

La Faculté de Médecine de Paris, dont l'origine date de 600 ans, pendant ce long espace de temps, n'a ni exercé ni demandé à exercer les fonctions confiées depuis deux ans et demi à la Société Royale de Médecine.

La Faculté s'est opposée à l'établissement de celle-ci, mais depuis la parution des lettres patentes elle a changé de conduite ; voici qu'elle institue dans ses Ecoles un Comité, qui par le nombre de ses membres dont il est composé, les titres qu'il confère, les fonctions qu'il doit remplir, la correspondance qu'il veut établir devient une nouvelle société, égale en tout à celle qui a reçu sa mission du Roi et du Parlement.

Cette nouvelle création peut être considérée sous trois points de vue :

1° Relativement aux droits de la Faculté. Il n'appartient pas à la Société d'y répondre, mais au tribunal qui veille à la conservation des droits des compagnies ;

2° Relativement aux droits de la Société de Médecine qui ne peuvent être partagés avec d'autres compagnies ;

3° Relativement à l'utilité publique. Si la Société et la Faculté correspondent l'une et l'autre avec les médecins regnicoles et étrangers, les observations seront nécessairement partagées entre les deux compagnies, ni l'une ni l'autre ne verra son objet en entier, ne l'embrassera en général, mais toutes deux ne le connaîtront que partiellement et par conséquent imparfaitement.

« Que la Faculté s'applique à la perfection de notre Art et du sien, comme Elle en a le droit, dans les objets qui admettent un partage, c'est à quoi nous n'avons pas le pouvoir de nous opposer et ce dont nous avons encore moins la volonté ;

mais que la Faculté, en partageant la correspondance, en obtenant d'être favorisée à la partager, en se nommant des associés et des correspondants divise entre Elle et nous, nos fonctions et les rende par ce partage nulles pour Elle, pour nous et pour le public, c'est à quoi le désir de le servir, le devoir qui nous est imposé de répondre aux vues du Prince qui nous a établis et à celles du Tribunal auquel nos droits doivent leur fonction, nous font une Loi de nous opposer autant qu'il est en nous ».

263. Monseigneur,

Je viens d'être instruit qu'à la dernière procession du Recteur de l'Université de Paris, il a été distribué avec profusion un nouveau libelle diffamatoire et une espèce de chanson en forme de Noël contre les membres de la Société Royale de médecine et contre moi en particulier, dont un continue à dire l'honneur d'occuper à la Cour depuis longtemps avec l'estime publique auprès de La famille Royale des places de La plus intime confiance, par cela seul, et sans que je me permette de mettre en avant d'autres motifs, qui, je me flatte, mériteroient quelque attention, je me crois autorisé à m'adresser à vous, Monseigneur, pour demander avec instance une justice efficace contre de telles horreurs. Voilà le troisième libelle imprimé qui paroît et qui se distribue impunément. Tout Paris en connoît bien les vrais auteurs malgré Leur désaveu et Les preuves directes fautes de recherches. On sçait du moins de quelles sources partent ces noirceurs, par quels motifs on Les mit en œuvre et de quelles presses on peut se servir avec plus de facilité. Si ce n'est pas les autoriser en continuant à ne pas rechercher les coupables, c'est du moins donner lieu à de nouvelles atrocités qu'on paroît disposé à poursuivre. Je crois donc, Monseigneur, devoir aujourd'hui vous dénoncer ces trois libelles en invoquant La justice et Les lois. Au reste, si vous improuviez ma démarche, j'ose vous assurer que plein de confiance en vos lumières et en vos bontés, je seray toujours disposé à me conformer à ce que vous jugerez plus convenable.

Je suis très respectueusement, Monseigneur,
Votre très humble et très obéissant serviteur.

A Versailles, 13 septembre 1778. — Lassone.

265. La Faculté de Médecine, après avoir entendu la lecture des lettres de Monseigneur le garde des sceaux, l'une en date du 9 décembre, qui en levant les défenses portées par sa lettre du vingt-deux novembre, d'exécuter les décrets rendus depuis le vingt-deux septembre à l'exception seulement de celui du vingt-deux septembre et de ceux du dix-neuf octobre et deux novembre, l'intention de Sa Majesté étant qu'il ne soit point donné de suite à ses trois décrets, jusqu'à ce qu'elle ait manifesté plus particulièrement sa volonté et celle en date du douze décembre, ne peut se dissimuler que ces déffenses la dépouillent de ses droits les plus sacrés, et de ses fonctions les plus essentiellement inhérente à sa constitution, elle est par leur effet dans une véritable interdiction et forcée de suspendre les délibérations et ses fonctions à l'exception du service des pauvres, attendant avec respect, que Sa Majesté veuille bien écouter les justes et respectueuses représentations, avant qu'elle soit légalement jugée.

C'est pourquoi elle a arrêté qu'elle suspendoit ses délibérations et fonctions à l'exception du service des pauvres jusqu'à ce qu'elle puisse faire parvenir ses respectueuses représentations à Sa Majesté, et qu'il ait été prononcé légalement sur l'objet de ses représentations et sur ses décrets, arrêté aux Ecoles de médecine l'assemblée tenante ce mardy quinze décembre mil sept cent soixante et dix huit.

Des Essarts, Doyen.

Et ont signé par ordre de la Faculté :

De l'ordre des anciens,

MM. Lépine
Bouvard
Majault
Borie
Maloet
Moreau

De l'ordre des jeunes,

MM. Jeanroi, l'oncle
Salin
Thierry de Bussy
Gauthiers
Maquart
Guenet.

ŒUVRE HYDROLOGIQUE :

LA RECHERCHE DE LA QUALITÉ DES EAUX

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDES CHIMIQUES ET MÉDICALES

Nous avons vu dans l'historique que nous avons esquissé, de la Société Royale de Médecine, combien étaient nombreux les objets sur lesquels cette Société, astreinte à l'origine à des travaux limités, quoique vastes, porta son activité. C'est de toute la médecine d'alors qu'elle s'occupa.

La place qu'y prirent les eaux minérales, sans être la plus considérable, fut grande. La Société s'attacha à ce que les travaux entrepris le fussent avec minutie. Pour cela elle stimula le zèle de ses correspondants par des prix ; mais leur meilleure récompense ne pouvait être que celle de voir leurs mémoires dignes de figurer dans les ouvrages, qu'elle faisait éditer. La Société se fit un devoir de leur prodiguer des conseils et ne manqua pas de faciliter par une méthode d'analyse la tâche de ceux qui étudièrent les eaux minérales. Dans la préface, l'article VII du chapitre de l'histoire leur est entièrement consacré.

Analyse des Eaux Minérales

VII^o L'analyse des Eaux Minérales, dont le Roi a attribué la connaissance à la Société, est une des recherches chimiques qui exige le plus de ressources dans l'esprit de celui qui s'y applique. Les principes suivants serviront de guides à ceux qui se livreront à ce travail :

1° Il faut déterminer la pesanteur de l'eau que l'on examinera, à l'aide d'un aëromètre, et sa température par le moyen d'un bon thermomètre. Mais il est en même temps nécessaire de connoître celle de l'air ; ce que l'on fait en se servant de deux thermomètres de comparaison. On doit, afin d'éviter toute erreur, répéter l'expérience à différentes heures du jour.

« Il est essentiel que les thermomètres dont on se servira, soient construits avec du Mercure : ce sont les seuls dont la marche soit constante et régulière : ils sont d'ailleurs beaucoup plus sensibles aux légères variations de la chaleur et du froid, que ne le sont les thermomètres à esprit-de-vin, ces derniers étant rarement comparables entre eux.

2° On distinguera la couleur de l'eau, son degré de transparence, sa saveur et son odeur. On examinera si elle dépose quelque sédiment lorsqu'on la conserve dans des bouteilles, quelle est la couleur, la quantité et la nature de ce sédiment.

3° On éprouvera si l'eau verdit le syrop de violettes.

4° On essayera s'il se fait un précipité, lorsqu'on y jette de l'huile de tartre par défaillance : on connoîtra la quantité et la couleur du précipité.

5° On versera dans l'eau quelques gouttes de dissolution d'argent, faite par l'acide nitreux. Lorsque la liqueur devient légèrement trouble et de couleur d'opale et qu'il se dépose une matière sous la forme de petites écailles blanches c'est un indice de la présence de l'acide vitriolique dans l'eau, car ce dépôt n'est que du vitriol de lune. Si au contraire ce vitriol devient mat par l'addition de la dissolution d'argent et qu'il se forme un précipité de flocons blancs, c'est une preuve que l'acide marin est contenu dans l'eau ; car ce dépôt est un sel marin d'argent ou lune cornée.

« Il arrive souvent que les dépôts formés dans une eau minérale par l'addition de la dissolution d'argent, commencent par être blancs et se colorent ensuite en violet ou en noir, effet qui doit être attribué à la présence de quelque matière grasse ou phlogistiquée contenue dans l'eau minérale.

6° L'infusion de noix de Galle versée dans une eau minérale sert à découvrir la présence du fer : l'eau prend alors une couleur plus ou moins rougeâtre, pourpre ou violette.

7° On découvre les matières sulfureuses ou phlogistiquées dans l'eau minérale, en y plongeant une lame d'argent.

« Pour connoître l'existence et la nature des différens gas dont l'eau peut être imprégnée, il faut remplir une bouteille de cette eau, lier au col de la bouteille une vessie flasque, et chauffer ensuite pour donner lieu au dégagement de l'air qui peut s'y trouver. On doit faire passer le gas que l'on aura obtenu dans une bouteille pleine de teinture de tournesol et agiter le mélange ; si la teinture ne change pas de couleur, et si aucune portion du fluide aériforme n'est absorbée, il faut renverser la bouteille et présenter à l'orifice une bougie allumée : Si la vapeur qui s'élève de la bouteille s'enflamme, c'est une preuve que l'eau contenoit un gas inflammable ; si au contraire la vapeur ne s'allume pas, même lorsqu'on plonge la bougie dans la bouteille, c'est que le fluide aériforme est, ou de l'air pur, ou de l'air méphitique. Dans le premier cas, la bougie continue de brûler dans la bouteille ; dans le second, la bougie s'éteint. Lorsque le fluide aériforme qu'on a fait passer dans la teinture de tournesol la change en rouge, ce fluide est l'acide crayeux ou l'air fixé de M. Priestley : mais comme il est souvent mêlé avec l'air commun, il faut agiter afin que l'eau absorbe l'acide. On détermine ensuite facilement la quantité d'air pur que l'eau n'a pas absorbée.

8° On rencontre souvent des eaux minérales qui ne contiennent qu'une fort petite quantité de gas ou de fluide aériforme, assez intimément combiné pour ne pouvoir être dégagé que par l'ébullition. Dans ce cas l'appareil de la vessie n'est pas suffisant ; il faut verser l'eau dans une cornue de verre à laquelle on ajuste un récipient dans lequel lon a mis de la teinture de tournesol. En faisant bouillir l'eau, le gas ne manque pas de se dégager et de rougir la teinture de tournesol, s'il est acide. Il est important d'examiner les eaux minérales qui ont souffert l'ébullition, afin de savoir si leur saveur n'est point altérée, si elles laissent déposer quelque précipité, et quelle est la nature et la quantité du dépôt.

9° On fait évaporer lentement dans une vaisseau de verre ou d'argent dix à douze pintes d'eau minérale, qu'on réduit à une pinte ou qu'on rapproche jusqu'à ce qu'il se soit formé au

fond du vaisseau un précipité sensible ; on filtre alors pour séparer l'eau du précipité.

10° On doit examiner la saveur de l'eau minérale rapprochée, essayer si elle verdit le syrop de violettes et si elle fait effervescence avec les acides ; ce qu'il indique qu'il contient un alcali : car ce sont ordinairement les alcalis et la terre calcaire qui communiquent à l'eau la propriété de verdir le syrop de violettes ; mais lorsque l'eau a été bien rapprochée, par l'évaporation, on est assuré que toute la terre calcaire est précipitée.

11° En continuant d'évaporer l'eau lentement et par degrés, on obtient des sels qu'elle contient ; ceux qu'on y trouve le plus ordinairement, sont le sel de Glauber : il cristallise en petites aiguilles qui s'effleurissent à l'air ; il a une saveur amère ; il ne peut être décomposé par l'alcali fixe et il fournit avec la dissolution d'argent un précipité de vitriol de lune.

« Le sel fébrifuge de Sylvius : il cristallise en cubes ; il ne peut être décomposé par l'alcali fixe ; mais l'huile de vitriol en dégage de l'esprit de sel marin, et la dissolution d'argent est précipitée en flocons blancs ou en lune cornée par ce sel.

« Le sel d'Epsom ou de Sedlitz : il cristallise en aiguilles, comme le sel de Glauber, mais ses cristaux ne s'effleurissent point à l'air.

« Ils ont une saveur fort amère : ce sel est précipité par l'alcali fixe, par l'alcali volatil caustique, ou esprit volatil de sel ammoniac, et même par l'eau de chaux ; mais ce précipité étant calciné, ne se convertit point en chaux vive. La dissolution d'argent est troublée par le sel d'Epsom, et il s'en précipite un vrai vitriol de lune.

« Le sel marin calcaire : ce sel ne prend point de forme régulière ; il ne se manifeste jamais que lorsque la liqueur est presque entièrement évaporée. Il a une saveur très amère ; il est précipité en blanc par l'alcali fixe, et le précipité n'est que de la craie qui prend, par la calcination, les caractères de la chaux vive. L'alcali volatil caustique et l'eau de chaux ne troublent point ce sel, lorsqu'il est bien pur. Si quelquefois il se forme un léger précipité, c'est parce que le sel calcaire est mêlé d'un peu de sel marin à base de terre absorbante ou de magnésie, comme celle qui se trouve dans le sel de Sedlitz, ou le sel d'Epsom d'Angleterre. L'huile de vitriol versée sur le sel, en

dégage de l'esprit de sel marin fumant et la dissolution d'argent est précipitée en lune cornée.

« Le vitriol martial se trouve rarement dans les eaux minérales. Lorsqu'il s'y remontre, il cristallise en petites aiguilles verdâtres d'une saveur stiptique. Ces cristaux se décomposent au feu et deviennent rouges. L'alcali fixe précipite ce sel avec une couleur jaune, verdâtre ; l'alcali phlogistiqué en dégage du bleu de Prusse et l'infusion de noix de Galles lui fait prendre une couleur pourpre ou violette.

Il faut observer, à l'égard de l'alcali phlogistiqué, que les épreuves que l'on tente avec ce réactif peuvent induire en erreur, sur-tout lorsqu'on s'en sert pour déterminer la présence du fer et la quantité de ce métal contenue dans une eau minérale. L'alcali phlogistiqué étant toujours chargé d'une très grande quantité de bleu de Prusse, qu'on peut en précipiter à l'aide d'un acide ; il arrive souvent que le bleu de Prusse que l'on obtient par le mélange de l'alcali phlogistique avec une eau minérale, était tout contenu dans l'alcali et qu'il en a été dégagé par le principe acide de l'eau minérale : en sorte que cette expérience ne peut servir à manifester la présence du fer, qu'autant qu'on n'a point ajouté d'acide à l'eau minérale, et que d'ailleurs elle est confirmée par l'expérience de la noix de Galles.

« L'alcali fixe : il ne cristallise point et se trouve mêlé avec le sel marin calcaire dans les dernières portions de la liqueur. On le reconnaît par la couleur verte qu'il communique au syrop de violetttes en l'unissant à différens acides ; on en détermine l'espèce par les sels neutres qu'il forme.

« Il arrive souvent que les dernières portions d'une eau minérale qu'on a fait évaporer, sont dans l'état d'une eau mère saline qui ne fournit point de cristaux. Il fait pousser l'évaporation jusqu'à dessécher le résidu, que l'on fait ensuite dissoudre dans l'esprit de vin, et en procédant par une évaporation lente, on sépare facilement tous les sels, qui cristallisent les uns après les autres.

12° On prend le précipité resté sur le filtre dans l'opération (n° 9) : il est ordinairement composé de terre calcaire et de sélénite. Souvent il contient du fer ; ce que l'on reconnoît par la couleur jaune ou brune. Pour séparer ces différentes matières,

on lave ce précipité avec du vinaigre distillé, ayant soin d'en ajouter jusqu'à ce qu'il ne fasse plus d'effervescence et qu'on n'aperçoive plus de dissolution s'opérer. On filtre la liqueur et on pèse le résidu. Le déchet qu'il a éprouvé, vient de la terre calcaire que le vinaigre a dissoute.

« En évaporant la liqueur, on obtient un sel en aiguilles soyeuses, formées par l'union du vinaigre avec la terre calcaire.

« Si la portion qui reste sur le filtre contient du fer, on peut le séparer en versant dessus un peu d'esprit de sel marin affaibli. Il ne reste ordinairement que de la sélénite.

« Les expériences que nous venons de détailler, ne sont pas les seules que l'on puisse tenter ; c'est aux lumières du chimiste qui fait l'analyse à suppléer ce qu'on a pu oublier, ou à tenter les expériences qui ne sont applicables qu'à quelques eaux minérales que l'on trouve plus rarement.

« Quelques chimistes font dans l'usage d'employer un plus grand nombre de réactifs ; mais il sont pour la plupart inutiles ou suspects. Telle est, par exemple, la dissolution du mercure dans l'acide nitreux, dont on se sert pour découvrir la présence de l'acide vitriolique dans une eau minérale. Plusieurs personnes pensent que l'acide vitriolique ayant plus d'affinité avec le mercure que n'en a l'acide nitreux, il ne manquera jamais de s'unir au métal avec lequel il forme un précipité jaune au turbith minéral. Ainsi, dès qu'elles voient un précipité de cette couleur se former dans une eau minérale à laquelle on a ajouté quelques gouttes de dissolution mercurielle nitreuse, elles sont persuadées de l'existence de l'acide vitriolique dans l'eau : cependant cette épreuve n'est pas certaine, car lorsque la dissolution nitreuse mercurielle est avec excès d'acide, elle n'occasionne aucun précipité, même avec les eaux les plus chargées de sels vitrioliques ; et quand au contraire elle est fort surchargée de métal, elle fournit un précipité jaune abondant, même avec l'eau distillée la plus pure.

« Il serait à désirer que les personnes qui s'occuperont de l'examen des eaux minérales voulussent bien voir aussi quel est le sédiment qui se trouve dans leurs sources ou fontaines et les matières qui s'en élèvent en se sublimant, et qu'elles donnassent en même temps l'histoire naturelle du terrain dans lequel sour-

dent ces eaux et celles des montagnes les plus voisines, dont on présume qu'elles descendent.

« Il ne suffit pas que la chimie nous éclaire sur la nature du principe que l'on trouve dans les eaux minérales, il faut encore que la Médecine pratique en détermine les propriétés. On indiquera les maladies dans lesquelles l'observation aura prouvé que leur usage aura été salutaire. On indiquera leurs doses, leurs effets et la saison dans laquelle on a coutume à les prendre ; surtout on évitera de leur attribuer des vertus trop générales, parce qu'en surpassant toute croyance, on n'en mériterait aucune. »

Plus tard, cette méthode fut complétée. En 1782 parurent « Les Leçons Élémentaires d'Histoire Naturelle et de Chimie, etc. », par M. de Fourcroy. La Société jugea utile et même indispensable de donner dans le troisième volume, un extrait de ce qui concernait les eaux minérales dans ces Leçons. Cet extrait servit de supplément à la méthode analytique de la Préface.

Nous indiquons ci-dessous la signification des termes anciens employés dans cette « Méthode d'Analyse ».

Acide marin : acide chlorhydrique.

Air fixé de M. Priestley : acide carbonique.

Alcali fixe { minéral : soude.
 { végétal : potasse.

Alcali phlogistiqué : prussiate de potasse.

Alcali volatil caustique : ammoniaque.

Bleu de Prusse : Voir Histoire de la découverte dans Hœfer.
Histoire de la Chimie, t. II, p. 466.

Huile de tartre : carbonate de potasse tombé en déliquium.

Sel d'Epsom ou de Sedlitz : sulfate de magnésium.

Sel fébrifuge de Sylvius : chlorure de potassium.

Sel de Glauber : sulfate de sodium.

Sélénite : sel de l'acide sélénieux.

Sirop de violettes : alors très en vogue ; voir Baumé « Eléments de Pharmacie », 1784, p. 467.

Terre Calcaire : chaux.

Vitriol de lune : nitrate d'argent.

Vitriol martial : sulfate de fer.

EXAMEN DES EAUX MINÉRALES PAR LES RÉACTIFS

« On donne le nom de réactifs à des substances que l'on mêle aux eaux, pour reconnaître d'après les phénomènes qu'elles présentent la nature des matières que les eaux tiennent en dissolution. Les meilleurs chimistes ont toujours regardé l'emploi des réactifs comme un moyen très moderne pour découvrir les principes des Eaux minérales. Cependant on ne saurait aujourd'hui douter que la chaleur nécessaire pour évaporer les eaux, quelque faible qu'elle soit, ne puisse produire des altérations sensibles dans leurs principes. Ne reste-t-il donc point de moyen de reconnaître la nature particulière des substances tenues en dissolution dans les eaux, sans recourir à la chaleur ?

« Parmi les réactifs que l'on a proposés pour l'analyse des eaux minérales, ceux dont on doit attendre le plus de lumière, sont la teinture de tournesol, le sirop de violettes, l'eau de chaux, l'alcali fixe caustique, l'huile de vitriol, l'acide nitreux, la lessive saturée de la partie colorante du bleu de Prusse, la teinture spiritueuse de la noix de galle et les dissolutions nitreuses de teinture et d'argent. M. Bergman y joint le papier coloré par la teinture aqueuse de pernambone, qui devient bleue par les alcalis : la teinture aqueuse de terra merita, que les mêmes sels font passer au rouge brun ; l'acide du sucre, pour indiquer la présence de la plus petite quantité possible de chaux, et plusieurs autres qui ont été proposés par la plupart des chimistes ; mais ceux que nous avons indiqués suffisent pour faire reconnaître toutes les substances contenues dans les eaux minérales ».

Ici chaque réactif est étudié en détail ainsi que les réactions produites par leur contact sur les eaux minérales.

Puis vient l'examen des eaux minérales par la distillation. Celle-ci est employée pour connaître les substances gazeuses qui leur sont unies. Ces substances sont, ou de l'air ou de l'acide crayeux, ou du gaz hépatique. Une cornue et une cloche à mercure sont nécessaires pour opérer. On porte l'eau à ébullition. On mesure la quantité de gaz qu'elle produit et l'on recherche sa qualité par différentes épreuves : si le gaz s'enflamme et si

son odeur est putride on a affaire à du gaz hépatique ; s'il éteint une bougie allumée, rougit le tournesol et précipite l'eau de chaux, c'est de l'acide crayeux ; s'il entretient la flamme et ne donne aucune réaction avec les précédents réactifs, c'est de l'air.

L'examen par l'évaporation met un terme à cette série de manipulations.

L'évaporation, dit M. de Fourcroy, est généralement regardée comme le moyen le plus sûr d'obtenir tous les principes des eaux minérales. Il est recommandé d'opérer avec une vingtaine de livres. Les eaux doivent être évaporées à siccité. Il y a quatre substances à examiner sur la matière obtenue par l'évaporation :

1° le résidu insoluble dans l'esprit de vin et dans l'eau à différentes températures ;

2° les sels dissous dans l'esprit de vin ;

3° ceux dont l'eau froide s'est emparée ;

4° enfin, ceux qui ont été enlevés par l'eau bouillante.

**

Un compte rendu des observations envoyées était fait dans l'Histoire. Les observations les meilleures figuraient dans les mémoires, où elles étaient publiées intégralement. Les Mémoires ayant trait aux eaux minérales ne furent pas nombreux. Il y en eut deux. Celui de M. Bonafos sur les eaux de la Preste, et celui de M. Gallot sur l'analyse des eaux minérales des Fontenelles, de la Brossardière, de Réaumur de Boisse et de la Ramée, en Bas Poitou. Ils parurent dans le premier volume. D'ailleurs vers la fin le zèle des correspondants se ralentit au point que les derniers volumes sont dénués d'intérêt à ce sujet. Nous citerons celui de M. Bonafos, car il est le premier et le plus complet ; après une brève description des lieux, outre l'analyse des eaux et leurs indications thérapeutiques, il renferme plusieurs observations de maladies qui témoignent de l'efficacité des eaux de la Preste. Nous parlerons d'une façon succincte du mémoire de M. Gallot.

*Mémoire (1) sur les eaux de la Preste en Roussillon
(lu le 17 décembre 1777), par M. Bonafos Doyen de la Faculté
de Médecine de Perpignan, associé Regnicole*

La Preste est un lieu du Roussillon, situé dans une gorge placée entre des montagnes arides et escarpées, à environ deux lieues de distance de Prats de Mollo ; c'est-à-dire à douze lieues de la ville de Perpignan.

On n'y trouve qu'un mauvais bâtiment prêt à s'écrouler de vétusté, dans lequel on est exposé à toutes les injures du temps et à être écrasé sous les ruines. Les chemins pour y parvenir sont très difficiles et dangereux. Enfin on n'a aucune ressource à La Preste, et l'on est obligé d'y faire porter toutes les choses dont on peut y avoir besoin.

Malgré tous ces désagréments, les eaux de La Preste sont très fréquentées : les cures qu'elles ont opéré et qu'elles opèrent tous les jours, leur ont mérité à juste titre une réputation très étendue non seulement en Roussillon, mais encore dans les provinces voisines, et sur-tout chez les Espagnols. Depuis le mois de juin jusqu'à la fin de septembre, il y a à La Preste une grande affluence de gens infirmes qui oublient les inconvénients de l'habitation, par espérance d'y recouvrer la santé.

Pour établir toute l'efficacité et tous les avantages des eaux de La Preste, nous allons examiner en peu de mots, leur nature, leur vertu et leurs usages. Nous entrerons dans le détail des principales maladies dans lesquelles nous les prescrivons. Nous rapporterons enfin plusieurs observations qui en constateront les bons effets : cet ensemble fera voir que les eaux de La Preste ne le cèdent par leurs vertus en rien aux eaux de Barège, de Cauterets, de Bagnères, de Luchon, Dossau, de Bagnols, etc., avec lesquelles elles ont une parfaite analogie.

Les eaux de la Preste sont chaudes. Il y a trois sources dont la température est différente. La première a 38 degrés et demi de chaleur au thermomètre de Réaumur. La seconde en a 36, et la troisième n'en a que 25 et demi.

La première source sort d'un roc et va se jeter dans un bassin vouté, qui a 25 pieds en quarré. La seconde s'élève de la surface de la terre et va se mêler à un petit ruisseau qui coule à

(1) Tome I de l'Histoire et Mémoires de la S. R. M. page 387 et suivantes.

côté. La troisième enfin passe à travers une vieille mesure, où l'on trouve encore les restes d'un ancien bassin, dans lequel suivant la tradition du pays, on faisait autrefois baigner les lépreux.

Cinq heures après que le bassin est rempli de l'eau de la première source, la chaleur de cette eau diminue de 5 degrés, et ne se trouve conséquemment que de 33 et demi.

Ces eaux paraissent très claires, mais elles déposent sur les lieux par où elles passent des flocons blanchâtres, qui forment un espace de mucilage, gras et onctueux. Le sédiment exposé à l'air devient d'abord d'une couleur verdâtre et ensuite plombée ; il répand une odeur très forte d'œufs couvés, qui se conserve longtemps. Lorsqu'il est desséché il s'enflamme aisément, la flamme qu'il donne alors est bleuâtre, et exhale une odeur sulfureuse.

La première et la seconde source des eaux de la Preste, ont le goût et l'odeur d'Hépar, à un degré très éminent ; mais à peine apperçoit-on ce goût et cette odeur dans celle de la troisième source. Les pièces d'argent qu'on y jette ou qu'on expose à leur vapeur, contractent d'abord une couleur d'un rouge brun, qui devient ensuite noirâtre.

La solution du sel de Saturne mêlée avec ces eaux, forme un précipité de couleur gris cendré, tirant un peu sur le brun. Celui qui occasionne la solution du sublimé corrosif est d'un jaune clair. Le nitre de lune leur donne aussi une couleur jaunâtre. Tous ces faits prouvent évidemment que les eaux de la Preste contiennent beaucoup de soufre, mais ce principe est si divisé et si volatil qu'il s'évapore bientôt, et ces eaux perdent en très peu de temps leur goût, leur odeur et leur vertu. Ce qui fait qu'elles ne souffrent pas le transport, quelque précaution qu'on prenne.

Le sel ammoniac, le sel de tartre, l'esprit ou l'huile de vitriol, le sirop violat et la poudre de noix de galles, ne produisent dans ces eaux aucune altération sensible.

Si enfin on en expose une certaine quantité sur un feu lent et qu'on la laisse évaporer, à peine trouve-t-on un ou deux grain d'un résidu cendré, qui au moindre degré de chaleur se volatilise, et répand une odeur de soufre sans la moindre crépitation.

La vertu des eaux de la Preste paraît dépendre de leur chaleur et du soufre qu'elles contiennent. Elles sont sédatives, incisives et vulnéraires-détersives. Elles rétablissent les sécrétions, elles facilitent l'expectoration, rendent le cours des urines plus libre, corrigent l'acreté des humeurs et portent sur-tout à la peau. Il résulte de là que leur usage doit être utile dans une infinité de cas.

En effet, on les prend avec succès dans le catarrhe et dans toutes les sortes de rhumes opiniâtres et négligés. Elles ont de bons effets dans l'asthme : elles ont souvent fait des prodiges à la suite des crachements de sang, dans les dispositions à la phtisie pulmonaire, et même dans le commencement de cette maladie. Elles sont fort utiles dans les suppurations internes et externes, dans les dérangements de l'estomac, tels que le vomissement habituel, et pour détruire des obstructions et les embarras dans les viscères. Leur usage intérieurement et extérieurement est aussi très avantageux dans les affections néphrétiques gravelleuses, dans les coliques néphrétiques, intestinales, hystériques, dans la goutte, le rhumatisme et les anchiloses, dans les caries des os, dont elles procurent souvent l'exfoliation ; dans la paralisie, dans les différentes maladies de la peau ; dans les ulcères ; dans les fluxions aux yeux et aux oreilles.

Les observations que nous allons rapporter en fournissent la preuve.

1^{re} OBSERVATION

Une jeune demoiselle de Perpignan a éprouvé plusieurs fois les bons effets des eaux de la Preste.

A la suite d'une chute qu'elle fit dans son enfance, il lui survint un dépôt considérable dans le genou ; le volume de cette partie était presque aussi gros que celui de la tête ; il s'y fit une anchilose. Cette demoiselle commença d'abord par boîter, et bientôt elle fut réduite à un tel état qu'elle ne pût plus marcher. Ce n'était là encore que le prélude de ses maux. La tumeur du genou et l'anchilose furent détruites par le moyen des bains, des douches et des boues que les eaux de la Preste déposent, et qu'on appliquait sur la partie malade ; la jambe reprit toute sa flexibilité et sa mobilité naturelle ; depuis ce temps-là, cette demoiselle a toujours marché très librement et sans boîter ; longtemps après, elle fut atteinte d'une fièvre aiguë avec une toux convulsive violente. Elle

cracha du sang, et ressentit un très grand feu dans la poitrine : on vit plusieurs fois le moment où elle allait être suffoquée ; on employa inutilement les délayants, les adoucissans et les calmans. On fut obligé de la saigner jusqu'à ce qu'elle tombât en syncope ; enfin tous ces symptômes se calmèrent, mais la poitrine resta affectée, avec une fièvre lente.

Dans une autre occasion elle eut un mal de tête horrible, accompagné d'un battement convulsif au côté droit de cette partie, si violent, que les personnes qui étaient auprès de la malade croyaient l'entendre, et que la main qu'on appliquait sur l'endroit de la douleur pour la soulager, était repoussée avec véhémence.

La toux convulsive et crachement du sang, revenaient fréquemment il est survenu plusieurs fois une aphonie totale ; l'estomac a été très dérangé : tantôt la malade a eu un dégoût universel, tantôt elle a éprouvé des vomissemens dans lesquels elle rendait tout ce qu'elle prenait, avec des douleurs vives à l'estomac, accompagnées souvent d'une fièvre aiguë qui faisait craindre l'inflammation.. Ce dernier accident a été tel dans une occasion, que pendant quinze jours de suite, la malade ne put pas garder la moindre chose, pas même une seule goutte d'eau ; de sorte qu'on désespérait de sa vie.

Non seulement dans le cours de ses maladies, mais encore longtemps après, elle a été tourmentée d'une insomnie des plus longues et des plus cruelles, sans qu'il fut possible de la faire dormir un moment ni nuit ni jour, quelques moyens que l'on prit.

C'est dans les eaux de la Preste que cette demoiselle a toujours trouvé le remède à ses maux. Il y a quelques années qu'étant dans l'état le plus triste, attaquée d'une fièvre lente, de crachemens de sang fréquents, avec une toux opiniâtre, une extinction de voix totale, réduite au marasme et dans épuisement extrême de ses forces, elle voulut absolument être transportée à la Preste contre tous les avis ; on craignait qu'elle mourut en chemin, ce qui manqua d'arriver ; mais la ferme confiance où elle était de trouver à la Preste la même ressource qu'elle y avait trouvée tant d'autres fois, ranima son courage et lui fit surmonter tous les obstacles qu'on lui opposait. Elle partit donc pour la Preste ; lorsqu'elle fut arrivée, elle prit aussitôt les eaux ; de plus elle se traînait plusieurs fois par jour à la source pour en respirer la vapeur. Le quatrième ou le cinquième jour qu'elle s'y était transportée, il lui survint une quinte de toux, dans laquelle elle rendit un kiste, et au même instant recouvra la voix ; bientôt tous les autres symptômes disparurent, et la demoiselle revint à Perpignan en bonne santé.

Elle retourna l'année suivante à ces eaux ; sa santé s'y rétablit de plus en plus, l'aphonie n'est plus revenue ; l'estomac s'est rétabli, ainsi que l'appétit et le sommeil ; et cette demoiselle jouit depuis ce temps d'une santé à laquelle n'avait pas lieu de s'attendre.

2° OBSERVATION

Une dame attequée d'une fièvre lente avec oppression à la poitrine, extinction de voix, un grand dégoût, un cours de ventre depuis deux mois et un œdème des parties inférieures, a été radicalement guérie dans l'espace de quinze jours, par l'usage interne des eaux de la Preste.

3° OBSERVATION

Il y a environ vingt-cinq à trente ans, qu'un gentilhomme de Perpignan attaqué d'une fièvre lente, avec crachats purulens à la suite d'une inflammation de poitrine, et réduit presque au marasme fut transporté à la Preste pour y prendre les eaux ; l'effet en fut si salulaire, que le malade en revint parfaitement guéri. Il s'est toujours très bien porté, sans avoir jamais eu dans la suite le moindre mal à la poitrine.

4° OBSERVATION

Un homme âgé de 35 ans, d'une maigreur extrême et attaqué d'une fièvre lente, avait une toux sèche, avec difficulté de respirer et une douleur fixe à un des côtés de la poitrine, il fut guéri dans quinze jours par l'usage des eaux de Preste, qui procurèrent un flux abondant d'urines, sans qu'il parut aucune expectoration.

Des crachements sanieux, même avec une fièvre lente et difficulté de respirer, ont cédé souvent à la vertu des eaux. On a vu des asthmes et des catarrhes opiniâtres, céder à leur efficacité.

Les eaux de Barèges et de Canterets n'ont jamais produits de meilleurs effets que celles de la Preste, dans les maladies de poitrine.

Non seulement ces eaux ont été utiles dans les suppurations commencantes du poumon, mais encore dans le traitement des suppurations externes.

Les ulcères des reins et de la vessie, des gonorrhées anciennes, des fleurs blanches accompagnées même de douleurs lancinantes dans la matrice, qui faisaient craindre quelque vice cancéreux, n'y ont pas résisté

5° OBSERVATION

Une jeune demoiselle était incommodée depuis longtemps d'une perte blanche, pour laquelle elle avait fait inutilement toutes sortes de remèdes. Elle ressentit ensuite dans la matrice des douleurs aiguës, que rien ne pouvait calmer. Des pertes rouges occasionnées par la corrosion qu'excitaient les matières acres qui coulaient toujours, se joignirent souvent à la perte blanche. La fièvre lente

survint avec une toux et des crachats fort suspects. La malade avait de plus, un dégoût universel, et elle était tourmentée par une insomnie des plus cruelles.

En attendant que la saison fut propre pour aller à la Preste, on s'occupa de pallier la maladie ; mais dès que cette saison fut arrivée, la malade partit pour la Preste. Elle y fit usage des eaux intérieurement et extérieurement ; elle avait en outre l'attention d'en recevoir la vapeur par le vagin, afin qu'elle parvint jusqu'à la matrice. Par l'effet de ces eaux, la malade recouvra bientôt le sommeil et l'appétit ; les forces revenaient à vue d'œil, les douleurs lancinantes de la matrice cessèrent entièrement, la perte blanche diminua beaucoup et perdit toute son acreté. La malade revint à Perpignan, et y parut dans un état bien meilleur que celui où elle en était partie. Depuis longtemps elle n'avait pas été si bien.

Il y a lieu de croire que si elle eut passé les chaleurs de l'été à la montagne, et qu'elle fut revenue à la Preste dans la seconde saison comme on lui avait conseillé, elle aurait été guérie radicalement. Mais les fortes chaleurs qu'elle eut à essayer à Perpignan, lui furent préjudiciables, et diminuèrent beaucoup les bons effets qu'avaient produits les eaux de la Preste.

6^e OBSERVATION

Une dame atteinte d'une perte blanche très acre, qui l'avait beaucoup maigrie, avait déjà un commencement de fièvre lente, avec une toux sèche et un cours de ventre opiniâtre ; de sorte que l'on craignait beaucoup pour ses jours ; elle alla à la Preste et en revint totalement guérie ; elle s'est portée très bien depuis, et elle a eu plusieurs enfants bien constitués.

Des vieux ulcères, même des ulcères avec carie, plaies en différentes parties du corps, ont été guéris par l'usage externe et interne des mêmes eaux, tantôt sous la forme de bains, tantôt sous celle de lotions et d'injections, et par l'application d'un plumaceau chargé des flocons blanchâtres qu'elles déposent, et dont on se sert comme de digestifs. Elles réussissent encore bien mieux si les ulcères sont traités méthodiquement et si l'on pratique les ouvertures et les incisions convenables, afin de découvrir tous les sinus où elles n'auraient pas pu pénétrer.

7^e OBSERVATION

Un jeune homme infecté depuis plusieurs années d'un virus vérolique, menait une vie languissante : il fut attaqué d'une maladie aiguë qui résistait à tout. Un jour en le changeant de linge, on s'aperçut d'un dépôt considérable au côté droit de la poitrine, qui

s'étendait sur tout l'hipocondre. Le chirurgien ne l'eut pas plutôt ouvert, qu'il sortit à l'instant un jet considérable de matière sanieuse. On trouva que la matière avait fusé jusque sur la partie convexe du foie, et qu'elle avait pénétré dans sa substance, qui était abcédée, et dans laquelle il s'était formé un sac plein de pus. Cette matière était si âcre qu'elle avait corrodé les deux dernières fausses côtes, qui par l'effet de la corrosion étaient fracturées en entier. Le malade était faible et dans le marasme ; il fut cependant pansé méthodiquement ; et comme le plus grand mal dépendait d'un virus vérolique, on eut recours en même temps aux préparations mercurielles administrées avec beaucoup de ménagement et de prudence ; il fut mis aussi à la diète blanche qu'il supporta très bien ; l'abcès alla de mieux en mieux ; l'ulcère du foie fut bien détergé et se consolida ; le malade reprit des forces et de l'embonpoint, enfin le virus vérolique parut détruit ; mais il resta une carie aux côtes avec ulcères fistuleux. Le malade fut envoyé aux eaux de la Preste, dont il usa en boisson et prit des bains. On faisait aussi des injections dans la plaie avec ces eaux. L'exfoliation se fit, il sortit plusieurs esquilles, le cal se forma, l'ulcère se cicatrissa, et le malade revint de la Preste radicalement guéri.

8° OBSERVATION

Une demoiselle était tombée dans un état de dessèchement et langueur, que l'on attribuait à l'usage immodéré du café. Il se forma un dépôt considérable à la cuisse sur le grand trochanter ; on en fit l'ouverture, il sortit beaucoup de matière et l'os se trouva carié. L'ulcère fut pansé suivant les règles de l'art ; il se détacha beaucoup d'esquilles, mais on ne put jamais parvenir à une entière cicatrice. La malade alla à la Preste, elle en prit ces eaux, et elle y usa des bains ; on faisait aussi des injections dans la plaie avec ces mêmes eaux, l'exfoliation de l'os se fit parfaitement, toutes les esquilles sortirent, la carie fut détruite, l'ulcère se consolida, et la malade revint guérie à Perpignan.

Dans les plaies d'armes à feu les eaux de la Preste ont aussi bien réussi que celles de Barège et Cauteretz. Plusieurs enfants ont été guéris de la teigne par le moyen de ces eaux dont ont baignait leurs têtes. La gâle la plus opiniâtre n'a pas résisté à leur efficacité, ainsi que les dartres les plus invétérées et de la plus mauvaise espèce.

9° OBSERVATION

Parmi un grand nombre de personnes qui ont été guéries de cette dernière maladie, nous connaissons un homme dont tout le

corps était couvert d'une dartre vive, qui suppurait et qui formait une espèce de lèpre ; il a été entièrement guéri par les bains et par l'usage interne de ces eaux.

Les calculs plongés dans les eaux de la Preste ont beaucoup diminué de leur volume après y être restés un certain temps ; aussi font-elles rendre beaucoup de sable par les urines, et procurent-elles un grand soulagement aux personnes sujettes à la néphritique, de même qu'aux gouteux.

10° OBSERVATION

Un homme de Prats de Mollo, gouteux depuis sa jeunesse, avait éprouvé plusieurs fois que si, dans les saisons convenables il allait se baigner à la Preste pendant une quinzaine de jours, il n'avait aucune attaque de goutte de toute l'année ; mais au contraire il en essayait de très violentes et de très fréquentes dans le cours des années où il ne lui avait pas été possible d'y aller.

Dans le traitement des rhumatismes ordinaires et des rhumatismes gouteux, les eaux de la Preste ont toujours produit de très bons effets.

Les bains tout-à-fait chauds, pris à la source, ont été très utiles dans les paralysies survenues à la suite des apoplexies séreuses.

Quelque grande et quelque efficace que soit la vertu des eaux de la Preste, il est cependant des cas où elles ne conviennent point et où même il seroit dangereux de les ordonner. Il y a en effet des tempéraments chauds et sanguins, auxquels par conséquent des eaux chaudes et des bains trop chauds seroient nuisibles. Il y a pareillement des maladies dépendantes de trop d'érétisme, qui deviendroient plus fâcheuses par l'usage d'un remède, d'ailleurs si salulaire lorsqu'il est appliqué à propos. Il faut donc pour que les eaux de la Preste produisent les bons effets dont elles sont capables, qu'elles soient ordonnées et dirigées par un médecin habile, expérimenté et prudent.

Nous passerons les bornes d'un simple mémoire, si nous voulons rapporter en détail toutes les guérisons que les eaux de la Preste bien administrées ont opéré et opèrent tous les jours ; mais cette faible esquisse suffira pour en faire connaître la nature et les vertus, et pour établir d'une manière incontestable

leur parfaite analogie avec les eaux de Barège, de Cauteretz, de Bagnères, de Luchon, de Bonnes d'Ossau, de Bagnols en bas-Languedoc, et autres.

En effet toutes les eaux dont nous venons de parler sont sulfureuses, suivant le témoignage de M. Borden et de MM. Richard et Bayen.

La température des eaux du Béarn et de la Bigorre est à peu près la même que celle des eaux de la Preste. Il est vrai cependant que l'eau de la grotte de Luchon, qui est la principale, a 52° de chaleur au thermomètre de Réaumur, mais celle de la seconde source, appelée eau de la Reine, n'en a que 39. La troisième source est divisée en deux parties ; la chaleur de l'une varie depuis le 24° jusqu'au 27° degré, et l'autre partie, à laquelle on donne le nom de froide, varie depuis le 17° jusqu'au 21° degré. Le mélange que l'on fait de ces deux dernières sources lorsqu'on veut en faire usage, les rapprochent des eaux de la Preste.

Il se forme également à la surface de ces eaux une pellicule blanchâtre qui n'est que du soufre : elles déposent un sédiment en forme de flocons grasseyeux, qui étant desséchés, s'allument sur les charbons ardents, donnent une flamme bleuâtre, et répandent une odeur sulfureuse : elles ont le goût et l'odeur d'œufs couvés ou de foie de soufre. Elles noircissent l'argent et communiquent une couleur de gris-brun-cendré plus ou moins forte à la solution du sel de saturne. N'avons-nous pas observé les mêmes phénomènes dans les eaux de la Preste ? Les eaux du Béarn et de la Bigorre, de même que celles de Luchon, agissent de la même manière, produisent les mêmes effets et sont fort utiles dans les mêmes cas que les eaux de la Preste. On peut s'en convaincre en comparant nos observations avec celles de MM. Bordeu et Richard, consignées dans les ouvrages que nous venons de citer ; leur ressemblance et leur analogie est donc parfaite.

Mais pour que les eaux de la Preste eussent toute la célébrité qu'elles méritent, il faudrait qu'on put y aller plus facilement ou du moins plus sûrement, et qu'on y trouvât, sinon toutes les commodités, du moins les choses les plus essentielles à la vie.

La première chose qu'il y auroit donc à faire, seroit de rendre les chemins depuis Arlas jusqu'à la Preste plus praticables et moins dangereux.

Il faudroit aussi réparer le local de la Preste, y bâtir un logement dans lequel on fut en sûreté et à l'abri des injures de l'air ; et y établir une auberge où l'on put séjourner pendant le traitement.

Il seroit bien important qu'il y eut un hospice pour les soldats, afin que ceux qui sont en garnison dans le Roussillon et qui sont dans le cas d'avoir besoin de pareilles eaux, puissent y être envoyées, au lieu d'aller à Barège ou ailleurs ; ce qui seroit beaucoup moins dispendieux.

3^o Enfin pour retirer des bains de la Preste tous les avantages qu'ils sont capables de produire dans les diverses maladies auxquelles ils peuvent convenir, et pour les accomoder aux tempéraments des personnes à qui l'usage en est prescrit, il seroit convenable de diviser le bassin en différentes loges ; et comme il y a à la Preste plusieurs sources dont la température n'a pas les mêmes degrés, il seroit utile de pratiquer dans chaque loge deux robinets, dont l'un amenât l'eau des deux sources les plus chaudes, et l'autre de la source la plus tempérée. Par ce moyen on mettroit l'eau dans chaque loge à la température qu'on voudroit. Cet arrangement rendroit ces bains plus décens, plus commodes et plus utiles.

ANALYSE DES EAUX MINÉRALES DE FONTENELLES

L'eau minérale de Fontenelles a été analysée en 1776 par M. Cadet, de l'Académie Royale des Sciences et par M. Cordon, docteur en médecine à Palnau en bas-Poitou (Journal de Médecine, décembre 1766). Cette source est située dans un pré, vis-à-vis de l'abbaye de Fontenelles, à cinq ou six lieues des Sables d'Olonne.

« De l'analyse de l'eau de Fontenelles il résulte :

1^o Qu'elle contient un fer très atténué, divisé et privé de la plus grande partie de son phlogistique ;

2^o Que le fer est le produit de quelque pyrite martiale, sur laquelle ces eaux passent en se filtrant : le dépôt ocreux de la source en est une preuve, vu l'acide sulfureux qu'il fournit et le colchotar qui en résulte ;

3° Que l'acide du sel marin y existe ainsi que sa base puisqu'on en obtient des cristaux de sel marin très réguliers ;

4° Enfin que la sélénite qu'on en sépare dans le commencement de l'évaporation est formée au dépens du fer par la terre vitrifiable (qu'il croît être dans ces eaux) ; et à mesure qu'elle s'unit à l'acide vitriolique, elle oblige le fer à se précipiter, etc. De là il suit que cette eau est dans le cas de ne pouvoir être transportée.

Eaux de la Brossardière : de composition analogue à celles des Fontenelles, mais avec plus d'énergie ; elles souffrent mieux le transport et se décomposent moins promptement.

Eaux de Réaumur : presque point de rouille à la superficie, goût ferrugineux ; connues pour être purgatives ; elles n'ont jamais été analysées. A cet effet une pinte en a été apportée à Paris.

Appréciations de la Société Royale de Médecine : « Nous avons analysé l'eau des quatre sources dites de la Brossardière, de Réaumur, de Baisse et de la Rance, par le moyen des réactifs, et nous avons tenté sur les résidus que nous avons obtenus les expériences que la petite quantité d'eau que nous avons pu évaporer, nous a permis de faire ; et les résultats ont été très exactement conformes à ce qui est rapporté ci-dessus.

A Paris, le 116 mars 1777.

D'ARCET, BUCQUET. »

*
**

Les envois pour lesquels il fut fait un compte rendu dans l'Histoire de la Société furent nombreux.

EAUX DE CHATELDON (1)

« M. Desbrets, médecin à Cusset, a envoyé un mémoire sur l'analyse et les vertus des Eaux Minérales de Chateldon, ville du Bourbonnais à trois lieues de Vichy. Ces eaux sourdent à deux endroits différents. Le terrain de ces sources est rougeâtre, on voit une incrustation de la même couleur dans l'endroit où

(1) Volume I, page 335.

elles coulent. Elles paroissent contenir de la terre calcaire, un sel neutre calcaire dont l'acide n'est pas connu et un peu de fer. L'analyse n'est pas aussi complète qu'elle pourroit l'être, et la Société désireroit que l'auteur voulût bien y travailler de nouveau, en suivant la marche qu'elle a indiquée dans une feuille qu'elle a distribuée dans sa dernière séance publique.

Ces eaux sont laxatives, diurétiques, apéritives et incisives. »

EAUX DE SAULCHOIR (1)

« M. Planchon, médecin habile à Tournay, a envoyé un mémoire sur les eaux de Saulchoir près cette ville. Une analyse très-compiquée de ces eaux, lui a fait soupçonner une très grande quantité de principes ; il est clair qu'elles contiennent de la sélénite, du fer, un gas dont la nature n'est pas déterminée et de la terre calcaire. M. Planchon y admet en outre du sel d'Epsom, dont il n'a pas assez établi l'existence, non plus que celle d'un bitume qu'il annonce.

Ces eaux passent pour être toniques et apéritives : la Société attendra des renseignements sur leur analyse ainsi que sur leurs vertus pour prononcer à cet égard. »

EAUX DE DIGNE (2)

« M. de Champorcin a communiqué un mémoire sur les eaux minérales de Digne en Provence ; ces eaux qui sont chaudes, paroissent tenir en dissolution une substance saline analogue, suivant l'auteur, au sel de la mer ; leur analyse n'a pas été faite par ce médecin. Le mémoire de M. de Champorcin contient principalement des observations sur les effets des eaux de Digne. Elles paroissent convenir principalement dans le traitement de l'asthme, des douleurs invétérées, des paralysies et à la suite des blessures.

M. Ricary, médecin dans la même ville, a envoyé l'analyse de ces eaux minérales. Elles paroissent contenir de la sélénite,

(1) Volume I, page 335.

(2) Volume I, page 336.

du sel marin, de la terre absorbante, du fer et une matière grasse dont la nature n'a pas été assez déterminée. La Société a jugé que ces eaux doivent être examinées de nouveau. »

EAUX DE SAINTE-REINE (1)

« M. Domel, chirurgien à Frolois en Bourgogne, a envoyé un mémoire sur les eaux minérales de Sainte-Reine. L'auteur admet dans ces eaux de l'alcali volatil, de l'alcali fixe végétal, de l'huile de pétrole et de la terre ; il appuie cette opinion sur un grand nombre d'expériences, desquelles il résulte seulement que ces eaux doivent être regardées comme alcalines. »

EAUX DE CAUTERETS (2)

« M. de la Playne, médecin, a envoyé une observation sur les bons effets des eaux de Cauterets, dans un jeune homme dont l'estomac se refusoit à tous les aliments à la suite d'une fièvre aiguë mal jugée. Il fut guéri après en avoir bu pendant deux saisons.

L'auteur a joint à cette observation des réflexions sur la manière d'agir de ces eaux. La Société n'a adopté que l'observation, parce qu'elle s'est fait un devoir de ne faire usage que des faits. »

EAUX DE MAUFOLET (3)

« M. Bonafos l'ainé a envoyé à la Société un mémoire sur une eau sulfureuse de Maufolet aux bains d'Arles en Roussillon. Cette eau nouvellement découverte est la troisième des sources qui coulent en ce canton. Elle est chaude ; elle dépose des flocons mucilagineux blanchâtres ; elle a une odeur hépatique et noircit les pièces d'argent. La noix de galle en précipite du fer dans l'état de safran de Mars. L'auteur regarde ces eaux comme légèrement apéritives, sédatives, vulnéraires, détersives et diaphorétiques. »

(1) Volume I, page 336.

(2) Volume, I page 336.

(3) Volume I, page 337.

EAUX DE BOUILLANTS (1)

« M. Frain de Bretonnière a envoyé l'analyse des eaux de Bouillants près Avranches, faites par Fleury l'ainé, apothicaire. Les expériences nombreuses qui y sont détaillées, tant sur l'effet des réactifs que sur l'évaporation, prouvent que ces eaux sont acidulées et martiales. Le fer y est tenu en dissolution par l'air fixe. Elles contiennent en outre un peu de sel marin et de sélénite. »

EAUX DE ROYE (2)

« M. Boulomyer, médecin à Roye, a envoyé l'analyse d'une eau minérale de cette ville, faite par MM. Lassone et Cadet. Il résulte du travail de ces académiciens que ces eaux contiennent par suite un grain et demi de fer, deux grains de terre calcaire, un quart de grain d'alcali minéral, un demi grain de sel marin à base terreuse et un atome de matière grasse végétale. M. Boulomyer a joint à cette analyse des observations sur l'effet de ces eaux dans les faiblesses d'estomac et dans plusieurs autres maladies. »

EAUX DE LA CRAUTE (3)

« M. Durande, médecin de Dijon, a envoyé l'analyse des eaux minérales de la Craute, village à cinq lieues d'Autun. Ces eaux contiennent un foie de soufre à base de magnésie, un peu de sel marin, du sel marin à base terreuse, de la sélénite et de la magnésie, unis à une portion extractive végétale. L'existence du soufre, quoiqu'appuyée d'expériences très-ingénieuses, n'a pas paru démontrée à la Société. Cette analyse a été jugée très bien faite et très propre à éclairer sur les vertus médicales de ces eaux. »

(1) Volume I, page 337.

(2) Volume I, page 337.

(3) Volume I, page 337.

EAUX DE SAINT-SANTIN (1)

« M. Huet de la Martinière, médecin à l'Aigle, a fait parvenir à la Société l'analyse des Eaux Minérales de Saint-Santin, situé près de cette ville ; ces eaux sont très martiales, le fer y est dissous par l'acide crayeux, elles ne se conservent pas et ne peuvent se transporter ; elles contiennent en outre un peu de terre calcaire et de sélénite. Leur usage est très-utile dans les dérangements d'estomac, les diarrhées, les flueurs blanches et dans les engorgements des viscères du ventre. »

EAUX D'ORLIENAS (2)

« M. Lanoix, maître en pharmacie à Lyon, a envoyé l'analyse des eaux minérales d'Orlienas près de cette ville ; elles sont froides, contiennent du fer dissous par l'air fixe, de la terre absorbante, du sel marin et du sel de soude ; le travail de ce chimiste a été jugé très bien fait, et les eaux minérales qu'il a examinées, ont paru posséder à un haut degré la vertu tonique et apéritive. »

EAUX DU RAINSY (3)

« M. Saillant a présenté à la Société un mémoire de M. de Horne, médecin ordinaire de Monseigneur le duc d'Orléans, sur l'analyse des eaux du Rainsy. Ces eaux sont claires, sans saveur, sans odeur ; elles cuisent très bien les légumes, bouillent et se refroidissent très vite. Elles paroissent assez aérées puisqu'il s'en dégage de l'air qui s'attache en bulles aux corps étrangers qu'on y plonge ; elles caillebotent légèrement le savon, se troublent un peu en bouillant, et deviennent laiteuses, par l'addition des alcalis, de la dissolution du mercure, de l'argent et du plomb dans l'esprit de nitre.

Trente-quatre livres de cette eau, mises à évaporer, ont per-

(1) Volume I, page 338

(2) Volume I, page 338.

(3) Volume I, page 339.

du leur transparence, et il s'en est dégagé beaucoup de bulles d'air ; il se forme à sa surface une pellicule séléniteuse ; le dépôt terreux salin et la sélénite pesoient ensemble un gros cinquante-quatre grains lorsque l'eau a été réduite à siccité. Les différents réactifs appliqués à ces résidés, y ont démontré de la terre calcaire, de la sélénite et un peu de sel marin. La comparaison que M. de Horne a faite de ces eaux avec celles que l'on boit à Paris, lui a prouvé qu'elles sont fort analogues à celles d'Arcueil, et qu'elles contiennent moins de substances étrangères que celles de Sainte-Reine, de Bristol et de Ville d'Avray. »

*Analyse de l'eau de Pont de Vesle, ville située en Bresse
à environ une lieue du Sud-Est de Macon
par M. Maret, médecin à Dijon*

Cette eau contient des sels terreux et martiaux.

*
**

La Société analysait dans ses publications les ouvrages qui paraissaient concernant les eaux minérales. C'est ainsi que dans son volume III (page 157) elle annonce que M. Carrère a fini son tableau raisonné des différents auteurs qui ont écrit sur les eaux minérales. Un rapport fut fait sur cet ouvrage et parut dans le volume V (page 239).

*Catalogue des ouvrages qui ont été publiés
sur les eaux minérales de la France, par M. Carrère, in-4°, 1775*

Ce catalogue est précédé d'un discours préliminaire dans lequel M. Carrère expose les motifs qui ont décidé la Société Royale de Médecine à s'occuper de ce travail, l'utilité qui pourra en résulter et le plan qu'il a suivi.

L'ouvrage est divisé en trois parties : la première contient les généralités dont la connaissance est nécessaire à ceux qui veulent s'occuper de l'analyse, des propriétés et de l'usage des

eaux minérales. Elle est divisée en huit classes qui comprennent les ouvrages relatifs aux eaux minérales en général, aux eaux minérales chaudes, froides, aux bains en général et en particulier aux bains chauds, froids, d'eau simple, de vapeur, à la minéralisation des eaux minérales, à la formation, à la nature, à l'état et à la décomposition des principes qu'elles contiennent, à la manière de procéder à leur analyse, à celle de préparer des eaux minérales artificielles, enfin aux ouvrages qui contiennent une bibliographie des eaux minérales de la France. On y trouve les titres et les analyses de 214 ouvrages.

La deuxième partie concerne les eaux minérales de la France en particulier. M. Carrère a suivi la division du Royaume en Provinces, et celle de chaque province en plusieurs cantons ; il rapporte sous chaque province et chaque canton les sources minérales qu'on y trouve, leur nom et leur situation ; il donne en même temps un catalogue raisonné des ouvrages qui ont été publiés sur chacune de ces sources. On trouve dans cette partie une analyse de 849 ouvrages relatifs à cet objet.

La troisième partie contient un dénombrement des sources minérales de la France sur lesquelles on n'a point encore écrit.

C'est un tableau succinct de ces sources, au nombre de 213, auquel M. Carrère a joint une indication de leurs noms et de leur situation : il a suivi la même division du royaume en provinces.

L'ouvrage est suivi de 5 tables. La première est une table des matières selon l'ordre où elles se trouvent dans ce traité, les quatre dernières sont des tables alphabétiques des noms des provinces et des cantons où sont les sources minérales, des noms des lieux où ces sources sont situées, des noms propres des sources et des noms des auteurs.



La Société fit paraître dans la partie physique de l' « Histoire » de son quatrième volume un compte rendu des travaux de M. Brisson, membre de l'Académie des Sciences. Nous ne citons que ce qui a trait aux eaux minérales.

*Sur la pesanteur spécifique de plusieurs substances
employées en médecine*

Par M. Brisson, de l'Académie des Sciences

M. Brisson, membre de l'Académie Royale des Sciences, qui s'est rendu célèbre par un grand nombre de travaux utiles dont les différentes branches de l'histoire naturelle et de la physique a bien voulu déterminer, à notre prière, la pesanteur des eaux minérales, telles qu'elles ont été apportées des sources mêmes à Paris; et celle des espèces de lait les plus en usage. Nous lui en témoignons publiquement notre reconnaissance. Il nous a permis de placer ici un tableau de la pesanteur spécifique de plusieurs substances employées en médecine et qui est extrait d'un ouvrage que le public attend avec impatience sur la pesanteur spécifique des différens corps des trois règnes susceptibles d'être soumis à ce genre d'expérience. Nous pensons que nos confrères nous sauront gré de leur communiquer la partie de ce travail qui intéresse la médecine.

L'objet de comparaison auquel M. Brisson a tout rapporté, est l'eau distillée qu'il est estimé à 10.000 et dont le pied cube pèse 70 livres. Pour ce qui est des procédés ingénieux qu'il a employés dans ses recherches on les trouvera détaillés, avec aura paru.

*Pesanteur Spécifique
de différentes substances employées en Médecine*

Espèce et Variétés	Pesanteur spécifique	Poids du pied cube			
		Livres	Onces	Grains	Grains
<i>Eaux simples :</i>					
Distillée	10000	70	0	0	0
De pluie	10000	70	0	0	0
De la Seine, filtrée.....	10001,5	70	0	1	25
Arceuil	10004,6	70	0	4	9
De Ville d'Avray	10004,3	70	0	3	61
De Mer	10263	71	13	3	47

Espèce et Variétés	Pesanteur spécifique	Poids du pied cube			
		Livres	Onces	Gros	Grains
<i>Eaux thermales Salines :</i>					
Balarue	10074	70	8	2	22
Chatel Guyon	10060	70	6	5	55
Bourbonne-les-Bains	10057	70	6	3	5
Vichy	10055	70	6	1	20
La Mothe	10047	70	5	2	8
<i>Eaux thermales sulfureuses :</i>					
Bonnes	10005,6	70	0	5	1
Barèges	10003,7	70	0	3	24
Cauteretz	10002,5	70	0	2	17
Plombières	10001,2	70	0	1	5
<i>Eaux froides salines :</i>					
Sedlitz	10174	71	3	3	65
Seydschutz	10187	71	4	7	40
Vals	10068	70	7	4	67
Contrexéville	10021	70	2	2	59
Peuillon	10008,6	70	0	7	51
<i>Eaux froides ferrugineuses :</i>					
Cransac	10042	70	4	5	46
Forges	10001,2	70	0	1	5
<i>Eaux anciennes de Passy :</i>					
1 ^{re} source	10025	70	2	6	29
2 ^e source	10030	70	3	2	63
la même, épurée	10027	70	3	0	14
<i>Eaux nouvelles de Passy :</i>					
1 ^{re} source	10035	70	3	7	26
2 ^e source	10035	70	3	7	26
3 ^e source	10035	70	3	7	26
Les mêmes, épurées	10030	70	3	2	63
<i>Eaux froides acidulées :</i>					
Saint-Myon	10037	70	4	1	11
De Seltz ou de Selter	10035	70	3	7	26
Pougues	10032	70	3	4	48
Chateldon	10025	70	2	6	29
Bussang	10015	70	1	5	32
Spa	10009	70	1	0	5
<i>Eaux froides alcalines :</i>					
De Sainte-Reine	10006,2	70	0	5	40
Merlange	10001,9	70	0	1	51

Nous ne reproduisons du tableau que ce qui intéresse les eaux minérales.



« La Société choirira parmi ses membres des commissaires pour faire les analyses nécessaires et se transporter sur les lieux où leur présence sera jugée utile ».

(Article XII des lettres patentes du mois d'août 1778).

Citons un exemple.

M. Desormonts raconte dans sa thèse (1) que la Société confie à Cornette l'examen des eaux minérales dont elle reçoit des échantillons.

Le 22 février 1780 Lassone fils et Cornette examinent celles de la Fontaine de Chaudebourg près de Thionville en Lorraine, employées dans les cas « de fièvres quartes opiniâtres, jaunisses rebelles, gonorrhées invétérées, cachexies produites par l'opilation des viscères du bas-ventre ».

Cornette est également nommé par la Société Royale de Médecine parmi les huit commissaires choisis pour le rapport sur les anciennes et nouvelles eaux de Passy (ferrugineuses).

(1) Cornette, par Desormonts Thèse de la Faculté de Médecine de Paris 1933.

CHAPITRE II

LES PRIX D'ENCOURAGEMENT

L'analyse des eaux minérales et médicinales et de l'examen de leurs propriétés, furent un des objets dont la société s'occupa avec le plus d'activité ; elle avait proposé dans plusieurs de ses séances publiques, des prix d'encouragement à ceux qui se livreraient à ces travaux et qui lui en feraient part. Ses vœux furent remplis ; elle reçut un grand nombre de mémoires, aux auteurs desquels elle distribua des prix.

Le premier prix consistant en un double jeton d'or, portant la même empreinte que celui de la Société fut adjugé à M. Vachet, docteur régent de la faculté de Médecine de Paris, premier médecin des troupes du Roi et associé regnicole de la Société en Corse ; Castagnoux apothicaire, aide-major des dites troupes dans la même île, auteur d'un mémoire sur l'analyse des eaux minérales chaudes de Piétra-Polla.

Le deuxième prix, consistant en un jeton d'or de la même valeur échut à M. Baraillon, médecin et associé regnicole à Chambon en Combrailles, auteur d'un mémoire sur les eaux minérales de Neris en Bourbonnois.

Le troisième prix, de la valeur d'un jeton d'or simple, fut adjugé à M. Carrère, médecin à Vic-de-Bigorre, auteur d'un mémoire sur l'usage et les effets des eaux minérales de Bagnères de Bigorre et de Capvern.

Le quatrième prix de la même valeur, fut décerné à M. Chifolian, médecin et corespondant de la Société à Saint-Malo, auteur de plusieurs mémoires sur l'analyse et les effets

(1) Séance publique du 28 août 1781.

des eaux minérales de Saint-Suliac, de Saint-Jouan, du Vaugarni dans le diocèse de Saint-Malo, et des eaux minérales de la ville de Dinan.

Le cinquième prix, de la valeur d'un jeton d'or simple fut adjugé à M. Gastellier, médecin et associé regnicole à Montargis, auteur d'un mémoire sur l'analyse et les propriétés des eaux minérales des Ferrières, des Echarlis et de Château-Landon dans le Gatinois.

La Société fit une mention honorable des mémoires envoyés par M. de Lanoix, maître en pharmacie de Lyon, sur l'analyse des eaux minérales d'Orlienas ; par M. Sarlabeyrouse, médecin, sur les eaux de Bagnères ; par M. Massie, médecin et correspondant de la Société à Habas, près de Dax, sur quelques eaux minérales de la Généralité de Guienne.

Pour la Topographie médicale :

1^{er} Prix : M. Madier, intendant des eaux de Vals, médecin du Bourg-Saint-Andréol, auteur d'un mémoire sur la topographie de cette ville.

2^e Prix : Sarlabeyrouse, médecin, mémoire sur la topographie de Bagnères-de-Bigorre.

Pour les années (1) suivantes (1777, 1778, 1779) le seul mémoire sur l'analyse des eaux de Sainte-Reine, envoyé par M. Maret, secrétaire de l'Académie de Dijon et associé regnicole fut jugé digne d'être couronné. La Société lui adjugea dans sa séance publique du 2 mars 1784, une médaille d'or de la valeur de 100 livres. M. Maret avait employé dans son analyse les procédés nouveaux et mis cette précision que donnent les connaissances chimiques les plus exactes.

Dans le quatrième volume, que fit paraître la Société Royale de Médecine, se trouvent les derniers prix décernés (2).

Mention honorable aux mémoires de : M. Cuel, docteur en médecine à Clermont-Ferrand ; analyse des eaux minérales de

(1) Volume III, page 13.

(2) Volume IV, page 22.

la Bâtisse, M. Duméril, docteur en médecine à Volognes sur les eaux minérales de la Feuille.

M. Marsonnat, curé de la paroisse de Tasin et Charbonnière en Lyonnois. Analyse des eaux minérales de la Charbonnière. Gallot, correspondant à Saint-Maurice-le-Girard, en bas Poitou, sur les eaux minérales de Saint-Laurent-sur-Sèvre et de Mortagne en Poitou.

CHAPITRE III

LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE LES INTENDANTS D'EAU MINÉRALE

Parmi les objets dont la Société Royale de Médecine était chargée, plusieurs avaient besoin de l'appui des lois. Tels étaient l'examen des remèdes pour lesquels on demandait des brevets et l'administration des eaux minérales du royaume.

La Société se heurta aux mêmes difficultés que ces prédécesseurs ; en effet, depuis le mois de mai 1605, tous les rois de France avaient essayé de réprimer la fraude. Pour cela, la charge de surintendant des eaux minérales avait été confiée au premier médecin. Plus tard, à la fin du règne de Louis XV, la Commission Royale de Médecine prit les attributions du premier médecin.

Lorsque cette tâche échût à la Société, celle-ci renforça encore les mesures prises auparavant par la déclaration du 26 mai 1780 et surtout par l'arrêt du conseil du roi du 5 mai 1781. Mais ce dernier autorisait tout particulier certifiant que la quantité d'eau demandée était destinée à son usage, à faire venir par la voie qui lui convenait « toute espèce d'eaux minérales, dont il avait besoin pour sa santé ». On devine quelle source de fraudes fut cette faveur.

DÉCLARATION DU 26 MAI 1780 CONCERNANT LES EAUX MINÉRALES (1).

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront. Salut : Les avantages que nous avons reconnus de la formation d'une Compagnie particulière de personnes savantes et recommandables qui, prises dans le sein des Académies et des Universités de notre Royaume, ne peuvent par leurs propres talents, par leurs conférences entr'elles, et par une

correspondance suivie avec les médecins et les physiciens les plus célèbres, que diriger leurs travaux et leurs découvertes vers le bien public et la plus grande conservation de nos sujets, nous ont déterminés à établir par nos lettres patentes données au mois d'août 1778, une Société de médecine sous notre protection royale ; nous avons en même temps fixé le genre des travaux et les fonctions que les membres de cette Société Royale résidente en notre bonne ville de Paris, doivent remplir ; nous avons arrêté la forme de l'administration particulière de la dite Société, le nombre des associés résidents à Paris, celui des associés regnicoles, domiciliés dans les provinces de notre Royaume et celui des associés étrangers, en laissant néanmoins à la dite Société la permission d'établir une correspondance habituelle avec telles personnes qu'elle voudra choisir, dans les différentes villes de notre Royaume et pays étrangers : en suivant nos vûes nous avons voulu prévenir les inconvénients trop multipliés de la distribution des remèdes secrets et nuisibles, pour la plupart, à la santé de nos sujets et nous avons attribué à la dite Société l'examen des dits remèdes prétendus spécifiques et autres de quelque espèce qu'ils puissent être, pour la vérification desquels notre très honoré Seigneur et ayeul avoit déjà cru nécessaire d'établir une Commission particulière en 1772. Nous avons également reconnu que pour publier avec discernement les propriétés des eaux minérales et médecinales qui sont en grand nombre dans notre Royaume, et pour établir l'ordre de distribution, il étoit intéressant de soumettre cet objet aux observations de la même Société en rendant la sur-intendance des dites eaux minérales à notre premier médecin, qui sera toujours de droit et sans élection membre de cette compagnie et inscrit à la tête de ses associés ordinaires : et pour que notre volonté à cet égard soit connue à tous les sujets de notre Royaume. A CES CAUSES et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science pleine puissance et autorité royale, nous avons dit et déclaré et par ces présentes signées de notre main disons et déclarons ce qui suit :

ART. 1^{er}

Nous attribuons à la Société Royale de médecine établie à Paris par nos lettres patentes du mois d'août 1778, l'examen des remèdes nouveaux tant internes qu'externes, de quelque nature qu'ils puissent être, pour lesquels on nous demanderait des brevets : Les dits remèdes ne pourront être vendus et distribués sans une délibération de ladite Société qui les aura admis et un brevet expédié en la forme ordinaire par le Secrétaire d'Etat ayant le département de notre maison : faisons défenses au lieutenant général de police de notre bonne ville de Paris, et à tous juges et officiers quelconques de nos provinces de donner des permissions de vendre et débiter

aucun remède sans s'être fait représenter le dit brevet dont il sera fait mention dans les permissions qu'ils accorderont : comm'aussi supprimons et revoquons toutes lettres, brevets et permissions précédemment accordés, sauf à ceux qui les auront obtenus à se pourvoir pardevant la dite Société en la forme prescrite par le présent article.

ART. 2°

L'examen des remèdes externes et chirurgicaux qui seront présentés pour demander des privilèges sera fait par la dite Société dans un Comité particulier tenu à cet effet et qui, indépendamment des membres de la Société, sera composé de notre premier chirurgien et de cinq autres chirurgiens à son choix.

ART 3°

Avons confirmé et confirmons les lettres du 19 aout 1709 et icelles interprétant et expliquant en tant que de besoin nous avons ordonné et ordonnons que tout ce qui concerne la distribution des eaux minérales et médecinales de notre Royaume mentionnées es-dites lettres patentes sera soumis à l'examen de la dite Société. Notre premier médecin continuera de se dire et qualifier sur-intendant des eaux minérales et médecinales de notre Royaume ; il nommera les intendants particuliers de ces eaux, auxquels les brevets seront expédiés sans frais. Les dits intendants seront tenus d'instruire, de tout ce qui pourrait être relatif à leurs fonctions, le sur-intendant et la dite Société, qui choisira parmi ses membres des commissaires pour faire les analyses nécessaires et se transporter sur les lieux où leur présence sera jugée utile.

ART. 4°

N'entendons au surplus déroger par ces présentes aux privilèges et prérogatives dont jouissent les facultés de médecine de notre Royaume : les avons au contraire maintenues et gardées dans tous leurs droits : en conséquence déclarons que les associés ordinaires, libres, regnicoles et étrangers et les correspondants de la dite Société ne pourront, à raison des dites qualités, enseigner ou exercer la médecine à moins qu'ils n'en ayent d'ailleurs le droit conformément aux ordonnances.

Si donnons en mandement à nos amis et féaux conseillers les gens tenans notre cour de Parlement soit à Toulouse, à Aix, Dijon, Rennes, Pau, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier et enregistrer et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et

empêchements et nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est notre plaisir : en témoins de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Données à Versailles le 26^e jour de mai, l'an de grace 1780 et de notre règne le 7^e.

ARRÊT DU CONSEIL DU ROI DU 5 MAI 1781 CONCERNANT L'EXAMEN
ET LA DISTRIBUTION DES EAUX MINÉRALES ET MÉDICINALES DU ROYAUME.

(Extrait des registres du Conseil d'Etat)

LE ROI s'étant fait représenter, en son Conseil, les Lettres patentes du mois d'août 1778, portant établissement de la Société royale de Médecine, par l'article XII desquelles Sa Majesté en confirmant les Lettres patentes du 19 août 1709, et icelles interprétant et expliquant en tant que de besoin, Elle auroit ordonné que tout ce qui concerne la distribution des Eaux minérales et médicales du royaume, mentionnées esdites Lettres patentes, sera soumis à l'examen de ladite société : Que le premier médecin continueroit de se dire et qualifier Surintendant des Eaux minérales et médicales du royaume ; qu'il nommeroit les Intendants particuliers de ces Eaux, auxquels les brevets seroient expédiés *gratis* ; que lesdits Intendants seroient tenus d'instruire de tout ce qui pourroit être relatif à leurs fonctions ladite Société, qui choisiroit parmi ses Membres des Commissaires pour faire les analyses nécessaires et se transporter sur les lieux où leur présence seroit jugée utile. Et Sa Majesté désirant faire connoître plus particulièrement ses intentions sur l'administration, l'examen et la vente et distribution des Eaux minérales et médicales, Elle a ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Le premier Médecin aura, conformément à l'article XII des Lettres patentes du mois d'août 1778, le droit de nommer les Intendants desdites Eaux dans les provinces ; il les choisira de préférence parmi les Médecins les plus habiles et d'une réputation intègre ; il aura pareillement le droit de leur retirer ce titre et de leur substituer un autre Intendant, en cas de plaintes portées, de monopole, ou de tout autre délit grave qui aura été constaté : ces différens Intendants particuliers seront soumis à l'inspection dudit premier Médecin, et leurs travaux seront mis sous ses yeux et sous ceux de la Société, dont tous les Membres s'occuperont de concert avec ledit Surintendant, à rendre cette administration utile au public.

II

Sur la nomination faite par le Surintendant, et présentée par lui directement au Secrétaire d'état ayant le département de la Mai-

son de Sa Majesté, il sera expédié à l'Intendant nommé, un brevet pour l'autoriser à faire ses fonctions : lorsque le premier Médecin aura nommé un des Intendans particuliers, il en donnera connoissance à la Société, afin qu'il y ait dans le bureau de cette Compagnie un état exact des Médecins chargés du soin des Eaux minérales dans les provinces.

III

Lesdits Intendans rendront compte chaque année au Surintendant et à la Société de l'état actuel des sources minérales, des fontaines ou bassins ; ils veilleront avec soin à leur entretien, à leur propreté et à leur conservation, et ils donneront leur avis sur les réparations et les changemens qu'ils jugeront utiles ou nécessaires.

IV

Les malades qui se proposeront de faire usage des Eaux minérales, soit en boisson, soit sous la forme de bains ou sous celle de douches, préviendront les Médecins-Intendans desdites Eaux, afin qu'ils puissent indiquer à chacun desdits malades l'heure à laquelle ces remèdes pourront leur être administrés : Lesdits Intendans auront soin que les malades soient servis avec la plus grande exactitude.

V

Les douches et autres opérations propres à favoriser les succès des Eaux minérales, dans le traitement des différentes maladies, seront dirigées par les Intendans des Eaux, qui en fixeront la méthode et la durée ; mais afin que la confiance des malades ne soit gênée en aucune manière, leurs Médecins ordinaires y seront admis lorsque lesdits malades témoigneront le désirer.

VI

Lesdits Intendans choisiront et nommeront les baigneurs et autres personnes destinées au service des Eaux minérales, parmi lesquels ils entretiendront le bon ordre.

VII

Ils tiendront un état exact des traitemens qui auront été faits chaque année avec ou sans succès ; ils en enverront les résultats à la Société royale de Médecine, qui en fera part au Surintendant.

VIII

Lesdits Intendans seront toujours présens, lorsque les Eaux destinées à quelqu'envoi seront puisées à leur source ; ils indiqueront

l'heure du jour la plus convenable, et ils certifieront par écrit leur présence.

IX

Immédiatement après que les bouteilles auront été remplies à la source, elles seront exactement bouchées, et les Intendants particuliers auront soin que l'on y appose l'empreinte d'un cachet qui leur aura été envoyé par la Société royale de Médecine, laquelle en fera remettre un pareil aux différens Commissaires-Inspecteurs chargés de vérifier l'état des bouteilles, soit à Paris, soit dans les provinces.

X

Toutes les fois qu'il sera fait un envoi quelconque d'Eaux minérales, soit à Paris, soit dans les provinces, pour être distribuées dans les bureaux ou pour l'usage des particuliers, les Intendants auront soin que la Société soit instruite du jour où elles arriveront; ils lui enverront en même temps une facture exacte, indiquant le nombre et la forme des bouteilles, avec la date de l'année, du mois et du jour où ces eaux auront été puisées ; le tout signé d'eux.

XI

Le Directeur du bureau des Eaux minérales à Paris, sera tenu, aussitôt qu'il aura reçu une certaine quantité de bouteilles d'Eaux minérales, d'avertir la Société avant l'ouverture des caisses, afin qu'elle députe des Commissaires pour en faire l'examen.

XII

Lesdits Commissaires seront au nombre de deux ; la Société les élira chaque année au scrutin, dans la première assemblée du mois de janvier.

XIII

Les fonctions de ces Commissaires seront de constater l'état des Eaux minérales arrivées au bureau, et de vérifier les certificats de l'Intendant et les lettres de voiture relatives à l'envoi desdites Eaux; ils seront également tenus d'examiner les Eaux de même espèce qui resteroient encore au bureau, pour s'assurer si elles sont en état d'être livrées au public ; dans le cas où elles seroient altérées, lesdits Commissaires seront autorisés à les faire jeter, après en avoir prévenu la Société, qui pourra, si elle le juge à propos, ajouter un ou plusieurs Commissaires à ceux qu'elle auroit déjà nommés pour faire cet examen.

XIV

Toutes les eaux minérales qui se vendront à Paris seront sujettes à l'inspection desdits Commissaires ; ils feront, au moins une fois chaque année, l'examen général de toutes les bouteilles déposées au bureau, et ils constateront, soit en les goûtant, soit par l'analyse ou autrement, si les Eaux minérales, restées des différens envois, auront conservé leurs propriétés ; ils visiteront sur-tout, avec la plus grande attention, les bouteilles contenant les Eaux gazeuses dont les principes se dissipent facilement : Il sera dressé un procès-verbal de cette visite, qui sera signé par les Commissaires, et par eux communiqué à la Société, qui les autorisera à jeter les Eaux minérales avariées.

XV

Le directeur du bureau tiendra un compte exact des bouteilles d'Eaux minérales qu'il aura reçues, de celles qu'il aura vendues, et de celles qui seront encore au dépôt, et qui auront été jugées en assez bon état pour être livrées au public. Le Directeur arrêtera chaque mois ledit compte avec les Commissaires de la Société qui le justifieront et le parapheront ; il en sera fait deux copies, l'une desquelles sera présentée à la Société et conservée dans son secrétariat, l'autre restera au bureau des Eaux minérales ; elle sera ostensible et elle attestera à chacun l'exactitude des visites faites dans ledit bureau.

XVI

Les bureaux destinés à la distribution des Eaux minérales dans les provinces, seront soumis à l'examen des Inspecteurs que la Société nommera à cet effet, lesquels seront chargés de constater le bon état des Eaux minérales qui seront distribuées ; en conséquence ils seront prévenus par les Directeurs des bureaux du jour où arriveront les caisses des Eaux minérales, lesquelles caisses ne pourront être ouvertes qu'en leur présence. Ils prendront d'ailleurs pour les bureaux établis dans les provinces toutes les précautions ordonnées dans les articles XIII, XIV et XV ci-dessus, pour le bureau de Paris.

XVII

Si les circonstances requièrent qu'un ou plusieurs Commissaires soient envoyés en quelques lieux où seront des sources d'Eaux minérales, soit pour en faire l'analyse, soit pour examiner la manière dont elles seront administrées, lesdits Commissaires seront élus au scrutin, soit parmi ses Membres résidans à Paris, soit parmi ses Associés regnicoles ou correspondans, et leur nom sera présenté à

Sa Majesté par le secrétaire d'Etat ayant le département de sa Maison, afin que Sa Majesté les nomme et leur donne les pouvoirs nécessaires au succès de leur mission. Seront en conséquence et demeureront supprimées, à compter de la date du présent arrêt, les places d'Inspecteurs d'Eaux minérales d'une province ou d'un canton, l'intention de Sa Majesté étant qu'il n'y ait de Commissaires chargés de fonctions relatives à l'administration desdites Eaux, que les Intendans des Eaux minérales, et les Inspecteurs des bureaux où elles se distribuent.

XVIII

Tout propriétaire qui découvrira dans son terrain une source d'Eaux minérales et médicinales, sera tenu d'en instruire la Société pour qu'elle en fasse l'examen, et que d'après le rapport des Commissaires qu'elle aura nommés, la distribution en soit permise ou prohibée, suivant le jugement qui en aura été porté par elle.

XIX

Les propriétaires des Eaux minérales, approuvées par la Société, ne pourront les vendre eux-mêmes qu'à la source, au prix qui aura été fixé par elle. Lesdites Eaux pourront être vendues dans les Bureaux établis par la Société, où elles seront soumises à l'inspection des Commissaires qu'elle aura nommés, sans qu'il soit permis auxdits propriétaires d'établir aucun dépôt ni bureau particulier ; seront d'ailleurs nommés, par le Surintendant des Eaux minérales, des Intendans chargés de veiller à ce que les sources d'Eaux minérales soient entretenues en bon état.

XX

Aucun Apothicaire, aucune Communauté ou Maison religieuse, aucun particulier, à moins qu'il ne soit muni d'une permission accordée sur des motifs bien spécifiés, ne pourront en aucun temps faire venir des Eaux minérales pour en faire le commerce ; dans le cas de fraude, le Directeur ou Régisseur du bureau général sera autorisé à faire saisir l'envoi, et la personne à laquelle un tel envoi aura été fait et adressé, sera condamnée à une amende de mille livres, applicable aux Hôpitaux, ou à une plus forte somme suivant l'exigence des cas.

XXI

Mais tout particulier, de quelque état et condition qu'il soit, pourra faire venir, par la voie qui lui conviendra le mieux, toute espèce d'Eaux minérales dont il aura besoin pour sa santé, pourvu qu'en

écrivait à l'Intendant de l'Eau minérale, il certifie que la quantité d'eau demandée est destinée pour son usage. L'Intendant de la fontaine, d'où l'envoi aura été fait en tiendra note sur son registre ; il conservera soigneusement la lettre qui lui aura été écrite à ce sujet, pour être en état de la produire s'il en étoit besoin, et il sera tenu d'en instruire sur le champ le Surintendant et la Société.

XXII

Tout ce qui sera relatif soit à la taxe (1) des Eaux minérales, soit à la nomination des Inspecteurs et Directeurs des bureaux, soit à la distribution des Eaux minérales, sera traité dans un Comité composé du Surintendant des Eaux minérales, des Officiers de la Société, du Trésorier et des deux Commissaires-Inspecteurs pour le bureau de Paris, lequel Comité référerà à la Société assemblée.

(1) Eaux de :

Bouteilles de 4 pintes ou environ

Balarue	9 livres
Vals	9 —
Craussac	9 —
La Mothe	8 —
Vichy	4 —
Nerlange	3 —

Bouteilles de 3 chopines

Sedlitz en Bohême.....	5 livres	5 sols
Seydschutz en Bohême.....	5 —	10 —

Bouteilles de pinte

Bonnes	2 livres	8 sols
Baredge	2 —	8 —
Cauterets	2 —	8 —
Balarue	2 —	8 —
Vals	2 —	8 —
Craussac	2 —	8 —
La Mothe	2 —	3 —
Seltz	2 —	3 —
Spa	2 —	3 —
Plombières	2 —	3 —
Pouillon	2 —	8 —
Chatelguyon	1 —	10 —
Saint-Mion	1 —	10 —
Bussang	1 —	10 —
Bourbonne-les-Bains	1 —	10 —
Pougues	1 —	10 —
Contrexéville	1 —	10 —
Vichy	1 —	10 —
Forges	1 —	15 —
Sainte-Reine	1 —	15 —
Chateldon	1 —	15 —
Eaux anciennes de Passy....	1 —	6 —

XXIII

Tout ce qui concernera les revenus des Eaux minérales sera traité dans le Comité de trésorerie de la Société. Lesdits revenus seront perçus par le Trésorier de la Société, qui en rendra compte au Comité et à la Société assemblée, ainsi qu'il est porté dans l'article xxii du règlement concernant les assemblées et le régime intérieur de ladite Société.

XXIV

Si quelque particulier a des plaintes à faire au sujet de l'administration des sources minérales, bains ou douches confiés aux Intendants, soit au sujet des Eaux minérales qui auroient été vendues dans les bureaux, à Paris ou dans les provinces, il sera invité à déférer sa plainte à la Société royale de Médecine, qui en examinera les motifs et fera tous ses efforts pour maintenir le bon ordre dans cette distribution et administration. Veut et ordonne Sa Majesté que le présent arrêt soit imprimé, lu, publié et affiché partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Marli le cinq Mai mil sept cent quatre vingt un. Signé AMELOT.

A Paris, de l'imprimerie royale, 1781.

*
**

Nous avons vu précédemment, qu'en 1790 l'Assemblée Nationale invita les différentes organisations de France à renouveler leurs règlements. Dans le plan que présenta la Société, le chapitre suivant était réservé à l'« inspection des eaux minérales, soit à la source, soit dans le lieu de leur débit. »

Inspection des Eaux Minérales

a) La conservation des eaux minérales dépend d'abord des soins donnés à la source pour leur puisement.

Elle dépend aussi de la propreté des vaisseaux dans lesquels on les conserve et de la manière dont on bouche ces vaisseaux.

Ces soins sont différents suivant la nature des eaux.

Les médecins établis sur les lieux où sont les sources se-

ront invités à donner un état des précautions que l'expérience leur aura fait juger nécessaires pour chacune d'elles.

Ces précautions déterminées d'une manière précise et claire, seront portées dans un règlement qui sera rendu public.

Les puisements, pour les envois, se feront le matin à heure fixe, et pendant un espace de temps déterminé.

Le médecin chargé de l'inspection de la source et un officier municipal y assisteront et veilleront à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises avec exactitude. Ils feront apposer un cachet aux bouteilles, et ils donneront du tout un certificat qui sera joint à l'envoi.

b) C'est dans le lieu de débit qu'il faut surtout veiller à ce que ces eaux ne soient ni contrefaites ni altérées.

1° Toutes les eaux minérales, avant d'être rendues à leur destination, dans le lieu de leur débit, seront reçues dans un bureau, tenu par un ou plusieurs commis nommés par la municipalité.

2° Deux médecins et un officier municipal nommés tous les ans au scrutin, seront chargés de l'inspection de ce bureau.

3° Chaque envoi, immédiatement après son arrivée, leur sera notifié par un avis du commis.

4° Ils le transporteront alors au bureau, ils y vérifieront les lettres d'avis, les certificats de puisement et toutes les autres pièces qui attesteront le montant de l'envoi.

5° Ils constateront l'état des Eaux, et la conformité des caisses avec les lettres de voiture et les certificats de puisement.

6° Ils visiteront les cachets de la source et ils suppléeront ceux qui manqueront ou qui auront été brisés, par un cachet particulier qui restera entre leurs mains.

7° Ils délivreront un certificat daté, signé et circonstancié de chaque envoi ; ce certificat sera fait double : l'un donné au pharmacien auquel sera destiné l'envoi ; l'autre sera contenu dans un registre particulier qui doit rester au Bureau.

8° Dans les visites qu'on fera chez les pharmaciens, les commissaires examineront l'état des eaux minérales et ils se feront représenter les lettres d'envoi et les certificats d'examen.

Tiré du : nouveau plan (1) pour la médecine en France, vues générales sur la réforme dont la médecine est susceptible en France et sur la nécessité de la suppléer à l'état d'unité et de simplicité, où elle était du temps d'Hippocrate, en la réunissant à la chirurgie.

INTENDANTS DES PROVINCES

Les intendants des Provinces étaient des administrateurs que le roi envoyait dans les différentes parties du royaume pour y veiller à tout ce qui intéressait l'administration de la justice, de la police et des finances, pour y maintenir le bon ordre et y exécuter les commissions que le roi ou son conseil leur donnaient.

Sous ses ordres se trouvaient : les sous-intendants, les sub-délégués, les procureurs du roi, et enfin les commis d'intendance.

Une chose remarquable dans les attributions ordinaires d'un intendant, c'est qu'il les exerçait seul, il n'avait point de tribunal, point de rapporteurs, point de conseillers, point de partie publique.

Voici une liste des médecins et chirurgiens, intendants, directeurs et inspecteurs des Eaux et Bureaux particuliers qui furent nommés par la Société en 1777 :

Amillon, intendant des Eaux de Serviom et Rouan.

Armand, médecin au Puy, inspecteur du Bureau.

Aubry, intendant des Eaux de Luxeuil.

Bassin, intendant des Eaux de Clermont-Ferrand.

Bordeu (de), Conseiller d'Etat, intendant des Eaux de Barèges
et Inspecteur des Eaux de la Généralité d'Auch et de Pau.

Campardon, chirurgien, inspecteur des Eaux de Bagnères de Luchon.

(1) Tome IX.

- Campmas, médecin à Montauban, inspecteur du Bureau.
Chaud (de la), médecin à Thouars, directeur des Eaux de Bilasay.
Coignasse, médecin à Limoges, inspecteur du Bureau.
Crampe (de la), intendant des Eaux de Cauterets.
Delâa, intendant des Eaux des Vallées d'Ossun.
Destrapierre, médecin de la Rochelle, inspecteur du Bureau.
Dubernard, professeur en médecine à Toulouse, inspecteur du Bureau.
Fabre, médecin à Carcassonne, inspecteur du Bureau.
Faye, intendant des Eaux de Bourbon l'Archambault.
Fimels, intendant des Eaux de Bains.
Flangergues, médecin à Rhodes, intendant des Eaux de Crausac.
Fournier, médecin à Dijon, inspecteur du Bureau.
Gagnon, médecin à Grenoble, inspecteur du Bureau.
Ganhieres, intendant des Eaux de Pougues.
Geffray, médecin à Nantes, inspecteur du Bureau.
Girard, Conseiller, médecin ordinaire du Roi, à Marjevol, intendant des Eaux de Bagnols et de Saint-Laurent. Correspondant de la Société des Sciences de Montpellier.
Guerres (de), médecin inspecteur du Bureau de Plombières.
Guillon, médecin à Besançon, inspecteur du Bureau.
Hestevent, chirurgien à Valognes, inspecteur des eaux de la Taille, dans la presqu'île de Cotentin.
Joyeuse, fils, médecin à Marseille, inspecteur du Bureau.
Juvet, intendant des Eaux de Bourbonne-les-Bains.
Lavialle (de), intendant des Eaux du Mont d'Or.
Limonier, médecin à Chinon, intendant des Eaux de Bilosay.
Malegue, inspecteur à Perpignan.
Massie, médecin à Habas, intendant des Sources de Baure, Saint-Louboues et de Tercis.
Minvielle, inspecteur des Eaux en Béarn.
Mourot, intendant des Eaux de Bussang.
Peyroulat, chirurgien, inspecteur des Eaux de Cauterets.
Pinot, médecin à Bourbon Lancy, inspecteur général des Eaux du Bourbonnais.
Pissis, médecin à Brioude, inspecteur du Bureau et des Sources minérales de l'Auvergne.

Pouzaire, intendant des Eaux de Balarue.

Rast, fils, médecin à Lyon, inspecteur du Bureau.

Raulin, fils, médecin du Roi par quartier, et de l'Hôpital, médecin de Valenciennes, inspecteur du Bureau et intendant des Eaux de Saint-Amand.

Razous, médecin à Nîmes, inspecteur du Bureau.

Read, inspecteur du Bureau de Metz et des Sources de la Généralité.

Renaudin, inspecteur du Bureau de Strasbourg.

Richard de la Prade, intendant des Eaux Minérales de Montbrison.

Rozières de la Chassaigne, médecin à Malzieu, intendant des Eaux de Roubélet.

Rouzies, chirurgien à Martell, directeur des Eaux de Saint-Félix.

Toussaint, intendant en survivance des Eaux de Bains.

Vachères, intendant des Eaux de Bourbon Lancy.

Venel, inspecteur des Eaux de la Province et du Bureau de Montpellier.

Vufour, médecin à Riom, intendant des Eaux de Saint-Myon et de Chatel Guyon.

*Bureaux de distribution pour les Eaux Minérales de France
et Etrangères, à Paris*

Arnauld, seul privilégié, rue de Prouvaires.

CONCLUSION

Parmi les corps savants constitués sous l'ancien Régime, la Société Royale de Médecine, le dernier en date, s'intéressa à des travaux d'ordre médical, physique — et ce qui nous concerne tout particulièrement — hydrologique.

Dans ce champ d'action aussi vaste que diversifié, elle n'était pas la première à s'aventurer : les rois statuant en leur Conseil, la Jurisprudence, et au dernier échelon l'administration locale des intendants, avaient dégagé les principes fondamentaux d'une sage politique des eaux minérales. La lutte contre la fraude d'une part, et d'autre part la recherche de la qualité, tels avaient été les deux objectifs du législateur royal.

Le caractère original de l'œuvre de la Société devait consister, sans négliger les efforts antérieurs, à rechercher non pas tant la qualité des eaux prises en général que les caractères propres et spécifiques de chaque source particulière. Par là même d'une législation de cadre national, l'ancien Régime devait aboutir à une législation sinon décentralisée, du moins fortement marquée du cachet régional. La publication des Mémoires, les prix d'encouragement répondaient à cette première préoccupation. Mais ce n'était pas la seule : poursuivant une œuvre d'ordre scientifique la Société ne devait pas se détacher de l'aspect pratique des problèmes, et c'est ainsi qu'elle prétendit inspirer et qu'elle inspira en effet aux tribunaux eux-mêmes les attendus les plus significatifs de leurs jugements.

Il s'en faut cependant que les progrès enregistrés aient été notables : la fraude n'en persista pas moins. Est-ce à dire qu'il faille en rendre responsable la Société elle-même et ses inspecteurs ? Nous ne le croyons pas. Le développement encore à ses débuts de la technique l'expliquerait suffisamment, n'eût été un facteur que nous ne saurions négliger : les controverses qui opposèrent, pendant une bonne décade, la Faculté elle-

même à ce qui devait être l'embryon de l'Académie de Médecine. Cela n'est pas sans portée, si l'on songe à l'autorité considérable qui s'est toujours attachée au nom de l'Université.

La Révolution, s'inspirant de cet esprit individualiste (et à la vérité combien utopique), fort à la mode à la fin du siècle de l'Encyclopédie devait dissoudre comme tous les autres corps savants, et comme les corporations elles-mêmes, et la Société Royale de Médecine, et sa rivale la Faculté. Ce qu'une telle décision peut avoir d'anarchique n'apparut que plus tard, mais le législateur moderne ne pouvait mépriser une œuvre à laquelle tant d'esprits distingués avaient apporté leur contribution.

Qu'il nous soit permis à la fin de cette modeste étude de rattacher aux hydrologues contemporains les noms de Fourcroy, Carrère, Bonafos, Gallot, Brisson, Vachet, Maret et tant d'autres, premiers pionniers d'une science, qui devait connaître de nos jours un si magnifique essor.

Vu ; le Doyen,
ROUSSY.

Vu ; le Président de la thèse,
LAIGNEL-LAVASTINE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DEZEIMERIS, OLLIVIER et RAIGE DELORME. — *Dictionnaire historique de la médecine ancienne et moderne.*

ETAT DE LA MÉDECINE ET DE LA CHIRURGIE EN FRANCE EN 1776.

ETAT DE LA MÉDECINE ET DE LA CHIRURGIE EN FRANCE EN 1777.

FRANKLIN. — *Les médicaments.*

GERMOND de LAVIGNE. — *Législation des eaux minérales, 1881*

GUYOT PAUL. — *Traité des droits annexes à tous les états et offices de France, 1786.*

HISTOIRE ET MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE.

LASTEYRIE et LEFÈVRE-PORTALIS. — *Bibliographie générale des Travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés Savantes de France, (Paris 1888).*

MALLAT. — *Histoire des eaux minérales de Vichy.*

MARION M. — *Dictionnaire des institutions de la France au xvii^e et xviii^e siècle.*

MOREAU J. L. — *Eloge historique de Félix Vicq d'Azyr.*

MANUSCRIT, JOLY DE FLEURY n° 499, Bibliothèque Nationale.

MANUSCRIT 2006, *Faculté de Médecine.*

MÉDECINE, MÉMOIRES DIVERS 29.761 C. Bibliothèque Mazarine.

VICQ D'AZYR FÉLIX. — *Mémoire instructif sur l'établissement de la Société Royale de Médecine, (Paris 1776).*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	10
HISTORIQUE.	11
<i>Législation des eaux minérales avant l'établissement de la Société Royale de Médecine</i>	11
<i>Etablissement de la Société Royale de Médecine: son statut juridique, ses fonctions, ses publications</i>	25
<i>Appendice</i>	67
ŒUVRE HYDROLOGIQUE. — LA RECHERCHE DE LA QUALITÉ DES EAUX	75
Chapitre I. — <i>Etudes chimiques et médicales</i>	75
Chapitre II. — <i>Les prix d'encouragement</i>	105
Chapitre III. — <i>La lutte contre la fraude. — Les inten- dants d'eau minérale</i>	109
CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	125

100